

Le cinquante-cinquième sommet

L'Allemagne fédérale

Les relations bilatérales ont été relancées dans plusieurs domaines. Paris et Bonn ont décidé de lancer le développement de l'hélicoptère NH-90, qui attendait le feu vert ouest-allemand. Un communiqué commun a été publié qui affirme l'attachement des deux pays à la norme européenne de télévision haute définition. La France et l'Allemagne ont aussi annoncé leur intention d'étendre la coopération nucléaire civile aux pays de l'ex-

franco-allemand

Les réserves de Bonn sur la télévision haute définition embarrassent Paris

On a vu D2-MAC, mais... La déclaration franco-allemande sur la télévision haute définition (Le Monde du 27 avril) qui confirme « l'attachement des deux pays à la promotion de la nouvelle norme de télévision HD MAC », souligne les industriels européens - notamment Thomson, Philips, Nokia, réunis au sein du programme Eureka. Car en confirmant que « la norme D2-MAC est adaptée en tant qu'étape intermédiaire », elle écarte les rumeurs d'une défection allemande, qui aurait pu être fatale à la position européenne dans la compétition mondiale de la télévision haute définition (Le Monde des 20 et 26 avril). Le D2-MAC, cette norme de télévision améliorée qui doit ouvrir la voie à la TVHD, reste donc en piste des deux côtés du Rhin. Et les deux pays comptent même développer leur coopération, tant pour les satellites de télévision directe que les réseaux câblés, les télévisions à puce ou la promotion de la TVHD européenne (dont un groupement d'intérêt économique européen est chargé).

Mais ce point fondamental est assorti de réserves allemandes, qui pourraient bien mettre gouvernement, diffuseurs français et Conseil Supérieur de l'Audiovisuel dans l'embarras. Car la RFA n'est pas satisfaite des programmes choisis pour le satellite français TDF1, et le dit tout haut : « Il est particulièrement important de diffuser sur les satellites français (TDF1 et 2) et allemand (TV Sat 2) des programmes attractifs avec une programmation diversifiée et de haute qualité » (Le Monde du 27 avril).

Bref, les Allemands remettent en cause les choix effectués en 1989 par le CSA, et s'insurgent contre les chaînes cryptées et payantes, ou très faibles comme la SEPT. Et ils demandent « au gouvernement français d'indiquer les mesures à prendre dans ce sens, le plus rapidement possible ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le dossier TDF 1

Or cette remise à plat du dossier TDF1 est plus que problématique. Le CSA est en effet une institution indépendante du gouvernement. Et les opérateurs déjà choisis n'entendent pas céder obligamment leur place. « Remettre en cause la présence de Canal Plus sur TDF1 serait extrêmement grave », note ainsi le patron de la chaîne cryptée M. André Rousselet, qui s'interroge sur la notion de « programmes attractifs » et relève que le choix du CSA n'est pas dû au hasard « puisqu'il est une chaîne près la même que celle des satellites britanniques BS2 ou Sky ».

En indiquant leur préférence pour des chaînes grand public en clair, les Allemands tablent peut-

être sur la défection de certains candidats retenus par le CSA. Premièrement, la chaîne cryptée germanophone préparée par Canal Plus et Bertelsmann, pourrait se rabattre sur d'autres moyens de diffusion. Et les nombreux actionnaires de Canal Plus ont toujours du mal à se mettre d'accord sur leurs objectifs. Si un ou plusieurs canaux de TDF1 se libéraient, le CSA devrait leur trouver de nouveaux occupants. Et pourraient alors revenir en scène des chaînes généralistes comme TF1, A2, voire la Cinq et M6.

Mais dans l'immédiat, rien n'oblige le CSA à revoir ses choix. Et l'Allemagne allemande est même susceptible d'accéder à la composition définitive du « bouquet » de chaînes de TDF1. Dans ce cas, le gouvernement français aurait du mal à donner satisfaction à son homologue d'Outre-Rhin. Et celui-ci pourrait alors arguer de cette carence pour revenir sur son engagement en faveur du D2-MAC. En portant ainsi le débat - jusqu'alors industriel et européen - dans les méandres du paysage audiovisuel français, les réserves posées par les Allemands pourraient bien constituer une mine à retardement.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

DIPLOMATIE

Un conseil européen décisif pour l'avenir de la Communauté

Les Douze s'engagent sur la voie de l'union politique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, réunis le samedi 28 avril à Dublin, devaient prendre des décisions de procédure dont l'objet est de conduire la Communauté, dans le laps de temps très court de trente-deux mois (d'ici au 1^{er} janvier 1993), à une véritable union politique.

DUBLIN
de notre envoyé spécial

S'il est confirmé par le conseil européen, ce nouveau programme de relance de la construction européenne dû à l'initiative conjointe de MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, aboutira à des changements radicaux par rapport à la situation actuelle et même par rapport au projet de marché unique de 1993.

Le champ d'activité économique de la Communauté sera élargi ; l'union économique et monétaire (UEM) mise en place ; et les Douze se montrent décidés à pratiquer des politiques étrangères et de sécurité communes, en s'appuyant sur des institutions sensiblement remodelées.

Certains prétendent que la construction européenne s'effondre alors qu'elle galope. D'ambitieux plans de relance se succèdent

(le marché unique, l'union économique et monétaire, l'union politique), avant même que les objectifs précédemment définis aient été atteints. Après les quelques hebes semaines de choc qu'ont provoquées les bouleversements à l'Est, il apparaît que la Communauté et ses membres sont décidés à jouer ensemble un rôle central, au moment où se redessine l'architecture du Vieux Continent. Tel est le sens de l'initiative franco-allemande qui se combine parfaitement avec le programme de renforcement de la Communauté présenté quelques semaines plus tôt par M. Marc Eyskens, le ministre belge des affaires étrangères.

Toujours des réticences britanniques

L'initiative spectaculaire de Bonn et de Paris a été accueillie de façon positive le 21 avril à Dublin par les ministres des Affaires étrangères de la CEE. Le débat s'ouvre maintenant au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement dans des conditions favorables. Jusqu'à présent, seul le Royaume-Uni conteste sérieusement ce nouveau projet d'union en faisant valoir qu'il y a déjà beaucoup de pain sur la planche européenne. Mais à Dublin, la semaine dernière, les propos de M. Douglas Hurd, le chef de la diplomatie britannique, ne res-

semblaient en rien à une fin de non recevoir.

La réaction de M^{me} Margaret Thatcher constitue une des inconnues du rendez-vous de Dublin. Se résignera-t-elle, comme elle l'a fait pour l'UEM, à participer à l'entreprise (la conférence intergouvernementale sur l'union politique) avec l'idée qu'elle pourra toujours opposer son veto ou bien se dégarer si les négociations n'évoluent pas à son goût ? Il ne lui échappe certainement pas qu'un tel blocage, théoriquement toujours possible, serait politiquement difficile à mettre en oeuvre. D'autant que les engagements que les Douze s'approprient à prendre pourraient être relativement précis.

Le 21 avril, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères, onze pays se sont montrés favorables au calendrier et à la méthode de travail suggérés par Paris et Bonn. Pour ce qui est du calendrier, le traité instituant l'union politique devrait être mis au point fin 1991. Les ratifications parlementaires pourraient être acquies fin 1992. Le traité entrerait alors en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Quant à la méthode, les ministres des affaires étrangères seront invités à engager leurs réflexions immédiatement, afin qu'un premier rapport puisse être soumis au second conseil européen de Dublin, fin juin. Un autre rapport

devrait être prêt pour le conseil européen de Rome, fin décembre. La présidence italienne devrait convoquer les deux conférences intergouvernementales, la première consacrée à l'UEM, la seconde à l'union politique.

Les réformes institutionnelles

La préparation de la première conférence, sur l'UEM, est déjà très engagée, celle de la seconde, sur l'union politique, n'a pas commencé. C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend les ministres des affaires étrangères. Cependant, et c'est là un autre résultat de la réunion du 21 avril, l'esquisse du modèle présenté par la France et la RFA, n'a pas été remise en cause par les pays partenaires, mise à part la réserve générale britannique. On peut décrire ce modèle en quatre points :

- Le renforcement de la Communauté. L'idée serait de reprendre pour l'essentiel le mémorandum belge : la Communauté administrerait l'essentiel du domaine économique ; le vote à la majorité qualifiée deviendrait la règle, y compris dans des domaines sensibles comme la fiscalité (un point qui reste à confirmer) ; c'est à un autre résultat de la réunion du 21 avril, l'esquisse du modèle présenté par la France et la RFA, n'a pas été remise en cause par les pays partenaires, mise à part la réserve générale britannique. On peut décrire ce modèle en quatre points :

- L'union économique et monétaire serait instaurée et les Douze pourraient, on l'a vu, fixer une échéance pour la fin de la conférence intergouvernementale qui, à partir de décembre prochain, sera chargée de définir le contenu des deuxième et troisième étapes de l'UEM ainsi que les aménagements institutionnels qu'elle suppose. Compte tenu de la volonté d'instaurer l'union politique dès 1993, il deviendrait logique que la banque centrale européenne puisse commencer à fonctionner elle aussi début 1993.

- Les Douze mettraient en place une politique étrangère ainsi qu'une politique de sécurité communes. L'entreprise pourrait se faire de façon progressive avec l'idée qu'elle devrait porter, pour commencer, sur le théâtre européen. Il est plus qu'ailleurs les Douze ont des intérêts communs méritant une approche collective. D'ici à la fin de l'année, les ministres des affaires étrangères pourraient débiter du champ d'action exact de cette nouvelle forme de coopération.

- L'union politique exigerait un remodelage institutionnel. Dans l'esprit des Français et des Allemands, la Commission européenne ne pourrait pas devenir l'organe exécutif de la politique étrangère et de sécurité. « Si l'on met en commun le droit de décider la guerre et la paix, est-il pensable de le confier à la Commission de Bruxelles ? » s'exclame un fonctionnaire parisien. Dans le projet franco-allemand, le conseil européen deviendrait l'organe central de l'union politique. Il resterait à préciser le moyen de le renforcer (un président élu pour deux ans ?) et d'assurer la cohérence des différentes composantes de l'union. La réflexion sur ce thème sensible n'a pas été menée à son terme et à en croire les Français aucun document ne sera remis à Dublin aux pays partenaires. Ces projets de réformes institutionnelles n'enthousiasment guère M. Jacques Delors qui, bien entendu, ne souhaite pas voir la Commission ravalée au rang d'un super-organisme technique.

Le conseil européen du 28 avril avait été convoqué pour traiter principalement de deux dossiers : les nouvelles relations à établir entre la CEE et les pays de l'Est, et les modalités d'intégration de la RDA à la CEE. Au cours des dernières semaines, ces questions ont été clarifiées sans que surgissent de divergences sérieuses entre les Douze. Un débat approfondi sur ces sujets, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, n'est donc plus d'actualité.

PHILIPPE LEMAITRE

Ne pas se tromper d'Allemagne

Suite de la première page

On ne doit pas se tromper d'Allemagne. C'est la première règle à respecter quand on se rend en Allemagne. Car il y a deux Allemagne : l'Allemagne fédérale et la République démocratique allemande. La première est un pays démocratique, riche, développé, qui fait partie de l'Europe occidentale. La seconde est un pays pauvre, sous-développé, qui fait partie de l'Europe de l'Est. Il est important de ne pas se tromper d'Allemagne, car cela peut avoir des conséquences graves.

La République démocratique allemande est un pays pauvre, sous-développé, qui fait partie de l'Europe de l'Est. Elle est séparée de l'Allemagne fédérale par le mur de Berlin. Les relations entre les deux pays sont tendues. Il est important de ne pas se tromper d'Allemagne, car cela peut avoir des conséquences graves.

La République démocratique allemande est un pays pauvre, sous-développé, qui fait partie de l'Europe de l'Est. Elle est séparée de l'Allemagne fédérale par le mur de Berlin. Les relations entre les deux pays sont tendues. Il est important de ne pas se tromper d'Allemagne, car cela peut avoir des conséquences graves.

Connaître les Douze

Connaître les Douze, c'est connaître les membres du conseil européen. Il y a douze pays : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Autriche et le Danemark. Chacun a des intérêts et des opinions différentes. Il est important de connaître les Douze pour comprendre les décisions du conseil européen.

Connaître les Douze, c'est connaître les membres du conseil européen. Il y a douze pays : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Autriche et le Danemark. Chacun a des intérêts et des opinions différentes. Il est important de connaître les Douze pour comprendre les décisions du conseil européen.

Connaître les Douze, c'est connaître les membres du conseil européen. Il y a douze pays : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Autriche et le Danemark. Chacun a des intérêts et des opinions différentes. Il est important de connaître les Douze pour comprendre les décisions du conseil européen.

Points Planète

SÉNÉGAL Christian Saglio POINTS PLANÈTE SEUL	ÉGYPTE Christiane Zivie-Coché POINTS PLANÈTE SEUL	URSS Daniel Vernet POINTS PLANÈTE SEUL	BRETAGNE Jean-Pierre Le Dantec POINTS PLANÈTE SEUL	ÉCOSSE Christian Cuvard POINTS PLANÈTE SEUL
CRÈTE Hervé Hamon POINTS PLANÈTE SEUL	Points Planète			LONDRES Catherine Collin POINTS PLANÈTE SEUL
VIENNE X.Y. Lander POINTS PLANÈTE SEUL	Editions du Seuil			TOSCANE Florence Sergio Romano POINTS PLANÈTE SEUL
JAPON Philippe Péro POINTS PLANÈTE SEUL	GRECE Aris Rakos POINTS PLANÈTE SEUL	LES MALADIES EN VOYAGE Dr Eric Caumes POINTS PLANÈTE SEUL	ESPAGNE Jean-Pierre Ananie POINTS PLANÈTE SEUL	VENISE Jean Marabini POINTS PLANÈTE SEUL

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fossion
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Bonville-Méry (1944-1989)
Jacques Favre (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
Administrateur général :
Bernard Wiest
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Rédacteur en chef :
Bruno Fregault

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS,
75437 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 47-37-77
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENVILLE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 48-80-30-00
Télécopieur : (1) 48-80-30-10

EUROPE

La crise entre Moscou et Vilnius

La réponse de M. Landsbergis à MM. Kohl et Mitterrand témoigne d'un inflexionnement de la position lituanienne

Une fleur d'espoir apparaît dans l'impasse lituanienne. La réponse du président du Parlement de Lituanie Vytautas Landsbergis à l'appel du président François Mitterrand et du chancelier allemand Helmut Kohl de « suspendre pendant un temps les effets » de la déclaration d'indépendance du 11 mars présente en effet un inflexionnement certain de la part de la direction de la république balte.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Landsbergis déclare que les responsables lituaniens examinent « avec attention » la proposition de MM. Mitterrand et Kohl. Alors que le président lituanien rejetait jusqu'ici catégoriquement de tels appels en faveur d'un moratoire, suggéré également par Moscou de façon discrète, sa réponse

constitue en soi un changement, démontrant que la position de Vilnius à l'égard d'une suspension temporaire des lois adoptées depuis le 11 mars est en cours d'examen. Comme pour chercher une issue à l'impasse actuelle, Vytautas Landsbergis a ajouté que l'arrêt du blocus économique de la Lituanie, qui se fait ressentir de plus en plus dans la république balte, permettrait l'instauration d'un dialogue avec Moscou, dialogue que Vilnius espère pour sa part « la plus tôt possible ». Le dirigeant lituanien se félicite enfin que la lettre de MM. Mitterrand et Kohl représente « un pas en avant vers la réalisation de l'indépendance lituanienne », dans la mesure où le conflit entre Moscou et Vilnius est un problème international et non plus un différend purement intérieur à l'Union soviétique.

Statut spécial

Le Kremlin essaye pour sa part de reprendre l'initiative avec les Baltes. Un porte-parole officiel soviétique indiquait ainsi jeudi

qu'une délégation lettone était attendue incessamment à Moscou pour y évoquer l'instauration en Lettonie d'un « statut spécial » permettant à la république balte d'établir avec Moscou des relations basées « sur les principes de la confédération », un terme qui était rejeté par le Kremlin il y a encore quelques semaines pour définir l'avenir des relations entre Moscou et des républiques soviétiques. Ces propositions sur un « statut spécial » interviennent à quelques jours de la réunion du parlement letton qui devrait prendre à son tour des dispositions visant à l'indépendance de la république.

Le chef de l'Etat estonien Arnold Kruus est également attendu vendredi à Moscou pour y rencontrer Alexandre Iakovlev, membre du Bureau Politique et du Conseil présidentiel, mais aussi conseiller écouté de Mikhaïl Gorbatchev. Les Estoniens, qui ont annoncé fin mars l'instauration dans leur république d'une « période de trans-

sition » devant déboucher vers l'indépendance, s'apprêtent eux aussi à prendre d'autres mesures législatives, en ce sens.

Moscou semble s'acheminer vers une redéfinition radicale de ses relations avec les trois républiques baltes qui, à des degrés et par des chemins divers, entendent obtenir leur indépendance. Riga, Vilnius et Tallinn, malgré leurs divergences d'analyse, sont conscients de leur unité dans leur combat politique. Un responsable estonien reconnaît d'ailleurs ouvertement jeudi que l'Estonie aide la Lituanie confrontée au blocus économique, mais il refuse de dire par quels moyens.

Entretiens, un Lituanien s'est immobilisé par le feu jeudi après-midi à Moscou, près du théâtre du Bolchoï, à deux pas du Kremlin. L'agence TASS a assuré que Stanislav Jiamaitis n'avait avancé aucune revendication à caractère politique avant de commettre son geste. L'homme est décédé à l'hôpital où il avait été transporté. (Interim)

Roumanie

Aucun signe de lassitude parmi les manifestants

Aucun signe de lassitude n'était discernable, vendredi 27 avril dans les premières heures de la matinée, parmi les manifestants qui occupent depuis dimanche dernier la place de l'Université, dans le centre de Bucarest.

Peu avant 8 heures, un millier de personnes barraient toujours le boulevard Balcescu, où la plupart d'entre elles avaient passé toute la nuit. Dans la nuit de jeudi à vendredi, une foule record de plusieurs milliers de manifestants s'était réunie pour écouter une série d'orateurs, dont certains représentants des grands partis traditionnels jusqu'à l'écarter du mouvement. Les intellectuels réunis dans le groupe du Dialogue social, qui compte dans ses rangs deux ministres, ont également pris position en faveur des revendications des manifestants.

Le Front de salut national, qui est la cible des critiques des manifestants, a appelé de son côté à un « rassemblement électoral » vendredi après-midi sur une autre place du centre ville, à 3 kilomètres de là. Selon l'agence Romenpres, des milliers du bassin de Jiu ont appelé le gouvernement à prendre des mesures contre les manifestations de la place de l'Université.

Par ailleurs, le procès du frère du président Ceausescu, le général Nicolae-Andruta Ceausescu, a repris jeudi après trois semaines d'interception.

A Paris, l'ambassadeur de Roumanie en France, M. Alexandru Paleologu, a déclaré vendredi matin qu'il estimait personnellement que les élections fixées au 20 mai dans son pays devraient être reportées jusqu'à l'automne.

Cela permettrait de « préparer sérieusement la campagne électorale, de façon parfaitement équitable et à chances égales », a affirmé M. Paleologu, qui était invité de la chaîne de télévision française Antenne 2. (AFP, Renter)

RFA : Malgré l'attentat dont il a été victime

M. Lafontaine pourra conduire le SPD dans la bataille pour les élections générales

BONN

de notre correspondant

Le candidat social-démocrate à la Chancellerie, M. Oskar Lafontaine, semblait vendredi matin 27 avril hors de danger, quelque quarante heures après l'attentat dont il a été victime lors d'un meeting électoral à Cologne. « Compte tenu des circonstances, son état de santé est satisfaisant », a déclaré le professeur Heinz Pichelmayer qui l'a opéré pendant plus de deux heures dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, qui s'est rendu jeudi au chevet du patient, a indiqué l'avoir trouvé « en bonne forme ». « Il s'est levé un court instant et a

même fait quelques plaisanteries ce qui est évidemment bon signe », a-t-il ajouté. L'évolution satisfaisante de l'état de santé de « Napoléon de la Sarre » a suscité un vif soulagement au sein du SPD et de la classe politique tout entière. Tout semble indiquer en effet que la bataille pour les élections générales, prévues en décembre, se déroulera bel et bien entre le chancelier Kohl et son rival Oskar Lafontaine.

Par ailleurs, la police de Cologne a procédé jeudi matin à la première audition de l'auteur de l'attentat, un Allemand de l'Ouest âgé de 42 ans, M. Adelheid Strudel, qui ne jouit pas de toutes ses facultés mentales et devrait prochainement être interné dans un institut spécialisé. (Interim)

Le message de MM. Mitterrand et Kohl à M. Landsbergis

Voici le texte du message du président Mitterrand et du chancelier Kohl adressé jeudi 26 avril à M. Vytautas Landsbergis, président du Conseil suprême de Lituanie :

« M. Monsieur le président, Nous partageons une même inquiétude devant l'évolution de la situation en Lituanie.

« Nous souhaitons vous en faire part.

« Le peuple lituanien a manifesté sans équivoque sa volonté d'exercer son droit à la souveraineté.

« Mais l'histoire a engendré une situation complexe faite de liens multiples de caractère politique, juridique, économique, leur dénouement exigera du temps et de la patience et devra emprunter les chemins classiques du dialogue.

« Aussi souhaitons-nous que s'engagent au plus vite des conversations entre les autorités soviétiques et vous-mêmes pour que la crise actuelle débouche sur une solution acceptable pour toutes les parties.

« Sans doute conviendrait-il, pour faciliter l'ouverture de ces pourparlers, de suspendre pendant un temps les effets des décisions prises par votre Parlement, qui ne perdrait rien de leur valeur dès lors qu'elles s'appuient sur un principe universellement admis : le principe d'autodétermination des peuples.

« Nous vous saluons, monsieur le président, et vous prions d'agréer nos sentiments de sympathie ainsi que nos meilleurs vœux pour vos compatriotes. »

M. Gorbatchev rejette la « thérapie de choc » pour l'économie

La hausse des prix prévue en janvier 1991 dans le cadre des réformes économiques mais très contestée dans l'opinion fera l'objet d'un débat national préalable de six à huit mois, a annoncé M. Mikhaïl Gorbatchev lors d'une visite à Sverdlovsk (Oural) où il poursuivait vendredi 27 avril.

« Il n'y aura pas de thérapie de choc », car « nous ne voulons pas le marché pour le marché, mais pour que la situation change », a aussi affirmé le président soviétique, manifestement sur la défensive dans ce fief de son rival Boris Eltsine, partisan

d'une accélération des réformes. Un net freinage des prévisions dans ce domaine a été enregistré à la mi-avril lors d'une réunion de la direction soviétique. Une nouvelle réunion est prévue le 10 mai, a précisé M. Gorbatchev.

Selon des témoins, des contestataires ont par ailleurs brandi des pancartes en soutien à la Lituanie, rapidement brisées par des policiers en civil, lors d'un discours prononcé jeudi par M. Gorbatchev devant quelque 200 personnes au Palais de la Jeunesse à Sverdlovsk. (AFP, AP)

GRÈCE

M. Mitsotakis a obtenu la confiance du Parlement

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre conservateur Constantinos Mitsotakis a obtenu, jeudi soir 26 avril, la confiance de la majorité des députés grecs (152 voix sur 299 présents) pour appliquer son programme de gouvernement, caractérisé par l'austérité et le libéralisme en matière économique (Le Monde du 26 avril).

M. Mitsotakis a eu le soutien des 150 députés de son parti Nouvelle Démocratie, celui du député de la petite formation de centre droit Diana et celui d'un des deux députés représentant la minorité musulmane concentrée en Thrace occi-

dentale (nord-est de la Grèce). Les 124 députés socialistes présents appartenant au PASOK, les 21 parlementaires de la Coalition de gauche et du progrès (dominée par les communistes) ainsi que la représentante des écologistes ont voté contre. Le second député de la minorité musulmane s'est abstenu.

Le chef du PASOK, M. Andréas Papandréou, comme celui de la Coalition de gauche, M. Harilaos Florakis, ont reproché au gouvernement de porter atteinte aux intérêts des travailleurs. En revanche, la Fédération des industriels a estimé que le programme de M. Mitsotakis « répondait aux besoins de l'économie nationale ».

D. K.

EN BREF

■ Irlande du Nord : un protestant assassiné à Belfast. — Un protestant de vingt-trois ans a été assassiné mercredi soir 25 avril, à Belfast par un commando paramilitaire protestant. Selon des témoins, quatre hommes masqués ont tué M. Brian Kinn, après avoir tenté d'assassiner un autre homme qui leur avait échappé. Au moment de prendre la fuite, le commando a ouvert le feu sans discrimination sur M. Kinn, marié et père de trois enfants, qui passait par hasard. (AFP)

■ ITALIE : Assassinat d'un ancien maître démocrate-chrétien. — Un conseiller municipal démocrate-chrétien, l'avocat Antonio Buomano, a été assassiné jeudi matin 26 avril alors qu'il sortait de son domicile à Hercolano, près de Naples. Ancien maître d'Hercolano, il était candidat aux élections municipales du 6 mai prochain. Il s'agit du quatrième homme politique démocrate-chrétien assassiné dans la région depuis le 12 avril dernier.

■ URSS : Vingt-sept espions arrêtés depuis 1985. — Trente espions, dont deux agents du KGB, ont été arrêtés en URSS depuis le début des réformes de M. Gorbatchev et tous sauf un ont été exécutés, a déclaré le général du KGB Alexandre Karbainov, cité jeudi 26 avril par le journal japonais Sankei Shimbun. (Reuters)

SEJOURS LINGUISTIQUES

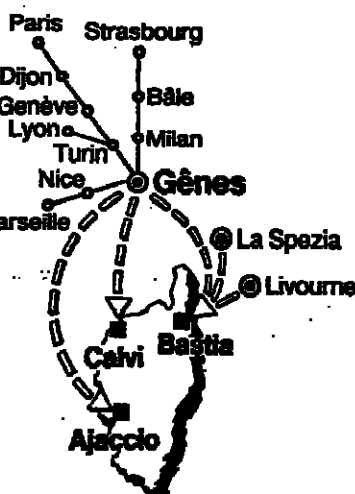
G-B, IRLANDE, U.S.A., AUSTRALIE, R.F.A., ESPAGNE, ITALIE

DES COURS SUR MESURE

Voyage Formation
11 rue de la République
92100 Nanterre
Tél. 01.47.40.40.40

La Corse par l'Italie!

Corse Corsica ferries



- ☐ aucun problème de réservation
- ☐ duty - free
- ☐ service inégalé

An départ de Gênes, La Spezia, Livourne
Jusqu'à 16 traversées par jour vers Bastia, Ajaccio, Calvi.
Pour tous renseignements :
votre agent de voyage ou Corsica Ferries

corsica ferries

Corsica Ferries - France
R.P. 239 - 20294 Bastia (Cedex)
Tél. 95.31.18.09 - Fax 95.32.14.71
Téléc. 46.00.92 Gema

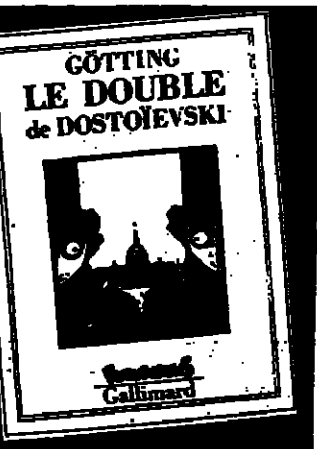


COOPÉRATION FRANCO-TUNISIENNE

De nombreux postes d'enseignement du français servent à pourvoir à la prochaine rentrée scolaire, en septembre 1990, dans les établissements secondaires tunisiens.

Les jeunes gens et jeunes filles désireux d'effectuer leur service national en Tunisie au titre de la coopération sont invités à adresser des maintenant leur candidature au Bureau commun de service national en coopération, 57, boulevard des Invalides 75700 Paris en spécifiant « Tunisie » sur leur envoi.

Les postulants devront justifier à la rentrée scolaire 1990 d'un diplôme de l'enseignement supérieur (licence, maîtrise) et/ou d'un concours (CAPES, agrégation) dans les disciplines suivantes : lettres classiques, lettres modernes, français langue étrangère.



Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Le troisième Gorbatchev

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

Le 28 avril 1990, le troisième Gorbatchev... (Text continues with details about the political situation and the role of the media in the Soviet Union.)

EUROPE

Le troisième Gorbatchev

Suite de la première page

L'histoire récente de cette période électorale est la plus intéressante de la vie soviétique, le retrait d'afghanistan et la démission de Mikhaïl Gorbatchev, mais idéologiquement, la disparition du mur de Berlin et du communisme en Europe de l'Est. Même s'il n'avait pas tout prévu, loin de là, et s'il était plutôt mal que bien les comptes nationaux dans son propre pays, Mikhaïl Gorbatchev a pu passer à bon droit comme un libérateur, sinon chez lui, du moins chez ses anciens vassaux et devant l'opinion occidentale.

Le « Gorbatchev numéro 3 » de 1990 a trois visages beaucoup moins avenants et d'ailleurs contradictoires : celui de l'homme à poigne, qui n'a pas seulement les Comités en mal de poigne, mais aussi les Lituaniens qui avaient cru pouvoir légitimement profiter de la démocratie qu'on leur offrait ; celui du « président de l'URSS », qui concentre de plus en plus de pouvoir ; enfin celui qui, malgré ces pouvoirs, maîtrise de moins en moins les problèmes, recule et improvise.

Il n'y a pas en effet que la Lituanie. La recrudescence spectaculaire à laquelle M. Gorbatchev vient de se livrer à propos de la réforme de l'économie indique que le mal est plus ancien et la crise plus profonde.

Le seul point commun aux trois périodes du régime est en effet la dégradation constante de la situation économique, qui n'a jamais été aussi mauvaise depuis l'immédiat après-guerre. Or si l'on n'hésite plus aujourd'hui, non sans raison, à en rendre responsable M. Rykov, le chef du gouvernement en place depuis cinq ans, le chapeau doit aussi être porté par le chef du parti et de l'Etat, soit à ce conseil (dont il est le seul membre non communiste) aux côtés d'Alexandre Yakovlev et Stanislav Chastanine, qu'il dénonçait naguère, dans l'hebdomadaire *Literaturnyïe Rossiia* du 2 mars, comme chefs de file des « ramasseurs ».

De leur côté, les experts américains ne cachent pas leur perplexité en apprenant que ce conseil présidentiel hérite des fonctions du parti traitées de questions de sécurité nationale, mais M. Lev Zaïkov, l'homme qui était le numéro deux du conseil de défense derrière M. Gorbatchev et qui continue apparemment de s'occuper de la politique militaire, ne s'agit pas au conseil présidentiel.

En outre, avec ce changement, M. Gorbatchev s'est brulé encore un peu plus avec beaucoup de monde. M. Ligatchev était l'expert agricole du parti. C'est maintenant le membre du conseil présidentiel Albert Kavit, un agronome letton, qui assure avoir été choisi comme conseiller agricole du président. Et l'on ne sait plus très bien qui va être le plus influent dans le domaine économique, entre les technocrates Rykov et Medvedev d'une part, les « académiques » Chastanine et Primakov d'autre part, sans parler des conseillers officiels (M. Primakov) ou officieux (Boris Yeltsin) des économistes qui vont de colloque en colloque à l'Ouest se présentant comme « conseillers » de M. Gorbatchev.

Cela veut-il dire que M. Ligatchev, MM. Rykov, Zaïkov et autres grands dirigeants d'Etat sont sur la touche ? Pas vraiment, car d'une part ils gardent la haute main, dans le gouvernement, l'administration et le parti, sur les courroies de transmission sans lesquelles le pouvoir présidentiel est condamné à tourner à vide ; d'autre part leurs troupes se mobilisent de toute façon, et non sans succès.

Déjà les élections locales de mars, malgré la victoire des libéraux dans certaines grandes villes, ont vu les appareils traditionnels résister beaucoup mieux que prévu dans les provinces profondes. Plus récemment, l'appel à la purge lancé par le comité central du parti contre les partisans de la « plateforme démocratique » n'a pas été seulement un contre-exemple de démocratie trois mois avant un congrès du parti dont l'objet aurait été précisément de dégrader ses divers courants. A la satisfaction de M. Ligatchev, qui demandait cette purge depuis long-

temps, celle-ci devrait aider les « orthodoxes » à garder le contrôle du congrès et, en attendant, celui des immenses journaux et autres nombreux moyens sur lesquels s'appuyait l'Etat-parti.

Autre camouflet pour le secrétaire général : la récente réunion des communistes de Russie à Leningrad a annoncé la constitution d'un parti distinct pour la plus grande république de l'URSS, ce que M. Gorbatchev avait souhaité éviter. Or non seulement ce parti russe, sous le contrôle probable de M. Gaidarov, chef du PC dans l'ancienne capitale, sera vraisemblablement un nouveau bastion du conservatisme, mais toute référence au « bureau du PCUS pour la Fédération de Russie » cède à y a eu un mois seulement et que préside... M. Gorbatchev.

4 % de Soviétiques optimistes

Il est vrai qu'il faut d'accumuler les camouflets, l'intéressé lui-même finit sans doute par s'y perdre. Mais la prolongation des tergiversations penchées (alors que l'on s'agitait le régime présidentiel par la nécessité d'y mettre fin) et l'improvisation dans laquelle se mettaient en place les nouvelles institutions réduisent son autorité morale, la seule qui compte : non plus seulement aux yeux de la population, qui ne se fait plus d'illusions (4 % des soviétiques pensent que l'année actuelle sera meilleure que la précédente, contre 34 % l'an dernier, selon un récent sondage d'*Ogoniok*), mais aussi dans la classe politique, même auprès des premiers compagnons d'arme de la perestroïka. M. Gorbatchev a beau patronner une nouvelle loi destinée à préserver « la dignité du président », il est douteux que cela suffise à remonter la pente.

En réalité, le tournant s'est situé sans doute non pas au moment de la crise lituanienne, mais au creux de l'hiver, avec la nouvelle aggravation

de la crise économique, les nouveaux affrontements dans le Caucase et surtout les événements d'Europe de l'Est. Dans un entretien d'une rare franchise publié par *Ogoniok*, Edouard Chevardnadze a raconté qu'« on » le rend coupable - lui ministre des affaires étrangères, mais aussi par conséquent le numéro un - d'avoir permis « l'effondrement du camp socialiste ». Il se défend en accusant à son tour ces « pouvoirs qui se cachaient derrière leurs propres



manisme peut être réformé s'il trouve pas encore trouvé sa réponse. Les anciens satellites européens - du moins ceux du Nord, de la Pologne à la Hongrie - font réclamer en détruisant purement et simplement l'ancien régime pour bâtir quelque chose qui a au moins le mérite d'exister à leur porte : un système à l'occidentale. Leurs difficultés sont immenses, mais du moins ils savent où ils vont.

M. Gorbatchev, lui, sous le poids de son empire en perdition et de ses propres peurs, essaie de réformer le système dont il a hérité. Le résultat est qu'on lui a le dévotion, il en a aggravé les effets destructeurs et que personne, pas même lui, ne semble savoir où il va. Tirant, une fois de plus, un bénéfice de ses échecs, il utilise à son profit la traditionnelle horreur du vide des hommes d'Etat occidentaux, qui s'emploient à lui sauver la mise.

Mais si ceux-ci entendent par là préserver ce que l'on appelle le « statu quo », ils risquent de se tromper lourdement. D'abord parce que le « Gorbatchev 3 » d'aujourd'hui risque de ressembler de moins en moins au « Gorbatchev 1 » de l'an dernier, tout en perdant l'autorité et les capacités qu'on lui attribuait. Ensuite parce que la stabilité, c'est fini : comme l'écrit Peter Reddaway dans une suite à un article remarqué sur « la voie de l'anarchie », l'URSS est condamnée à passer, à court terme, par « de grands bouleversements, incluant des coups d'Etat, des tentatives de coups, la révolution, l'éclatement et même la guerre civile ». Certes, le pire n'est pas toujours sûr. Il reste que la situation anarchique dans laquelle s'enfoncent l'URSS n'est pas le fait, loin de là, de la seule petite Lituanie.

MICHEL TATU

CHEZ CITROËN DU 19 AU 30 AVRIL 90

REPRISE ARGUS

DERNIERS JOURS

à 100%



Modèle présenté : AX 11TRS 5 portes.

ARGUS AU MINIMUM POUR TOUT ACHAT D'UNE AX NEUVE AM 90. SANS DISCUSSION, SANS DÉDUCTION.

15% DE FRAIS PROFESSIONNELS • FRAIS DE REMISE EN ÉTAT STANDARD • KILOMÈTRES SUPPLÉMENTAIRES

Pour tout achat d'une AX* neuve AM 90, le réseau Citroën s'engage à reprendre votre ancien véhicule à la valeur Argus sans aucune déduction : ni pour frais de remise en état standard, ni pour frais professionnels de 15 %, ni pour kilomètres supplémentaires. Offre valable sur la reprise de véhicules de moins de 1400 cm³, non accidentés (passage au marbre), et en état de marche, réservée aux particuliers. Jusqu'au 30 avril, chez Citroën, profitez de la Reprise Argus à 100%.

* Gamme Citroën AX à partir de 46700 TTC 28 versions 3 portes et 5 portes essence et diesel. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

CITROËN présente TOTAL

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. 74.48.97.18.18.

Aucun signe de lassitude parmi les manifestants

Quatre jours de manifestation à Saint-Petersbourg, vendredi 27 avril dans les parcs de la capitale, les manifestants ont continué de se mobiliser. Ils ont été dispersés par la police, mais aucun signe de lassitude n'est visible. Les manifestants ont continué de se mobiliser, ils ont été dispersés par la police, mais aucun signe de lassitude n'est visible.

Pas après 8 heures, un million de personnes se sont rassemblées dans les parcs de la capitale. Les manifestants ont continué de se mobiliser, ils ont été dispersés par la police, mais aucun signe de lassitude n'est visible. Les manifestants ont continué de se mobiliser, ils ont été dispersés par la police, mais aucun signe de lassitude n'est visible.

Le front du mouvement nationaliste est en train de se former, il s'agit de rassembler les forces de la droite, il s'agit de rassembler les forces de la droite, il s'agit de rassembler les forces de la droite.

RFA : Margot Honecker a été victime

M. Lafontaine pourra conduire le SPD dans la bataille pour les élections générales

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales. M. Lafontaine a été élu président du SPD, il sera le candidat pour les élections générales. Le SPD a annoncé que M. Lafontaine sera le candidat pour les élections générales.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après l'échec de M. Pérès

M. Shamir va tenter de former un gouvernement de droite

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Shimon Pérès a perdu son pari. Le chef du Parti travailliste ne sera pas le prochain premier ministre, et les perspectives de négociation avec les Palestiniens paraissent plus éloignées que jamais au moment où la situation dans les territoires occupés connaît un regain de violence : trois morts et une centaine de blessés par balles jeudi 26 avril.

M. Pérès croyait au mariage de la gauche et des partis religieux pour composer une majorité de gouvernement en faveur d'un processus de paix. Ce couple-là n'a pas eu, en dépit d'une cour assidue de plusieurs semaines auprès des rabbins, M. Pérès a dû baisser les bras et informer le président de l'Etat, M. Haim Herzog, qu'il renonçait à former un gouvernement. Le mandat a été transmis au patron du Likoud, M. Itzhak Shamir, premier ministre de l'ancien gouvernement de transition, à qui il revient de tenter la même danse de séduction autour du bloc religieux, tout aussi indispensable à la droite pour assembler une majorité.

Pour M. Pérès, l'échec est patent : sa réputation de maître tacticien en prend un sérieux coup. Il n'a pas réussi à transformer l'essai marqué le 15 mars lorsqu'il obtint la rupture de la coalition d'union nationale Likoud-travailliste et la mise en minorité de M. Shamir à la Knesset. M. Pérès avait choisi son terrain, celui du processus de paix, et avait sauté sur l'occasion dès que M. Shamir s'était refusé à accepter les propositions américaines — le « plan Baker » — pour organiser un dialogue israélo-palestinien. Le chef travailliste avait alors bénéficié d'un moment de mauvaise humeur de certains des partis religieux — Shas et Agoudat Israël — à l'égard de M. Shamir, qui lui avait permis d'obtenir un vote de censure. Mais cette majorité de mécontents ne fit pas une majorité de gouvernement. Passé

leur quart d'heure de témérité, les rabbins sont revenus dans le giron de la droite. Ce n'est pas qu'ils aient des idées bien arrêtées sur la question des territoires occupés : une bonne partie des chefs des partis orthodoxes seraient, en ce domaine, plutôt d'accord avec les travaillistes — c'est-à-dire partisans d'un compromis territorial. C'est plutôt affaire de sensibilité culturelle : l'alliance avec le parti de la gauche militante — les travaillistes — se fait moins facilement qu'avec celui — le Likoud — qui cultive dans ce domaine un conservatisme un tantinet hypocrite.

La classe politique exsangue

M. Shamir sort donc vainqueur de la longue épreuve de force que lui a imposée M. Pérès. Une fois de plus, le chef du Likoud vient bien dans le tournoir. Il a étouffé le plan Baker — qu'il qualifie publiquement de « dictat » — comme il l'avait fait des précédentes initiatives américaines

ou travaillistes ; il a résisté aux assauts de ses concurrents dans son propre parti ; il sauve le statu quo dans les territoires. C'est sans doute une triste victoire, qui laisse la classe politique exsangue et le pays épuisé de ces jeux politiques ; mais c'est une victoire qui traduit bien l'extrême indécision et la perplexité de l'opinion dès qu'il s'agit d'envisager une avancée de négociation avec les Palestiniens.

En comptant sur un ou deux retournements, M. Shamir pourrait réunir les soixante et un députés dont il a besoin pour obtenir l'investiture de la Knesset. Il serait à la tête d'un gouvernement religieux droite-extrême constituant le cabinet le plus extrémiste que le pays ait connu, mais que M. Shamir n'entendrait maintenir que le temps nécessaire — quelques mois ? — permettant aux travaillistes de passer leurs plaisirs et de venir le rejoindre dans une nouvelle formule d'union nationale. M. Shamir souhaite l'union nationale parce qu'elle facilite ses

relations avec les Etats-Unis et lui permet de résister aux demandes des religieux et de l'extrême droite.

La réponse dépendra du vif débat qui s'est engagé au sein du Parti travailliste. Le numéro deux du parti, M. Itzhak Rabin, a déjà entamé la bataille de succession en appelant à l'union nationale, pour empêcher, dit-il, que la droite se s'empare du gouvernement. M. Pérès n'entend aucunement céder le terrain et, avec la gauche du parti, prône, sans doute, l'opposition à tout gouvernement d'union nationale qui n'accepterait pas le plan Baker.

Le réchauffement de l'infidélité

Les Palestiniens n'étaient pas seulement au cœur du débat politique jeudi. L'infidélité s'est réchauffée sur le terrain. Dans le camp de Jabalya, dans le nord de la bande de Gaza, les cérémonies dans les cimetières accompagnent la fête de la fin du ramadan — l'Aïd el Fitr — ont dégénéré en affrontement avec l'armée. Plus d'un millier de personnes, dit-on, ont mené, à coups de pierres, de bouteilles et de barres de fer, une bataille rangée contre un poste de soldats, qui dut être secouru par des hélicoptères et des blindés Meger. Plus d'une dizaine de Palestiniens ont été tués et plus d'une centaine d'autres blessés par balles, selon les hôpitaux.

C'est un des bilans les plus lourds depuis longtemps ; la mobilisation s'est étendue à d'autres secteurs du territoire de Gaza, qui a été déclaré zone militaire et fermée à la presse. Bataille aussi à Kabaty en Cisjordanie, où un jeune homme a été tué par les tirs des soldats et plusieurs autres blessés, cependant que toute la ville de Naplouse était placée sous couvre-feu.

ALAIN FRACHON

ÉGYPTÉ

Quatre tués dans un affrontement entre la police et des manifestants

LE CAIRE

de notre correspondant

Quatre personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées le jeudi 26 avril dans la ville de Mansourah, à 300 kilomètres du Caire, quand la police a tiré sur quelque quatre cents manifestants.

Les autorités de Mansourah avaient interdit « la procession du Palanquin », une manifestation traditionnelle précédant la prière de la fête du Fitr. Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, les manifestants ont refusé d'obtempérer et se sont livrés à des actes de vandalisme. La police a alors tiré des balles en plastique.

Des coups de feu sont partis du côté des manifestants. La police a ensuite tiré au petit plomb puis arrêté près de deux cents personnes. Cet incident ne semble pas avoir impliqué les islamistes.

Une trentaine d'entre eux ont, par ailleurs, été appréhendés dans les provinces d'Assiout et de Minieh, en Haute-Egypte, au Fayoum, à 100 kilomètres au sud du Caire et à Suez. Ils sont accusés de « distribution de tracts visant à semer le désordre avant la fête du Fitr. Un islamiste, qui avait tué un gardien, a été abattu par les forces de l'ordre au Fayoum.

ALEXANDRE BUCCIANTI

KOWEÏT

La police réprime une manifestation de l'opposition

L'émir de Koweït, cheikh Jaber al Ahmed al Sabah a fixé mercredi 25 avril par décret la date du 10 juin pour la tenue des élections des cinquante membres du Conseil national qui pendant quatre ans remplacera le parlement dissous. Vingt cinq autres membres seront désignés personnellement par le souverain koweïtien.

Les partisans d'un retour à la vie parlementaire qui estiment que cette assemblée n'a aucun pouvoir réel et comportent trop de représentants désignés arbitrairement, poursuivent leur action de protestation. Plusieurs milliers d'entre eux s'étaient rendus tôt dans la matinée de jeudi à la mosquée de Yarmouk pour y prier à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd el Fitr. Ils comptaient se rendre ensuite au domicile de M. Ahmed Sandoun, l'ancien président du parlement dissous, mais n'ont pu y parvenir, la maison étant encerclée dès l'aube par les forces de sécurité.

Un millier d'entre eux se sont alors dirigés vers le domicile de M. Saleh al Fadala, l'adjoint de M. Sandoun, pour lui présenter leurs vœux. Mais ils ont été violemment dispersés par les unités spéciales de la police qui ont utilisé des gaz lacrymogènes et des eaux colorantes. Une vingtaine de personnes ont été blessées.

Le nouvel Afrique

3, rue de Metz, 75010 Paris

- LE VOLCAN ISLAMIQUE EN URSS.
- SÉNÉGAL : Le dilemme d'Abdou Diouf.
- ALGERIE : Menaces sur la démocratie.
- CÔTE-D'IVOIRE : Le départ du « vieux ».
- GABON : La fin d'un tabou.
- ARABAT-CARTER : Que s'est-il passé ?
- YOGO : Eyadéma à l'heure des choix.
- ÉGYPTE : Qui a peur des musulmans ?
- ANGOLA : Est-Mobutu.
- BRÉSIL : La mythologie de l'égalité raciale.
- RÉGÈNE : Label Afrique.

En vente dès aujourd'hui

L'ACCUSE

LA PASSION DE LA VÉRITÉ

Ce mois-ci :

VIOL AU-DESSUS D'UN LIT D'ENFANT

Au nom du père, au nom de Sigmund Freud, au nom de la Sainte Famille, tout était bon pour organiser la conspiration du silence autour du viol incestueux.

Aujourd'hui, les procès se multiplient devant les Cours d'Assises. Dans ce numéro, des témoignages bouleversants.

SON NOM EST PERSONNE

Il vit depuis neuf mois dans les salles d'attente de l'aéroport de Roissy. Éternel voyageur toujours en portance mais jamais parti, sans pays ni famille, sans passeport ni nationalité. Cet homme de nulle part intéresse les médias... et aussitôt la police.

L'AVEU

Quand les élèves policiers apprennent l'interrogatoire. Il y a des réponses qui dérangent...

L'ERREUR EST HUMAINE

Accusé d'un double assassinat sur la loi d'une analyse, un boyonnois est disculpé neuf mois de prison plus tard par une contre expertise.

CONTRE ENQUÊTE

Le meurtre de la petite Céline : Y-a-t-il un assassin de trop ?

Et les récits de Frédéric Pottecher, Guy Thomas, Didier Daininckx, Robin Cook, Montalban. Et toute l'actualité judiciaire illustrée par Topor, Willem, Siné, Gherman...

"L'ACCUSE", le mensuel de la justice.

Dès aujourd'hui 25 Frs chez votre marchand de journaux.

AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'attentat contre Carlos Pizarro ancien chef du mouvement de guérilla M 19

Les « extraditables » revendiquent l'assassinat d'un troisième candidat à la présidence

L'assassinat, jeudi 26 avril, de Carlos Pizarro, ancien leader du mouvement de guérilla M 19 et candidat à l'élection présidentielle du 27 mai prochain, a été revendiqué par le groupe des trafiquants de drogue dit des « extraditables ». La victime a été tuée par balles, à bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca effectuant un vol intérieur. Dans un appel téléphonique à une radio de Bogotá, un interlocuteur anonyme a précisé que les « extraditables » avaient « tiré au sort » pour savoir lequel des candidats à la présidence ils allaient exécuter et que les attentats continueraient jusqu'à ce que le gouvernement signe avec les trafiquants « un traité politico-militaire ».

« Je suis parfaitement sûr que je peux être assassiné dès que je me lancerai ouvertement dans la politique. J'en assume le risque... » Sincère prophète ! La voix calme, le masque impénétrable que n'éclairait aucun sourire : Carlos Pizarro, leader charismatique du M 19, savait que la lutte « légale » serait plus dangereuse que la guérilla qu'il disait vouloir abandonner sans regrets. Il affirmait : « Je veux être candidat à la présidence ! » C'était, en novembre 1989, dans son nid d'aigle de Santo Domingo, bourgade abandonnée au pied de glaciers du Huila. Un lieu hautement stratégique du Sud colombien où se croisent encore divers groupes de guérilleros théoriquement « unis » aujourd'hui. Le numéro un du M 19 avait installé son campement dans une baraque en bois, à l'aplomb du torrent, protégé par ses derniers combattants, des gars et des filles très jeunes, en uniformes dépareillés mais équipés de lourds fusils d'assaut américains. Un territoire « libre » de quelques kilomètres carrés où Carlos Pizarro négociait son accès aux armes avec les envoyés du président Barco. Une négociation critique à la fois par une partie de la classe politique de Bogotá et certains autres mouvements de guérilla.

Mince, un visage aigu et un regard de fièvre : l'homme avait du charme. Intelligent, cultivé, ce fils de très bonne famille était devenu le principal dirigeant du M 19 à la suite de la disparition des autres chefs dans la folle aventure de l'occupation du palais de justice de Bogotá, en novembre 1985 (l'opération se solda par la mort des membres du commando et celle de dizaines d'otages) ; Carlos Pizarro

n'y avait pas directement participé. Il admettait sans trop de détours que cette action avait été « une erreur ». Sans renier l'essentiel, il poussait plus loin encore l'autocritique, regrettait les « excès de la guérilla », affirmait vouloir défendre « par le verbe » ce qu'il avait dit-il, « si longtemps recherché les armes à la main ». Le plan politique qu'il comptait exposer aux électeurs ne pouvait pas, précisait-il, « choquer une social-démocratie ».

Assurance sur la mort

Détail important : Carlos Pizarro se prononçait contre l'extradition des Colombiens impliqués dans le trafic de drogue et réclamés par la justice des Etats-Unis. « Une garantie », commentait récemment un éditeur du *Tempo*, une assurance prise aussi par bien des dirigeants politiques. Une assurance sur la mort ?

Pièce maîtresse du plan de pacification du gouvernement Barco, le passage décisif du M 19 de la guérilla à la lutte politique avait failli capoter après l'assassinat — par les « narco » ? — de Bernardo Jaramillo, dirigeant de l'Union patriotique (UP) et candidat, lui aussi, à la présidence. Le dialogue rompu, la candidature de Pizarro à cette même charge n'aurait pu être déclinée légalement sans un sérieux coup de pouce des autorités. Mais très vite, le M 19 a surpris par son dynamisme obtenait près de 10 % des voix aux municipales de mars 1990. La performance électorale du M 19 rappelle celle du MAS vénézuélien de Teodoro Petkoff, ex-guérillero devenu chef de la troisième force politique de son pays.

Carlos Pizarro, à son tour, était-il en passe de devenir un ténor politique à Bogotá, et qui l'a-t-il ? Vaines questions en Colombie en raison de l'extraordinaire complexité des rivalités et des enjeux. Les « narco » ? Ils ont revendiqué le meurtre et ont annoncé leur intention d'éliminer tous les candidats à la présidence. Après Galán, Jaramillo, Pizarro, à qui le tour ? Gaviria, le candidat du Parti libéral au pouvoir (qui a succédé à Galán) et son hostilité publique aux trafiquants ? Ce qui est sûr, c'est qu'après avoir négocié dès la fin de 1989 avec des représentants du gouvernement Barco, certains parrains de la mafia sont repartis à l'assaut, plus déterminés que jamais. Et Carlos Pizarro agaçait beaucoup de monde, y compris de nombreux Colombiens qui critiquaient ouvertement la « mansuétude » du pouvoir à l'égard d'un mouvement « couvert de crimes ».

MARCEL NIEDERGAANG

ASIE

JAPON : le congrès du PSD

Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes

TOKYO

de notre correspondant

Grand perdant aux élections de juillet et de février, le Parti social-démocrate (PSD) a conclu son congrès, jeudi 26 avril, sans être en mesure de définir son camp. Il prend ses distances à l'égard de la gauche, se retire des négociations avec le Parti communiste en vue de la formation d'une coalition, sans pour autant se rapprocher des libéraux-démocrates (PLD), comme le souhaitait son aile droite. Il a été décidé, en outre, d'ajourner la décision de changer le nom du PSD en abandonnant l'adjectif « social ». Il reviendra à son nouveau président, M. Keigo Ouchi, qui remplace M. Takashi Nagase, d'expliquer à son électorat les atterrissements de

son parti et comment il entend, selon son expression, le « faire revivre ».

Cet à la suite d'une scission au sein du PSD au début des années 60, le PSD a toujours eu quelque difficulté à se situer sur l'échiquier politique. Il contribuait cependant, avec le Komeito (parti bouddhiste), à faire écarter un système politique polarisé sur deux grands partis (PLD et PSD). Il apparaît aujourd'hui écartelé entre ces deux forces, depuis notamment que les socialistes ont regagné du terrain. Aux élections sénatoriales de juillet, le PSD a perdu quatre sièges sur douze et aux élections générales de février près la moitié (passant de vingt-cinq à quatorze).

PH. P.

CHINE

Un fort séisme a fait plus de cent morts

Un séisme de magnitude 6,9 sur l'échelle de Richter a frappé, jeudi 26 avril, la province chinoise de Qinghai. Selon les premières informations en provenance de cette région montagneuse et isolée, plus de cent personnes auraient trouvé la mort dans cette catastrophe qui a détruit plus de mille maisons. — (AFP, Reuters)

Nom vous propose

1000 Étiquettes Personnalisées

Autocollantes, avec vos NOM, ADRESSE, TELEPHONE... ou le texte de votre choix, jusqu'à 6 lignes, format 19 x 40 mm

BLANCHES : 95 F (Cr. 105 F)

TTC et frais d'envoi compris. Envoyez dès aujourd'hui votre taille et votre règlement à : Nomy (Dépt M) 15 rue P. Langevin 78223 PLAISIR Téléphonez au (16.1) 30 84 70 80 ou écrivez pour documentation

صلى الله عليه وسلم

Bull. Nou...

AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'attentat contre Carlos Pizarro sérieux chef du mouvement de guérilla M 19 Les « extraditables » revendiquent l'assassinat d'un troisième candidat à la présidence

L'assassinat, jeudi 26 avril, de Carlos Pizarro, ancien leader du mouvement de guérilla M 19 et candidat à l'élection présidentielle du 27 mai prochain, a été revendiqué par le groupe des « extraditables », les victimes des « massacres » de la violence à deux visages. À bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca effectuant un vol nocturne, deux agents de la police ont été tués. Selon un appel téléphonique à une radio de Bogotá, un attentat contre un candidat à la présidence qui fut « extraditable » avait été « planifié » et pour lequel des « extraditables » à la présidence du candidat et que les « extraditables » revendiquent jusqu'à ce que le gouvernement signe avec les « extraditables » un traité de paix.

« De son point de vue, le candidat à la présidence du 27 mai prochain, Carlos Pizarro, ancien leader du mouvement de guérilla M 19 et candidat à l'élection présidentielle du 27 mai prochain, a été revendiqué par le groupe des « extraditables », les victimes des « massacres » de la violence à deux visages. À bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca effectuant un vol nocturne, deux agents de la police ont été tués. Selon un appel téléphonique à une radio de Bogotá, un attentat contre un candidat à la présidence qui fut « extraditable » avait été « planifié » et pour lequel des « extraditables » à la présidence du candidat et que les « extraditables » revendiquent jusqu'à ce que le gouvernement signe avec les « extraditables » un traité de paix.

« De son point de vue, le candidat à la présidence du 27 mai prochain, Carlos Pizarro, ancien leader du mouvement de guérilla M 19 et candidat à l'élection présidentielle du 27 mai prochain, a été revendiqué par le groupe des « extraditables », les victimes des « massacres » de la violence à deux visages. À bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca effectuant un vol nocturne, deux agents de la police ont été tués. Selon un appel téléphonique à une radio de Bogotá, un attentat contre un candidat à la présidence qui fut « extraditable » avait été « planifié » et pour lequel des « extraditables » à la présidence du candidat et que les « extraditables » revendiquent jusqu'à ce que le gouvernement signe avec les « extraditables » un traité de paix.

Assurance sur la mort

Un candidat important : Carlos Pizarro se présentait comme l'un des candidats les plus sérieux dans le trafic de drogue et les relations par la justice des États-Unis. « Ne garantissant pas la mort », comme il le disait, il était considéré comme un candidat à la présidence du 27 mai prochain. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu.

Carlos Pizarro, à son tour, a été tué. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu. Le dialogue entre le gouvernement et les « extraditables » a été interrompu.

ASIE

JAPON

Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes

Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes. Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes. Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes.

Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes. Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes. Le Parti social-démocrate est laminé entre la droite et les socialistes.



Bull avec Zenith Data Systems. Nous nous sommes mis à deux pour que vous puissiez mieux respirer.

Le 28 décembre 1989, Bull acquiert Zenith Data Systems : un nouvel espace est né. Un espace où les entreprises respirent mieux. Un souffle nouveau pour les systèmes d'information, du portable aux plus puissants ordinateurs. Cette union s'inscrit dans la même vocation : faire tomber les barrières qui font obstacle à la circulation de l'information, à la communication et aux échanges entre les cultures. Construire un monde sans cloisons, qui permette à nos clients de développer toutes leurs dimensions. Avoir l'esprit ouvert à leurs différences de valeurs, d'expériences, d'idées pour leur offrir des solutions adaptées à leurs ambitions... Avec Zenith Data Systems, Bull a trouvé le complément idéal pour partager sa conception du monde. Certains vont avoir du mal à reprendre leur souffle.

Réseaux et systèmes d'information

Bull. Nous ouvrons le monde.



DBB NEEDHAM

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les communistes veulent obliger M. Rocard à engager la responsabilité du gouvernement sur le projet Renault

Le débat sur le projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie Renault s'est engagé jeudi 26 avril à l'Assemblée nationale. La nouvelle d'un accord éventuel entre le groupe suédois Volvo et le groupe japonais Mitsubishi a perturbé un débat qui s'annonçait déjà difficile. Comme il l'avait annoncé, le groupe communiste a commencé sa guérilla parlementaire en multipliant les rappels au règlement, les demandes de suspension de séance, les motions de procédure et une demande de vérification du quorum (vérification de la présence dans l'enceinte du Palais-Bourbon de la majorité absolue du nombre de députés).

Une course de lenteur : sous la férule du groupe communiste, l'Assemblée nationale a pris un train de sénateur. Bloquant des temps de parole dépassant les deux heures pour chacune des trois motions de procédure qu'ils ont déposées, les députés communistes ont imposé à l'Assemblée nationale un rythme saporifique. L'objectif est simple : faire durer les débats le plus longtemps possible pour contraindre le gouvernement à utiliser l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité), afin de dénoncer ensuite son comportement autoritaire. Le gouvernement cherchera, quant à lui, à laisser le débat se

développer suffisamment pour mettre pleinement à jour la stratégie d'obstruction communiste. Personne n'est dupe et chacun joue sa partition, dans l'indifférence générale.

En début de séance, pendant quelques heures, le groupe UDF a fait mine de rincer la vedette aux élus communistes. Motif : l'annonce au Japon d'un accord entre Volvo - le jeune fabricant de Renault - et le japonais Mitsubishi. Bref, Renault serait trompé avant même d'avoir consommé ce mariage. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, en était tout chose. Aussi a-t-il multiplié les demandes de suspension de séance, avec son ami M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), afin de réunir les commissions des finances et de la production pour une audition du PDG de Renault, M. Raymond Lévy. Ce fut en vain.

M. Fauroux : « La victoire aux gros bataillons »

Le ministre d'« ouverture » et de l'industrie, M. Roger Fauroux, a tenté de ramener la représentation nationale à un peu plus de calme, en expliquant que s'il était vrai que la presse japonaise avait fait état d'un projet d'alliance, « Mitsubishi avait démenti ». « Les rumeurs ont parfois pour but de déstabiliser des accords plus réels : nous devons garder notre sang-froid », a insisté le ministre. « Volvo est le cheval de Troie des Japonais en Europe », a répliqué M. d'Aubert.

Le groupe communiste n'a pas

tardé à prendre le relais et à s'indigner des conditions nouvelles créées par l'annonce de cet accord. M. André Lajoie, président du groupe communiste, a demandé le retrait du texte, car « cette affaire est d'une importance capitale ». « Ne cédez pas aux manœuvres visant à polluer le débat », a lancé le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), en défendant le projet. « Il importe maintenant, a-t-il ajouté, dans le cadre de l'économie mixte, de dynamiser notre secteur public automobile et de le faire respirer ». Le rapporteur, M. Gaston Rimaux (PS, Creuse), a insisté sur le fait que les deux sociétés conserveraient leur identité et leur marque. « Leurs réseaux de recherches coopéreront mais resteront indépendants », a-t-il expliqué.

M. Fauroux, a, pour sa part, précisé qu'il s'agissait pour Renault d'un « enjeu historique » et rappelé dans quel cadre général s'inscrivait cette stratégie industrielle. « Le monde s'intègre, a-t-il dit, la concurrence s'aiguise, la conjoncture fluctue. Et, comme ailleurs et plus qu'ailleurs, la victoire, de plus en plus, appartient aux gros bataillons. En clair, à ceux qui sont capables de mobiliser les efforts de recherche et d'investissement nécessaires pour produire de nouveaux modèles, au même rythme que les Japonais, des modèles aussi fiables, aussi attrayants, aussi novateurs. Nous savons bien qu'il faut protéger nos frontières et nous les protégerons autant qu'il le faudra ; mais nous savons aussi qu'il n'est pas de

protection indéfinie ! »

Défendant une motion de procédure destinée à prouver que ce projet était anticonstitutionnel, le député communiste des Hauts-de-Seine, M. Jacques Brunhes, a dénoncé ce « nouveau mélange privé-public, qui développe la domination du secteur privé et des privatisations ». « Antisocial et antinational, ce projet est intenable », a-t-il affirmé. Le député communiste a notamment reproché au gouvernement de ne pas avoir publié le contenu de la lettre d'intention de l'accord. Il a rappelé la détermination de son groupe à s'opposer bec et ongles à ce projet, afin que « les salariés de la Régie et le peuple français sachent que les députés communistes auront été les seuls à rester fidèles à une politique de gauche, les seuls à faire des propositions pour que Renault se développe ». « Non, a-t-il proclamé, Renault n'est pas à vendre ! » M. Brunhes a égayé son argumentation en empruntant quelques-uns des propos tenus par le groupe socialiste, en décembre 1987, pour s'opposer au changement de statut de la Régie proposé à l'époque par le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin.

La discussion, au même rythme, devait se poursuivre vendredi, en taquinant le « 49-3 ».

PIERRE SERVENT

La réforme du Conseil constitutionnel

Quatorze députés de l'opposition protestent contre la « manipulation » de leurs votes

Tout le monde n'a pas l'expérience et la prudence de M. André Rossi (UDF), qui fréquente l'hémicycle de l'Assemblée nationale depuis 1958. Mercredi 25 avril, ce député UDF avait pris soin de scotcher solidement sa consigne de vote favorable au texte sur son pupitre, afin « qu'elle ne disparaisse pas », lors du vote sur la réforme constitutionnelle (le Monde du 27 avril). Sage précaution, à laquelle d'autres députés de l'opposition reprochaient de ne pas avoir pensé. Une vive polémique s'est enflammée au sein de l'opposition car plusieurs députés UDF et RPR, qui voulaient voter le projet de réforme et qui avaient laissé des consignes dans ce sens, se sont retrouvés retrouvés comptabilisés comme votant « contre » ou « non votants ».

Le vote étant intervenu à sept heures du matin, ce sont deux députés RPR (MM. Pierre Mazaud et Jacques Toubon) et deux députés UDF (MM. Charles Millon et Francis Delattre), qui ont tourné les clés de vote de leurs collègues pour le scrutin final.

Jeudi, à l'Assemblée, les rectifications de vote (les députés ont vingt-quatre heures pour le faire) étaient au nombre de quatorze (1). Parmi eux, huit députés RPR et UDF faisant partie de la Force unie (le mouvement fondé par M. Barzach et MM. Noir et Létard) ont publié un communiqué cinglant. « Le vote intervenu à sept heures du matin n'a pas respecté le vœu clairement affirmé

d'un certain nombre de députés de l'opposition appartenant aux groupes RPR et UDF. C'est notamment le cas de MM. Michel Barzach (RPR), de MM. Colombani (UDF), Devedjian (RPR), Dimeglio (UDF), Dubernard (RPR), Falco (UDF), Noir (RPR) et José Rossi (UDF), qui s'étaient officiellement prononcés pour l'adoption du texte », précise ce communiqué, diffusé par les services de M. Michel Noir.

M. Noir : « une falsification gravissime »

Ces députés ont donc demandé une rectification de vote pour signifier leur adhésion au projet. Et ils « rappellent la nécessité d'une plus grande rigueur » dans les méthodes de fonctionnement de leurs groupes parlementaires, afin que la voix des élus ne puisse être « déformée, contrecarrée ou falsifiée ».

M. Michel Noir, que nous avons joint dans sa mairie de Lyon, nous a précisé qu'il avait écrit personnellement au président du groupe RPR, M. Bernard Pons, pour déplorer ce qu'il estime être « une manœuvre délibérée ». « Une ou deux erreurs seraient admissibles, compte tenu de la fatigue, mais plus de douze, c'est une falsification gravissime, car les consignes de vote étaient attachées aux clés ». Dans cette lettre, M. Noir demande à M. Pons de procéder à une enquête pour faire toute la lumière. « J'estime que le groupe doit être tenu informé de ce qui s'est passé », explique le maire de Lyon.

M. Bernard Pons tentait, quant à lui, jeudi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, de dénouer l'affaire. Il reconnaissait d'ailleurs que M. Noir avait bien laissé des consignes écrites, expliquant qu'il souhaitait voter pour le texte. « Ce n'est pas un problème politique majeur, car cela ne s'est pas joué à deux ou trois voix près », expliquait-il. Interrogé, M. Pierre Mazaud affirmait, pour sa part, se souvenir avoir tourné la clé de M. Barzach, qui n'était accompagnée d'aucune consigne de vote. Quant à M. Bruno Bourg-Broc (RPR), qui a également rectifié son vote, il a estimé « scandaleusement incompréhensible » ce qui s'était passé. « J'avais laissé des consignes très claires ».

MM. Jacques Toubon (RPR) et Charles Millon (UDF) se sont indignés de ces déclarations, estimant notamment que les députés qui voulaient voter « pour », alors que leurs groupes avaient pris une position « contre », auraient dû être présents lors du scrutin. « Je pense que leurs paroles ont dépassé leur pensée. Il n'y a eu ni maladresse ni parti pris. Tous les votes ont été conformes à la tradition parlementaire. Ceux qui le contestent tentent de l'imposer d'être là, afin de voter personnellement », a déclaré M. Millon, visiblement exaspéré par ces accusations de manipulation.

P. S.

(1) Rectifications de vote. Motion de renvoi en commission : M. Barzach (RPR) compté « non votant », vote « pour » ; MM. Colombani (UDF), Dimeglio (UDF), Grignon (UDF), Masson (RPR), José Rossi (UDF), comptés comme « votants » pour cette motion, ont déclaré voter « contre ». MM. de Lip (RPR) et Noir (RPR), comptés comme votant « pour », voulaient, en fait, s'abstenir. La motion de renvoi n'a donc recueilli que 267 voix contre 302.

Vote sur l'ensemble du projet : quatorze députés comptés comme votant « contre » (RPR), s'abstenant (deux) ou non votants (un) ont rectifié leur vote pour voter en faveur du projet de réforme : M. Abovsky (UDC), M. Barzach (RPR), M. Bourg-Broc (RPR), Colombani (UDF), Devedjian (RPR), Dimeglio (UDF), Grignon (UDF), Kerguerh (UDF), Kiffer (appartenant RPR), de Lipkowski (RPR), Masson (RPR), Noir (RPR), Mme Yam Piat (UDF) et M. José Rossi (UDF). Ce qui porte à 320 voix le nombre des députés ayant adopté ce texte en première lecture, contre 235.

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré au régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel (le Monde du 27 avril), une coupe malencontreuse a introduit erreurs et confusions quant aux fonctions exercées par deux membres du Conseil. M. Léon Jozeau-Marigné est ancien président du conseil général de la Manche. M. Maurice Faure, nommé par M. Mitterrand en 1989, demeure président du conseil général du Lot et n'a pas souhaité briguer une nouvelle fois la mairie de Cahors après l'annulation de sa dernière élection municipale.

Les suites du congrès du PS

Le climat se dégrade entre M. Mauroy et M. Rocard

M. Pierre Mauroy a mis en garde le secrétariat national du PS, jeudi 26 avril, contre tout manquement à la cohérence dans le fonctionnement et l'expression de la direction du parti. Le premier secrétaire a reproché, notamment, à M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat, chargé de la formation, et coordinateur du courant rocardien, d'avoir publié son propre communiqué sur la réunion, la veille, du bureau exécutif (le Monde du 27 avril). Cet épisode illustre la dégradation du climat entre M. Mauroy et les rocardiens.

« Ce n'est pas parce qu'il y a des écarts sur l'Élysée et Matignon qu'il faut en faire subir les conséquences à la direction du parti », M. Mauroy a tenu à avertir les rocardiens et, à travers eux, le premier ministre qu'il n'entend pas « se laisser faire ». Le mécontentement du premier secrétaire a été provoqué par des articles de presse attribuant à M. Michel Rocard et à ses amis l'intention d'accéder à la succession à la tête du parti et le soutien de voir M. Michel Delebarre en prendre la direction.

Dès la veille du congrès de Rennes, en mars, M. Lindeperg avait indiqué publiquement que les rocardiens considéraient la reconduction de M. Mauroy au poste de premier secrétaire comme destinée à assurer la « transition ». Dans les couloirs du congrès, les conseillers de premier ministre ne dissimulaient pas que leur soutien au maire de Lille, contre M. Laurent Fabius, n'impliquait pas nécessairement, à leurs yeux, que M. Mauroy reste en

place jusqu'au congrès suivant. La volonté de M. Mauroy de parvenir à une « synthèse » au congrès et la résistance qu'il avait opposée à la mise en place d'une majorité, réunissant MM. Lionel Jospin, Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement contre M. Fabius avaient irrité les rocardiens. Ces derniers, jugeant que le rapport des forces leur était favorable, souhaitaient pousser leur avantage. L'obstination du premier secrétaire à rechercher un accord avec M. Fabius, fût-ce au prix de concessions importantes, en faisait un obstacle aux ambitions du premier ministre et de ses amis. Alors que M. Mauroy avait été, lors de son élection en mars 1988 et ensuite, un rempart pour M. Rocard contre M. Fabius, il devenait l'homme d'un accord qui empêchait les rocardiens d'entrer en force à la direction du parti en reléguant le président de l'Assemblée nationale dans la minorité.

Le rôle de M. Delebarre

La question de la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), dont le congrès se réunit du 17 au 19 mai à Strasbourg, était déjà un des enjeux des conflits entre courants à Rennes. M. Mauroy ayant envisagé de l'accorder aux fabusiens. Ceux-ci, détenant désormais, avec le poste de responsable des collectivités locales au secrétariat national du PS, attribué à M. Christian Pizet, la vice-présidence de la FNESR, ne peuvent plus en briguer la présidence. Les rocardiens espéraient l'obtenir, leur candidat étant soit M. Michel Havé, maire de Perthuis (Deux-Sèvres), soit M. Jean-Pierre Joseph, président du conseil général du Gers.

Le président de l'Assemblée nationale et ses amis étant hostiles à ce que les rocardiens prennent la haute main sur les élus - hypothèse qui serait aussi considérée comme inacceptable par l'Élysée - le choix pouvait se porter sur M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, maire de Dunkerque, proche de M. Mauroy. Les rocardiens désignent en effet, depuis des années, la présidence de la FNESR, et M. Delebarre apparaît comme susceptible de faire l'unanimité. En fait, les jospinistes se sont opposés à cette solution, peu désireux qu'ils soient de voir installer à la tête et du parti et des élus le groupe des « Lillois ».

En reprenant à leur compte la candidature Delebarre, les rocardiens ne facilitent pas la tâche du maire de Dunkerque, pour lequel un tel parrainage ne peut qu'être compromettant. Ils cherchent, en fait, à mettre en contradiction le premier secrétaire et son « dauphin » et à manifester, ainsi, leur mauvaise humeur envers M. Mauroy. Ce dernier, convaincu que la prise de contrôle du parti par M. Rocard et ses amis aurait entraîné une crise politique grave, voire une crise de régime, met en garde le premier ministre contre le danger d'être trop « gourmand » dans une période où sa cote de popularité baisse et où il semble avoir mangé son pain blanc à Matignon.

Pour le premier secrétaire, en effet, il n'existe pas de majorité, au PS, capable de mettre en place une autre direction que celle, fondée sur une synthèse entre tous les courants, qu'il incarne. Libre aux rocardiens, dans ces conditions, de choisir de faire bande à part, mais à leurs risques et périls.

PATRICK JARREAU

Une lettre du premier secrétaire aux militants

Rennes a été « un moment douloureux de notre histoire collective »

M. Pierre Mauroy a adressé aux militants socialistes, mercredi 25 avril, comme il l'avait fait pendant la préparation du congrès de Rennes, une lettre personnelle. « Ce congrès, vous l'avez mal senti », écrit le premier secrétaire. Il explique que « les forces qui se sont opposées [au cours des semaines précédentes] ont été emportées dans une logique dont elles n'ont pu se dégarer à Rennes ». « Par là même, observe M. Mauroy, le débat sur les idées ne pouvait atteindre la profondeur et l'ampleur souhaitées par les militants. Rennes, ne nous le cachons pas, a été un moment douloureux de notre histoire collective ».

« Beaucoup d'entre vous, continue le premier secrétaire, ont ressenti l'accord du 21 mars comme un repli, l'aboutissement artificiel du congrès, et s'interroge : pourquoi la synthèse, impossible dans la passion du moment, a-t-elle pu se réaliser dans une relative sérénité avec trois jours de recul ? Je serai clair : si j'avais eu le senti-

ment, ou seulement le soupçon, que la synthèse marquait une simple trêve et non une volonté réelle de rassemblement, je me serais retiré. Si j'ai voulu, jusqu'au bout, réussir la synthèse, c'est parce que j'ai la conviction qu'il est impossible d'affronter les prochaines échéances avec un parti déssiné : on ne gagne aucun combat dans la discorde. On ne renoue pas un parti en le divisant ».

Assurant que le PS « se trouve, désormais, en situation de préparer l'avenir autour des objectifs définis dans le texte de l'accord de synthèse », M. Mauroy indique que, « dans l'année qui vient », une convention nationale « devra préciser les bases de [la] plate-forme [du parti] pour les élections de 1993 ». Il invite les socialistes à rester « rassemblés », car, écrit-il, « notre parti le mérite, les valeurs que nous défendons le méritent, tous ceux qui comptent sur nous le méritent amplement ».

Contentieux en Corse-du-Sud

La désignation du premier secrétaire de la fédération socialiste de la Corse-du-Sud provoque un conflit entre les fabusiens, d'une part, les jospinistes, les rocardiens et Socialistes et Républicains, d'autre part. Les amis du président de l'Assemblée nationale réclament l'application de l'accord national du 21 mars, qui prévoit que le poste de premier secrétaire fédéral doit revenir à la motion arrivée en tête dans le vote des sections. Or, M. Félix Luciani, conseiller général, maire d'Aïa, élu le 21 avril par la commission exécutive fédérale, représente une motion (Mauroy-Mermaz-Jospin) qui n'a obtenu que sept sièges à la commission,

contre dix-sept aux fabusiens. Ces derniers n'ont pas participé au vote, qui a donné 19 voix (Jospin, Rocard, Chevènement) à M. Luciani et 5 voix à M. Dominique Geromini (courant Popere). M. Luciani se considère comme « régulièrement élu » et dénonce à l'avance tout « acte d'autorité » de la direction nationale qui remettrait en cause cette élection. Les fabusiens, au contraire, comptent bien que la réunion à laquelle M. Daniel Vaillant, jospiniste, chargé des fédérations au secrétariat national, a convoqué les représentants locaux des courants le 3 mai, aboutira à leur donner satisfaction. (Corresp.)

LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS · SPECTACLESCHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)SPÉCIAL 1^{er}-MAIA l'Est du nouveau
LENDEMAINS DE RÉVOLUTION !
RÉVOLUTIONS SANS LENDEMAINS ?

- Table ronde avec Claude Mazauric, Max Gallo et Elisabeth G.-Sledziwski.
- Le point de vue des chrétiens de gauche.

Témoignage Chrétien

- Dès samedi chez les marchands de journaux.
- 48, faubourg Poissonnière à Paris 9^e. Prix : 16 F.

صلى الله عليه وآله

La réforme du Conseil constitutionnel

Quatorze députés de l'opposition protestent contre la « manipulation » de leurs votes

Tout le monde a vu l'acte de M. André Lorrain, président de l'Assemblée nationale, qui a annoncé le 27 avril, le jour même de la séance, que les députés de l'opposition avaient été manipulés. L'acte de M. Lorrain a été qualifié de « manipulation » de leurs votes. Les députés de l'opposition ont protesté contre cette manipulation. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

Un certain nombre de députés de l'opposition ont protesté contre la manipulation de leurs votes. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

M. Noir : une falsification gravissime

Les députés ont donc demandé une rectification de vote pour les députés de l'opposition. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

La séance a été interrompue à 14 heures. Les députés de l'opposition ont protesté contre la manipulation de leurs votes. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

Un moment de la séance collective

Les députés de l'opposition ont protesté contre la manipulation de leurs votes. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

en Corse-du-Sud

Les députés de l'opposition ont protesté contre la manipulation de leurs votes. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés. Ils ont déclaré que les votes ont été manipulés et que les députés de l'opposition ont été manipulés.

AL 1^{er}-MAI

REVOLUTION !

ANS L'INDÉPENDANCE

REVOLUTION !

REVOLUTION !

REVOLUTION !

REVOLUTION !

REVOLUTION !

REVOLUTION !

REVOLUTION !

TWA

Avec TWA New York se dit aussi Newark.

Gagner du temps est une préoccupation majeure pour les voyageurs d'affaires. C'est pourquoi TWA vous offre deux solutions qui vous feront gagner du temps si vous devez aller à New York.

Un vol bi-quotidien en 747 sur l'aéroport de JFK., d'où vous serez conduit en un clin d'œil au cœur de Manhattan, grâce au service hélicoptère gratuit de TWA (1^{re} Classe et Classe Affaires).

Et dès le 3 mai, TWA vous propose aussi d'atterrir à l'aéroport de Newark, plus proche de

Manhattan grâce à des voies routières rapides et dégagées.

TWA est la seule compagnie à vous offrir 19 vols hebdomadaires au départ de Roissy-Charles de Gaulle vers les deux aéroports New-Yorkais.

Vous faire gagner New York toujours plus rapidement traduit notre volonté de vous donner le meilleur de l'Amérique.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ou notre service réservation TWA; à Paris: 16 (1) 47.20.62.11, en province, notre agent général Worldship.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

TWA

POLITIQUE

Le second tour des élections municipales de Cahors

Des écologistes à gauche et... ailleurs

CAHORS

de notre correspondant

Dès le premier tour des élections municipales partielles provoquées par l'annulation du scrutin de mars 1989 pour établissement irrégulier de deux cent une procurations, les jeux étaient faits pour les écologistes : aucune des deux listes — ni celle dite Alternative de M. Michel Grinfeder (encouragée par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement) ni celle des Verts, conduite par M. Anne Gaillard (soutenue par M. Antoine Waechter) n'était parvenue à passer le cap des 10 % de suffrages, condition nécessaire pour pouvoir se maintenir au second tour. Ainsi éliminées de la partie, elles ne pouvaient empêcher le face-à-face entre M. Pierre Mas (UDF-CDS), arrivé en tête avec 69 petites voix d'avance, et le député du Lot, Bernard Charles (MRG)...

M. Grinfeder a réussi à négocier également la greffe de quatre de ses colistiers. « Nous leur donnerons les moyens de travailler sur l'environnement et la qualité de la vie », assure M. Charles confirmant ainsi l'esprit de l'accord. Les Verts, quant à eux, sont restés sur leur

coulisse les négociations se sont ouvertes très rapidement.

Les appels du pied de M. Mas, se proclamant soudain attaché aux valeurs de l'écologie, n'ont pas séduit M. Grinfeder. Ce dernier a préféré mener une discussion marathon avec la liste adverse de M. Charles. Mardi soir 24 avril, l'union était effective, après, ont dit les intéressés, « une harmonisation des programmes ». En clair, la tête de la liste Alternative a obtenu, si la liste de M. Charles l'emporte, un poste de responsabilité dans la future municipalité, qui pourrait être celui d'adjoint à l'environnement.

M. Grinfeder a réussi à négocier également la greffe de quatre de ses colistiers. « Nous leur donnerons les moyens de travailler sur l'environnement et la qualité de la vie », assure M. Charles confirmant ainsi l'esprit de l'accord. Les Verts, quant à eux, sont restés sur leur

front du refus. « Après avoir été, disent-ils, sollicités » par les autres listes, ils ont décidé de ne pas monnayer leur électoral, et de ne donner aucune consigne de vote.

Bénéficiant du renfort de M. Grinfeder (7,06 % des voix au premier tour) et du soutien de plusieurs personnalités de l'opposition, qui, pourtant, naguère, croisaient le fer avec M. Maurice Faure, M. Charles semble en mesure de remporter la mairie, de moins si le report des voix s'effectue dans de bonnes conditions.

Restent cependant deux incertitudes : l'attitude des Verts, même si l'on peut penser que leur cœur penche à gauche, et le comportement des abstentionnistes du premier tour (3 points de moins de participation qu'en 1989).

JEAN-MICHEL FABRE

A Perpignan

Un pied-noir s'enchaîne aux grilles du palais de justice

Les dirigeants nationaux du mouvement du RECOURS, MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, ont été reçus, mercredi 25 avril, par le député général du gouvernement en charge des rapatriés, M. Maurice Benassy, auquel ils ont fait part du « vif mécontentement » des rapatriés « devant l'application de plus en plus mauvaise de la loi (du 7 juillet 1987) sur l'aménagement des dettes ». Ils n'ont pas exclu « une véritable explosion de colère dans certains secteurs du sud de la France si aucune mesure n'est rapidement prise ». Depuis le mois de décembre, les députés des rapatriés ne participent plus aux commissions départementales créées en application de cette loi pour aménager les dettes des pieds-noirs réinstallés en métropole et victimes de difficultés économiques et financières (le Monde du 9 décembre).

Au lendemain de cette démarche, les associations de rapatriés sont passées à l'action, jeudi matin 26 avril, à Perpignan, où un entrepreneur en peinture rapatrié d'Algérie dont la situation professionnelle se trouve fort compromise, M. Pei-

can, s'est enchaîné aux grilles du palais de justice, en présence d'une cinquantaine d'autres pieds-noirs représentants plusieurs associations. Il entendait protester ainsi contre la non-application, dans son cas personnel, des textes législatifs prévoyant la possibilité d'octroi de prêts de consolidation par les commissions départementales, sous garantie de l'Etat, et la suspension des poursuites judiciaires tant que les procédures prévues ne sont pas épuisées.

JOURNAL D'UN AMATEUR

LORSQUE, dit la légende, le roi Louis XVI orna sa boutonnière d'une fleur de pomme de terre pour inciter ses sujets à manger cette solanacée, il ne pensait pas être le précurseur d'une méthode de gouvernement qui pourrait, aujourd'hui, résumer toute pensée politique, sinon toute action. Encore ce monarque n'avait-il en vue que de mieux prémunir les Français contre les disettes et non pas l'amélioration de son image de marque.

Le premier ministre se soucie par écrit et publiquement d'une faute d'orthographe dans un match de football élève jusqu'à l'absurde la victoire du symbolique sur le politique, de l'apparence sur la réalité, du simulacre sur la conviction. Matignon se fait filiale de la maison Séguela.

Ce n'est pas que les hommes politiques se soient, jusqu'ici, abstenus de chercher dans le sport, et plus généralement dans la simplicité, un renouveau ou un surcroît de popularité. Aucun chef de l'Etat, pas même l'altier Charles de Gaulle, n'a dédaigné de paraître dans quelque « finale » où tenait la vedette autant que le ballon.

Mais il ne donnait pas, ensuite, à l'événement, la portée d'une négociation Est-Ouest. Il ne venait pas ensuite, du haut d'un balcon, se tenir la tête à deux mains pour s'interroger sur un penalty.

Ce courir à un président de club ne serait que ridicule, le premier ministre s'y avouant « perturbé » comme l'est un adolescent que ses parents conduisent chez le psychiatre, s'il ne témoignait, à la fois, d'un immense mépris pour les Français, ainsi jugés capables de se laisser prendre à une telle simagrée, et pour l'action politique pas moins.

CONSTANTMENT guettés par l'impopularité (etous pouris, etc.), les gouvernants sont à présent cernés par le dédain. Il y a une première raison à cela, qui n'est guère prise en compte, peut-être parce qu'elle est trop évidente, c'est l'élévation du niveau d'instruction des Français. Et c'est curieusement à ce moment-là qu'on s'adresse à eux comme à des analphabètes.

Or, un nombre grandissant d'entre eux peut avoir l'impression qu'être député ou ministre n'a rien de bien sorcier et qu'ils ne feraient pas plus mal que les titulaires. C'est bien possible, les élus n'étant, ni à l'origine ni plus tard, d'une autre essence que leurs concitoyens. Au plus peut-on remarquer que la haute technocratie est, à l'Assemblée nationale, nettement plus représentée que dans la population ordinaire.

La croyance que « n'importe qui pourrait en faire autant » serait exacte si ce n'était pas un métier, fût-il particulier, que de « faire de la politique », selon une expression peu élégante mais consacrée.

Mais maintenant que ce métier est décrié comme rarement, c'est à qui, de ses praticiens, clamera que ce n'en est pas un et s'excusera de l'exercer. C'est à qui courra après

Après les déclarations du préfet de police sur la circulation automobile à Paris

« Une ville à quatre roues est une ville malade »

déclare M. Brice Lalonde

Les récentes déclarations du préfet de police de Paris, M. Pierre Verburghe, sur la circulation dans Paris (le Monde du 27 avril) soulèvent, comme on le prévoyait, quelques vagues... « Il faut des interdictions de stationnement ou de circulation, admettait le préfet de police, mais je ne me sens pas le droit d'en demander plus (...) Une ville interdite est une ville qui meurt ». Il préconisait la construction massive de parkings, le doublement du périphérique et le percement de nouvelles voies, y compris des pénétrantes dans la capitale.

« Une ville à quatre roues est une ville malade », lui répond M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui souligne que « 88 % des Parisiens ont deux pieds et circulent en transport en commun ». Les Verts-Paris-Ecologie rappellent, pour leur part, qu'ils réclament à cor et à cri l'organisation d'un référendum municipal sur la circulation, « avant que l'on innove Paris en offrant au Dieu automobile ».

Quant au maire de Paris, M. Jacques Chirac, il souligne son opposition à de nouvelles pénétrantes est-ouest dans la capitale et réplique qu'il ne s'estime pas encore en mesure de se prononcer sur le projet de réseau d'autoroutes souterraines sous la ville, car il n'a pas encore la conviction, dit-il, que ce réseau souterrain « se traduira par la diminution du trafic en sur-

face ». Cette attitude de prudence, proche de la temporisation, est peut-être à l'origine de la déclaration percutante du préfet de police. A l'automne dernier, M. Jacques Chirac avait affiché une volonté courageuse de s'attaquer aux embarras de Paris. Son plan de circulation a été suivi d'un renforcement de la répression en novembre. M. Verburghe reconnaît avoir cru qu'après deux périodes de sévérité (pendant la semaine du Bicentenaire en juillet et avant les fêtes de fin d'année) les automobilistes « s'autodisciplineraient », et, un jour sur dix, renonceraient d'eux-mêmes à prendre leur voiture.

Or les automobilistes ont « repris leurs mauvaises habitudes », et l'impression prévaut actuellement qu'aucune des autres mesures annoncées par le maire ne parvient à voir le jour : les axes rouges prioritaires tendent à se concrétiser ; les emplacements des parkings à construire sont difficiles à localiser et les nouveaux couloirs d'autobus, qui traduiraient un effort en faveur des transports en commun, sont introuvables.

« Simulacre »

Si les élus parisiens, en tout cas, font la sourde oreille lorsque les Verts demandent un référendum sur la circulation, ils se sont montrés plus compréhensifs, jeudi

26 avril, au cours de la séance du Conseil de Paris consacrée à l'examen du Livre blanc sur l'Île-de-France. L'assemblée réunie en formation de conseil général, puisque Paris est à la fois ville et département, recevait le préfet de région, M. Olivier Philip. M. Chirac, son premier adjoint, M. Jean Tiberi, et M. Jacques Dominiati, président du groupe UDF, ont violemment accusé le gouvernement de se livrer à un « simulacre de concertation », de « consulter, et non de consulter ». A. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, qui stigmatisait « une attitude de repli et de fermeture » face au projet d'un nouveau schéma directeur, et plaçait l'intention du gouvernement de créer « des formules plus incitatives » de coopération entre les communes, les élus de droite ont reproché de vouloir remettre en cause la décentralisation « avec des intentions politiciennes ».

En revanche, les conseillers RPR et UDF se sont laissés séduire par la saine de l'unique élu écologiste de Paris, M. Jean-Louis Vidal. Ils ont approuvé et, donc, fait adopter par le Conseil de Paris le souhait, exprimé par les Verts, d'un référendum, organisé par le conseil régional d'Île-de-France, pour donner la parole à la population sur le Livre blanc et l'avenir de la région.

C. V.

PHILIPPE BOUCHER

soucier que le pouvoir politique soit indépendant de la télévision (1) ? Apparemment oui, sous réserve qu'il en soit encore temps.

CETTE impression de panique, de chacun-pour-soi, entre le naufrage du Titanic et l'incendie du Bazar de la charité, qui mourra, en 1997, des gentils assomment des femmes pour sauver leur peau, est naturellement plus vive encore dans les rangs de la majorité, qui, elle, a quelque chose à perdre en plus de sa réputation : le pouvoir.

« Trois sondages défavorables, disait un ami, et voilà les élections perdues. Tout le monde se croit tout permis. » En effet, quelle fragilité de caractère pour des hommes qui devraient, au contraire, en donner l'exemple ! Cela ne se dit pas encore, mais on l'entend déjà : non seulement François Mitterrand ne mènera plus son camp à la victoire, mais il compromet l'issue de la bataille qui aura lieu sans lui. S'il est populaire, il gêne ; s'il est impopulaire, il embarrasse. Va-t-on jouer le Roi Lear autour de l'Elysée ? Ou bien puiseront-on dans Mathieu la prudence à défaut de la décence : « Tout royaume divisé contre lui-même court à la ruine, toute ville ou maison divisée contre elle-même ne saurait se maintenir. » Maintenant qu'est lancée l'OPA du pape sur l'Europe, il serait peut-être sage de réviser ses références.

(1) Dernier exemple en date : la retransmission, le mercredi sur FR 3, de la séance des questions d'actualité de l'Assemblée nationale, dont le début et le déroulement ont été tronqués pour permettre des interviews où, longuement, il ne se dit rien.

P. S. — Après l'« Amateur » du 31 mars (« Vertu »), M. Antonio Taccone, demeurant à Montecatini (Italie), écrit notamment ceci : « En tant qu'étranger fier de tout ce qui est français, je suis extrêmement préoccupé et profondément triste à cause de la chute spectaculaire de la langue française à l'étranger, et notamment dans mon pays. On supprime de plus en plus le français des écoles italiennes. C'est surtout la faute des usagers potentiels (jeunes gens et parents d'élèves italiens), mais cette faute est entretenue du fait qu'il n'existe presque plus de politique culturelle française à l'étranger sur grande échelle (...).

Quand j'étais enfant, je pouvais accéder gratuitement à la salle de cinéma, aux conférences et à la bibliothèque de l'Institut français de Naples, et je profitais toujours de ces opportunités, d'autant plus que je ne pouvais point me payer (ni mes parents pour moi) l'inscription à un cours de langue.

» Aujourd'hui, tout cela est payant.

» Si cela avait été pareil à la fin des années 60, il est très probable que je n'aurais pas su lire votre article et que je serais incapable de vous écrire ces quelques lignes ».

Qui veut tuer Gorbatchev ?

Michel Meyer - Michel Tatu

LE FRÈRE ROUGE

roman

Un roman à la Forsyth qui dévoile les secrets du pouvoir actuel en URSS.

Albin Michel

Le défi au président

par le professeur Edgar

« L'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale... » C'est le refrain que l'on entendait à la fin de la séance du conseil des ministres, le 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance de questions d'actualité.

« L'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale... » C'est le refrain que l'on entendait à la fin de la séance du conseil des ministres, le 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance de questions d'actualité.

« L'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale... » C'est le refrain que l'on entendait à la fin de la séance du conseil des ministres, le 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance de questions d'actualité.

« L'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale... » C'est le refrain que l'on entendait à la fin de la séance du conseil des ministres, le 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance de questions d'actualité.



LE TOUS PA

Vous habitez...

du Monde et de...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

LA RA

La parole...

COMMUNICATION

A Bordeaux

M. Mitterrand ouvrira les débats de l'Institut international de la presse

La trente-neuvième assemblée générale de l'Institut international de la presse (IIP) aura lieu à Bordeaux, du 6 au 9 mai. Cette rencontre, qui devra rassembler environ cinq cents éditeurs, directeurs de journaux, rédacteurs en chef, représentants de la presse de tous les pays, sera ouverte par M. Mitterrand, président de la République.

Fondé en 1951 par plusieurs journalistes dont Hubert Bourdeau, fondateur du Monde, et Jean-Marie, qui dirigeait l'Agence France-Presse, l'Institut international de la presse est présidé par Enrique Zileri, directeur général de l'hebdomadaire péruvien *Caretas*.

L'Institut s'est donné pour mission de défendre les droits de l'homme, la liberté de la presse et la libre circulation de l'information. Il vient ainsi de protester contre les mesures récentes prises par le gouvernement turc à l'encontre de la liberté de la presse.

écrite et audiovisuelle. Les débats porteront principalement sur la naissance de la démocratie en Europe centrale et en Europe de l'Est. Y participeront notamment le chancelier autrichien Franz Vranitzky, le ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie M. Jiri Dienstbier, Adam Michnick (*Gazeta de Varsovie*) etc. Ils seront présidés par M. André Fontaine.

L'IIP débattait aussi de problèmes d'environnement et de la drogue. M. René Dumont, déjà invité lors de la dernière assemblée de l'IIP à Caracas l'an dernier, interviendra sur le premier thème tandis que le journaliste colombien Enrique Santos (*El Tiempo*) témoignera du trafic de la drogue en Amérique latine. Plusieurs personnalités politiques, comme M. Jacques Chaban-Delmas et Michel Noir, M^{me} Catherine Trautmann, etc. participeront en outre à cette assemblée de l'IIP.

Reed International rachète « Stratégies »

Le groupe d'édition britannique Reed International a annoncé, le mercredi 25 avril, le rachat, pour 181 millions de francs, de la totalité du holding français Marketing Finance SA, qui publie notamment l'hebdomadaire *Stratégies*, et de 19,9 % de sa société sœur Marketing Finance Développement SA, qui édite aussi plusieurs journaux professionnels dont le *Journal des médias*.

MM. Henri Nijdam et Nicolas Tassy, les deux fondateurs, continueront d'assurer la direction des deux sociétés et de détenir le reste

du capital de la seconde. Ils pourront recevoir une compensation supplémentaire allant jusqu'à 45 millions de francs en fonction des performances futures du groupe, indique Reed, qui précise avoir une option pour acquérir le reste de son capital.

Le groupe Reed édite quelque trois cents publications en Grande-Bretagne et aux États-Unis et assure l'organisation du MIDEM. Il emploie dix-sept mille salariés et son chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 13 milliards de francs.

Après vingt-quatre jours de grève

Blocage et inquiétudes à l'INA

Déjà quatre jours de grève et toujours pas d'issue en vue. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) traverse l'un des conflits les plus durs de son histoire. Un conflit né de revendications salariales, mais dont la vigueur même témoigne une nouvelle fois des maux de l'audiovisuel public. L'agitation a gagné, le 27 avril, la société française de production (SFP) où les syndicats ont appelé à un débrayage de trois heures « pour défendre les emplois, et le potentiel technique ».

Des slogans : « Filloud, des sous » ; de l'humour avec ces photo-montages tirés d'un malencontreux entretien dans lequel le PDG confie au mensuel *Maria-France* son amour des salades ; des piquets de grève bon enfant, qui jouent au *Scrabble* pour tuer le temps ; des dérapages aussi, quand une centaine de grévistes montent « séquestrer le studio », tambourinant les portes closes des bureaux de la présidence.

Officiellement, on ne négocie pas, la direction s'y refusant tant que « le droit et la liberté du travail sont bafoués » officiellement, on discute pour constater que les points de vue n'évoluent pas d'un iota.

L'INA ne répond plus. Faute des émissions d'archives dont l'Institut assure la conservation, France-Inter a dû suspendre l'émission matinale de Philippe Aloué et il s'en est fallu de peu que les chaînes ne puissent pas diffuser de rétrospectives pour la mort de Frédéric Rossif. Plusieurs dizaines de professionnels marocains en stage de formation ont été rapatriés. Le chantier du futur studio numérique est déserté. La paie des

occasionnels, elle-même, a failli ne pas être versée.

« La prolongation et les formes de ce mouvement m'inquiètent gravement », écrit le président Filloud dans une lettre adressée à chacun des 900 salariés, en s'inquiétant des « pertes de ressources de l'entreprise », des « annulations de commandes » et du « dévirement » en résultat pour un établissement public vivant à 75 % de recettes commerciales.

« Nous ne faisons pas expier à l'ancien ministre devenu PDG, sa démission loi de 1982 mettant fin au monopole de l'audiovisuel public », note, non sans une certaine ironie, M. Patrick Jardin, secrétaire CGT du comité d'entreprise. « Nous ne lui faisons même pas payer pour lui-même, le limogeage du directeur de la recherche, Pierre Musso, auquel il a procédé à peine arrivé (le Monde du 4 avril). Ce conflit est essentiellement salarial ».

L'attitude de la tutelle

Cette revendication était, il est vrai, la seule à pouvoir réunir employés et cadres de la société, ainsi qu'à pouvoir cimenter une unité syndicale d'autant plus indispensable que CGT et CFDT, présent ici, semblent, le même jour, se quereller. C'est seulement après avoir acquis la certitude que le mouvement de grève avait le pouvoir d'achat pour unique objet, que la CFDT a rejoint dans la grève la CGT et la CFDT - très minoritaire mais active - qui s'y étaient lancés.

Aux syndicats qui réclament une augmentation individuelle de 500 F par mois, une prime annuelle équivalant à terme à un mois de salaire moyen et un rattrapage du pouvoir d'achat depuis 1984, la direction propose depuis le 24 avril, l'attribution

sous des formes diverses de 2 400 francs annuels en moyenne à tous les agents de l'INA. Une offre améliorant de 20 % les propositions initiales, supérieures - même si l'on ne s'en vante pas - aux concessions obtenues par les salariés de Radio-France, et pour laquelle le président de l'INA a dû batailler ferme, obtenant, semble-t-il, un feu vert de Mitterrand, par-dessus la tête des ministres de tutelle. Sans résultat.

« Cette grève renvoie à deux grands thèmes de la politique gouvernementale, commente-on, tant à la CFDT-INA qu'à la Fédération nationale. Elle est au confluent du bilan catastrophique de la réforme de l'audiovisuel défendue par Catherine Tasca et du fiasco de la politique d'investissement aux résidus des entreprises. Le ministre de la communication devait transformer l'audiovisuel public en véritables entreprises. Au lieu de quoi, la politique sociale est bloquée de tous côtés ».

Ainsi, le réjet en février dernier par la « tutelle » du plan d'investissement préparé par l'ancien président de l'INA a-t-il été ressenti comme une véritable provocation. Cette interprétation fait surgir le cabinet de M^{me} Tasca, où l'on met en avant « l'impossibilité de faire autrement qu'aux gains de productivité et pas, comme l'avait prétendu l'INA, au budget de la redondance qui lui est dévolu chaque année. Ce réjet purément technique et provisoire ». Un nouveau texte est d'ailleurs en cours de rédaction.

« Attention, note toutefois un cadre de l'Institut, si les salariés les moins bien payés - ceux gagnant moins de 10 000 francs par mois - sont naturellement sensibles au mot d'ordre unitaire des syndicats, la mobilisation exceptionnelle de l'encadrement démontre l'existence d'interrogations sur le devenir et le rôle même de l'Institut ». L'INA perçoit moins de 2 % du montant annuel (120 millions de francs), moins que les 4,5 % perçus par l'Etat au titre de la TVA.

Les incertitudes pesant sur l'avenir de l'archivage de l'actualité - que les chaînes privées semblent vouloir assumer elles-mêmes - le conflit autour du dépôt légal de l'audiovisuel (le Monde du 25 mars), les conséquences jugées désastreuses des décrets Tasca sur la production publique ainsi que l'épuisement du fond d'archives commercialisables, menacent à terme la plupart des activités traditionnelles de l'INA. Entre une SFP essouffée et un pôle Antenne 2-FR 3 qui ne sait pas où il va, l'Institut s'interroge aujourd'hui sur son avenir.

PIERRE-ANGEL GAY

Filiale d'Europe 1 et de la Caisse des dépôts

Europa Plus émettra en russe sur Moscou

La société Europa Plus, dont le capital est réparti entre Europe 1 (34 %), Georges Poirel (33 %), la Caisse des dépôts (23 %) et Précom Ouest-France (10 %), a conclu, mercredi 25 avril, avec le comité soviétique pour la radio-télévision (Gosteleradio) un accord de partenariat pour créer une radio commerciale à Moscou. La station, qui revêtira la forme d'une société mixte au capital de 500 000 roubles (5 millions de francs au cours officiel), contrôlée à 51 % par la société française, sera mise en ondes dès lundi 30 avril en FM et en stéréo. Elle disposera d'un émetteur de 15 kilowatts et arrosera Moscou et sa région sur un rayon de 200 kilomètres. Baptisée Europa Plus Moscou, elle se présentera, selon les responsables de Gosteleradio, comme « la radio de la nouvelle génération de la maison commune européenne ». « La radio de la perestroïka », préférent leurs interlocuteurs soviétiques.

Diffusant au départ six heures par jour de programmes en langue soviétique - préparés en collaboration avec Europe 2 - Europa Plus Moscou prolongera peu à peu sa durée d'émission jusqu'à atteindre dix-neuf heures par jour. Un programme composé essentiellement de musique et d'informations très courtes destinées aux jeunes.

Son lancement - dont le calendrier semble avoir été quelque peu bousculé par l'annonce rapprochée de différents projets franco-soviétiques - a été salué par la télévision nationale. Conscients cependant de la confusion croissante en France dans les milieux professionnels, les responsables de Gosteleradio ont officiellement demandé au conseil des ministres d'URSS d'arbitrer le problème de la compétence en matière de distribution de fréquences. Ils estiment que ce rôle leur revient de plein droit, le régime étant celui du monopole de la radiodiffusion. Une compétence que le ministère des télécommunications revendique également, lui qui a annoncé, récemment, la signature d'un accord avec Pierre Béranger pour la création d'un réseau de stations FM sur tout le territoire (le Monde du 10 avril).

A. Co.

Nouvelle Renault 21

Que ne ferait-elle pas pour partir avec vous.

ARGUS + 6000 F*

Reprise Argus + 6000 F ou 6000 F TTC minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 21. Conditions générales Argus.

Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

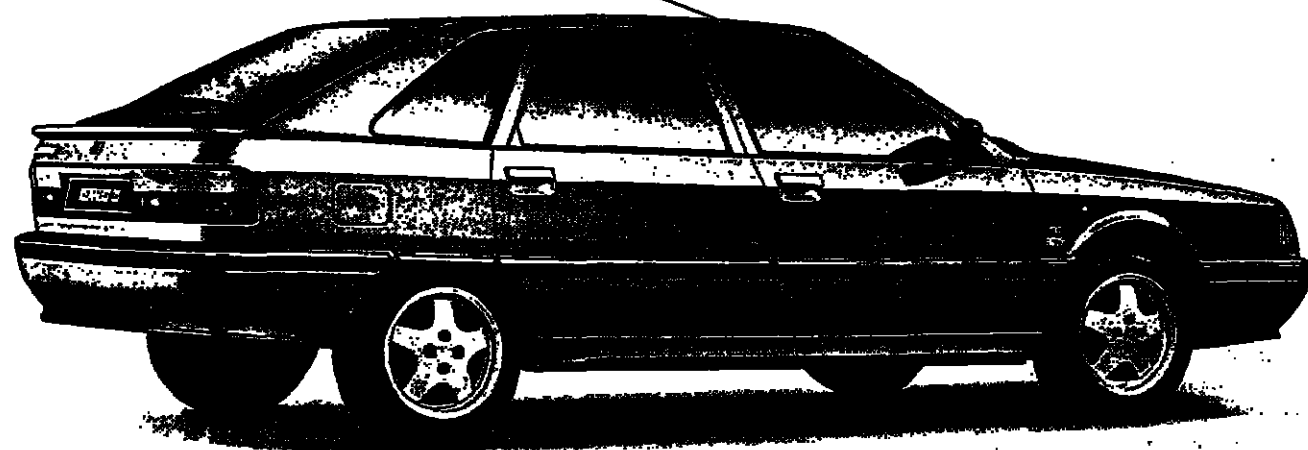
CRÉDIT 10,6 %**

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec apport minimum de 20 % sur toutes les Renault 21. Ex: montant financé 10000 F, 1^{re} échéance de 1001,95 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit : 10703,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 % sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois.

EQUIPEMENTS A PRIX EXCEPTIONNELS*

Équipements à prix exceptionnels : économisez 90 % sur le prix des équipements en option, dans la limite de 6000 F, pour l'achat d'une Renault 21.

Ces offres sont réservées aux particuliers et concernent les Renault 21, 4 ou 5 portes et 21 Nevada (V.P. neufs).



* Ces 2 offres ne sont pas cumulables. ** Sous réserve d'acceptation par la DIAC RCS Nanterre B 702 002 221.

JUSQU'AU 30 AVRIL CHEZ RENAULT

RENAULT

Bouygues se lance dans le cinéma

Après l'échec des négociations entre Bouygues et Havas (le Monde du 18 avril), le premier groupe mondial de travaux publics a décidé de se lancer, seul, dans la production cinématographique. La société Arche Cinéma Production, filiale à 100 % de Bouygues, sera présidée par M. Francis Bouygues qui, en se retirant, il y a quelques mois de la présidence de son groupe, avait annoncé vouloir se consacrer davantage à la communication. La direction générale va à un professionnel du secteur, le producteur Jean-Claude Fleury qui a notamment associé son nom à Pinot simple fil, Le coup de sirinco ou Diabolo Menthé.

Le montant du capital d'Arche Cinéma Production n'a pas été rendu public. Le projet d'alliance entre Bouygues et Havas avait été présenté comme la tentative de créer en France une véritable « major » capable d'investir dans la production de plusieurs long métrages par an. Mais la réunion de l'actionnaire principal de TF 1 et de celui de Canal Plus avait soulevé les inquiétudes des autres producteurs cinématographiques. Après sa rupture avec Bouygues, Havas qui avait déjà cherché à racheter Pathé, ne devrait pas abandonner sa volonté d'investir dans le cinéma.

Le Monde

A partir du 28 avril, la rédaction du journal s'installe dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falgaïère
75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone :

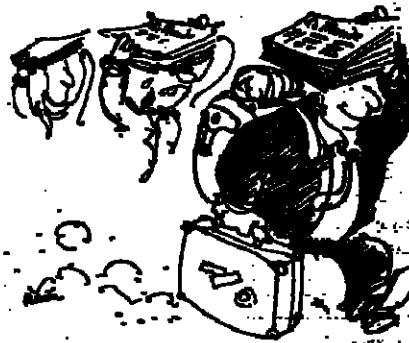
(1) 40-65-25-25

Télécopieur :

(1) 40-65-25-99

Téléc :

206 806 F



ENVIRONNEMENT

M. Michel Rocard

L'ancien ministre de l'Environnement, M. Michel Rocard, a annoncé, mercredi 25 avril, qu'il ne se présentera pas aux élections législatives de la Seine-Saint-Denis, mais qu'il se présentera à la mairie de Paris. M. Rocard a déclaré qu'il ne se présentera pas à la mairie de Paris, mais qu'il se présentera à la mairie de Paris.

Du tournesol

Malgré la pluie qui depuis le week-end a empêché les agriculteurs de semer le tournesol, les agriculteurs de la région de Paris ont commencé à semer le tournesol. Les agriculteurs de la région de Paris ont commencé à semer le tournesol.

Le « bilan vert »

Le cours de la séance de jeudi a été marqué par le « bilan vert » de l'Assemblée nationale, le secrétaire d'État à l'Environnement, M. Michel Rocard, a du répondre à une question posée par un député. M. Rocard a répondu que le bilan vert de l'Assemblée nationale est positif.

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 2

14 La journée-souvenir de la déportation
Le trouble des juges d'instruction

Un nouveau syndicat de policiers
15 Jérôme Savary et le swing des années noires

Hommage de Bertrand Tavernier à Dexter Gordon
16 Photo : l'image mythique de Gilles Caron

Un congrès national marqué par les polémiques sur l'immigration

SOS Racisme cherche un second souffle



Le troisième congrès national de SOS-Racisme, les 28, 29 et 30 avril à Longjumeau (Essonne), se conclut par l'adoption d'un « manifeste pour l'intégration ». Après avoir été secoué par l'affaire du foulard islamique, le mouvement présidé par Harlem Désir doit tenir compte non seulement d'un mauvais climat social, marqué par des agressions contre des immigrés et des propos antisémites, mais par les critiques dont il est lui-même l'objet.

Harlem Désir porte toujours, au revers de la veste la célèbre petite main (« Touche pas à mon pote ») qui avait conquis la France en 1985 et donné naissance à son mouvement. Mais l'euphorie des débuts a cédé la place aux interrogations d'un public de plus en plus exigeant. « Depuis quelques temps, il devient impossible de se faire entendre, constate le président de SOS-Racisme. Tout ce que nous disons, tout ce que nous faisons est mal interprété. Comme si l'on cherchait à nous transformer en bouc émissaire... »

Ses visites dans les écoles, le mois dernier, à l'occasion de la semaine contre le racisme, ont soulevé une tempête. Si le Front national s'est empressé de dénoncer cette « provocation », beaucoup d'autres, à droite et même à gauche, ont reproché à Harlem Désir d'attiser le racisme au lieu de le faire reculer. « C'est pourtant la troisième année que nous accomplissons ce genre de visites dans les écoles, avec toutes les autorisations nécessaires... », s'étonne le président de SOS.

Au gouvernement, on ne cache

pas un certain agacement. Pourquoi Harlem Désir tire-t-il à boulets rouges sur la « non-politique » d'intégration des immigrés, alors que plusieurs comités interministériels viennent d'être créés à ce sujet et qu'il a été mis en place un Haut-Conseil et un secrétariat général à l'intégration ? SOS-Racisme se voit-il à ce point dépité de n'avoir pas obtenu la création d'un « ministère de l'intégration » qu'il réclame ?

Harlem Désir renvoie la balle à « ceux qui ont les leviers de commande ». Il les accuse d'abord d'avoir « perdu dix-huit mois, sans rien faire, persuadés que les choses allaient se résoudre toutes seules, parce que le Front national n'était plus représenté à l'Assemblée et parce que la France connaissait de nouveau une période de croissance ». Il a fallu, dit-il, l'affaire des foulards pour que le gouvernement se réveille enfin et s'intéresse au sort des immigrés. Mais, depuis lors, on n'aurait eu que « des effets d'annonce, sans résultats tangibles ». Le gouvernement ne consacrerait que des moyens dérisoires pour aider ceux, comme SOS, qui agissent sur le terrain en faveur de l'intégration. « Pour venir en aide à 440 quartiers en difficulté, la dotation à la ville ne peut compter que sur 1,5 milliard de francs. C'est absurde... »

Il faut bien constater cependant que SOS-Racisme lui-même traverse un moment difficile. Le mouvement ne s'est toujours pas remis de l'affaire des foulards. D'un conflit local, à Creil, il avait contribué — avec le MRAP — à faire un débat national, mettant l'accent sur le racisme anti-arabe, sans tenir compte d'autres aspects (intégrisme musulman, statut de la femme, etc.) auxquels beaucoup de Français, à gauche comme à droite,

allaient être très sensibles. SOS a ensuite légèrement rectifié le tir, en insistant sur le rôle irremplaçable de l'école publique pour « résister à l'obscurantisme ». Mais il était un peu tard. Harlem Désir constate aujourd'hui : « Le débat confus sur le foulard a brouillé la perception de notre message... »

Le mouvement est victime aussi du discrédit qui frappe l'ensemble de la classe politique. Certes, il appartient à la « société civile » et se situe, depuis sa naissance, en opposition aux partis. Mais, qu'il le veuille ou non, SOS-Racisme

fait partie du paysage politique. Nul n'ignore d'ailleurs ses liens avec certains cercles socialistes et ses bonnes relations avec l'Elysée. Un de ses membres les plus en vue, Julien Dray, n'est-il pas député PS de l'Essonne depuis 1988. Un député atypique sans doute, qui agace ou inquiète beaucoup de ses collègues, mais qui contribue à donner à SOS-Racisme l'image d'un mouvement proche des socialistes et même engagé dans leurs batailles internes.

Cinq ans après sa création, SOS-Racisme subit — et c'est normal —

les effets de l'âge. Il n'est pas facile de se renouveler en permanence, surtout quand on a démarré si fort. Un autre mouvement, France Plus, commence d'ailleurs à faire concurrence à celui d'Harlem Désir, en employant à peu près les mêmes méthodes : des appuis dans les milieux politiques et une utilisation constante des médias. Pour contrer SOS, certains n'hésitent pas à se servir de cette deuxième association, constituée de beurs et d'enfants de beurs, dont le cheval de bataille est l'engagement civique.

SOS-Racisme conserve cependant un nom, une « marque » pour ainsi dire, à faire rêver bien des publicitaires. Le mouvement présidé par Harlem Désir est encore capable de mobiliser beaucoup de jeunes, et pas seulement pour des concerts gratuits. Il sait surprendre, rebondir, trouver de nouveaux thèmes et élargir en permanence son champ d'action. Regardant au-delà des frontières de l'Hexagone, il lance avec la même fougue des campagnes contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre l'intégrisme en Algérie ou en faveur de la démocratie à l'Est.

Quelle intégration ?

SOS a fait des petits. A ses dix-huit mille adhérents déclarés en France, s'ajoutent désormais une dizaine de milliers à l'étranger. Le mouvement vient même de franchir l'ex-rive de la mer : des jeunes de RDA de Hongrie et de Roumanie, qui envisagent de créer des groupes similaires dans leur pays, sont présents au congrès de Longjumeau. Ils apprendront que le prochain congrès public de SOS-Racisme, le 9 juin prochain, se fera en duplex avec Moscou et peut-être avec Prague.

Parmi les autres invités annoncés figurent le leader algérien Hocine Ali Ahmed et Daniel Cohn-Bendit. Du côté français, on attend la participation d'Antoine Waechter, le chef de file des Verts, du Docteur Salem Kaci, maire-adjoint de Roubaix, et de Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). Sans compter, bien sûr, les abonnés, piliers de la tribune, amis de la première heure : Bernard-Henri Lévy, Marc Hauser, Pierre Bergé...

Après avoir beaucoup parlé de racisme, SOS s'est donné comme leitmotiv l'intégration. L'ennui est que tout le monde a adopté ce terme, y compris des gens comme Charles Pasqua, ancien promoteur de chartes pour le Mali, et Valéry Giscard d'Estaing, qui donne l'impression depuis quelque temps de chasser sur les terres du Front national. « Aujourd'hui, tous les mots sont piégés, affirme Harlem Désir. Il y a une grande confusion dans les esprits. Personne ne sait plus comment parler de l'immigration... »

Dans son « manifeste de l'intégration », le congrès de Longjumeau insistait sans doute sur deux thèmes : la Ville (en refusant les « ghettos ») et l'École (en insistant sur l'égalité). Cela dit, il faudra bien que SOS-Racisme précise ce qu'il entend exactement par intégration. Car autant ce terme est clair sur le plan économique, autant il prête à confusion sur le plan social et culturel.

Partis d'un cri du cœur (« Touche pas à mon pote ! »), Harlem Désir et ses amis se trouvent contraints, cinq ans plus tard, de définir un modèle de société. C'est d'autant moins facile que l'opinion semble être aujourd'hui beaucoup plus en phase avec les défenseurs de l'identité nationale qu'avec les partisans du brassage et de la diversité.

ROBERT SOLÉ

ENVIRONNEMENT

La lutte contre la sécheresse

M. Michel Rocard crée une « cellule nationale de crise »

Au conseil interministériel sur l'eau réuni à Matignon, jeudi 26 avril, M. Michel Rocard, premier ministre, a annoncé cinq mesures pour remédier aux conséquences de la sécheresse. Tout d'abord, est créée une « cellule nationale de crise », qui se réunira à Matignon en cas d'urgence avec les administrations concernées (Environnement, qui assure le secrétariat, Intérieur, Agriculture, Transports, Santé, Finances). En temps normal, c'est toujours la mission

interministérielle de l'eau qui suit le dossier. Une convention nationale va d'autre part être signée avec EDF, qui s'engage à mettre ses réserves hydrauliques à la disposition des autres usages de l'eau en cas de besoin. Quant aux travaux à entreprendre pour augmenter la ressource en eau, ils bénéficieront d'une « procédure simplifiée d'affectation des crédits budgétaires » qui permettra l'ouverture immédiate des chantiers. Une campagne d'information

sera menée dans les départements ou sur tout un bassin fluvial afin d'inciter la population à économiser l'eau. Les entreprises seront invitées à éviter les rejets polluants qui, en période de basses eaux, peuvent être catastrophiques. Enfin, le gouvernement va demander à la Commission de Bruxelles une aide communautaire pour les agriculteurs contraints d'abandonner temporairement les cultures irriguées.

Du tournesol et des puits contre la soif végétale

Malgré la pluie qui depuis le milieu redonne quelque couleur à la végétation du Sud-Ouest, du Sud-est et du Centre, les agriculteurs s'attendent à un été sans eau, un nouvel été de sécheresse, la troisième en cinq ans. En Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, dans le Lauragais et la Montagne Noire, le déficit hydrique atteint déjà des proportions alarmantes, comme dans le Gers et le Lot-et-Garonne.

Face à cette nouvelle contrainte climatique, les exploitants arbitrent entre les cultures choisissant de préférence les moins gourmandes en eau. Ainsi la sole plantée en mai devrait-elle diminuer cette saison de 200 000 hectares dans l'ensemble du

pays. En remplacement du « sain jeune », les agriculteurs ont la tentation de semer du tournesol et du sorgho, dont les exigences d'irrigation sont nettement moins grandes.

Leur inquiétude porte maintenant sur les prix auxquels seront vendues ces cultures de substitution. Le Communauté a en effet fixé des plafonds de production au tournesol. En cas de dépassement, le tarif garanti est automatiquement baissé.

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, plaide actuellement auprès de Bruxelles le relèvement du plafond concernant le tournesol à l'occasion du « marathon » sur les prix agricoles, afin que soient prises en compte les

conditions climatiques exceptionnelles frappant le monde paysan. Les estimations des professionnels montrent qu'en cas de maintien du plafond actuel les prix du tournesol pourraient diminuer de 40 %...

Forer et stocker

Dans les régions les plus touchées, les agriculteurs se sont parfois unis en associations attribuant les tours d'eau, gérant les lacs collinaires et répartissant la rareté en fonction des besoins de chacun. Éviter la guerre de l'eau et répartir la rareté sont à l'ordre du jour pour calmer au mieux la soif végétale.

Si les chercheurs et les agro-

nomes sont en mesure de développer l'agriculture sans sol, nul n'a encore trouvé le moyen de généraliser une agriculture sans eau. M. Nallet a maintes fois encouragé les exploitants à creuser de nouveaux puits en profondeur, à choisir plus opportunément les périodes d'arrosage. Les agriculteurs n'écourent pas à ce nouvel impératif qui concerne la société entière : considérer l'eau comme une ressource limitée et précieuse, qu'il faudra le cas échéant accepter de payer plus cher.

Forer et stocker, tel est le nouveau mot d'ordre des agriculteurs pour s'aider eux-mêmes, en attendant que le ciel...
ERIC FOTTORINO

Succès du téléthon organisé pour les victimes de Tchernobyl

Un « téléthon » de 24 heures organisé par la télévision soviétique au profit des victimes de la catastrophe de Tchernobyl a permis de collecter cinq millions de dollars et 70 millions de roubles (105 millions de dollars au taux de change officiel en liquide ou sous forme de médicaments et de marchandises diverses, rapporte vendredi 27 avril l'agence Tass).

Les contributions, en provenance d'une vingtaine de pays, s'élevaient de quelques roubles à un chèque de 500 000 dollars versé par une entreprise familiale australienne.

La compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a remis cent billets d'avion permettant de transporter des enfants irradiés dans des centres de traitements spécialisés.

Le ministère ouest-allemand de la Défense a offert des soins médicaux gratuits dans un hôpital de RFA à dix personnes victimes de la catastrophe, précise Tass.

D'après le député soviétique Youri Tchatcharbak, qui a consacré un livre à la catastrophe de Tchernobyl, celle-ci a fait environ 300 morts, soit dix fois plus que le bilan officiel.

D'autre part un prélèvement de moelle osseuse effectué le vendredi 27 avril à l'hôpital Jean Minjot de Besançon, sur une femme de 42 ans souffrant, le même jour, d'une leucémie, a permis de constater qu'elle avait subi à plusieurs reprises le site irradié et que, aujourd'hui, elle souffrait d'une forme de leucémie.

SPORTS

FOOTBALL : finale de la coupe de l'UEFA. - A la suite d'incidents entre spectateurs lors du match de demi-finale de la coupe de l'UEFA, la commission de discipline de l'Union Européenne de football a décidé de suspendre pour un match le stade italien du club de la Fiorentina. La finale retour de la coupe devra donc être disputée le 16 mai sur un stade distant d'au moins 300 kilomètres de Florence.

HIPIPISSME : remise en liberté d'un entraîneur inculpé de dopage. - L'entraîneur de trottateurs Jean Kruthof, inculpé de tentative de fraude et d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses, (Le Monde du 24 mars) puis

Résultats

TENNIS

TOURNÉE DE MONTE-CARLO (premier de série de jeudi 26 avril)
Sánchez (Esp.) bat Forget (Fra.) 6-2, 6-2, 6-2.
Sánchez (Esp.) bat Forget (Fra.) 6-2, 6-2, 6-2.
Lacoste (Fra.) bat Garmy (Esp.) 6-3, 6-4.
Sánchez (Esp.) bat Forget (Fra.) 6-2, 6-2, 6-2.
Sánchez (Esp.) bat Forget (Fra.) 6-2, 6-2, 6-2.
Sánchez (Esp.) bat Forget (Fra.) 6-2, 6-2, 6-2.

MARIANNE FAITHFULL

"Elle promène son destin comme un manteau de fourrure"

CONCERTS EVENEMENTIELS A LA CIGALE

GÉRIDA

Les 4 et 5 Mai à 20H

Nouvel Album Live "BLAZING AWAY". Une véritable autobiographie musical, incluant les titres : "Ballad Of Lucy Jordan", "Sister Morphine", "Les Prisons Du Roy" (Edith Piaf)



Bouygues se lance dans le cinéma

Après l'achat des droits de distribution de la série télévisée "Les Maîtres de la Terre" par Bouygues, le groupe s'apprête à lancer une production cinématographique. Le directeur général de Bouygues, Jean-Louis Bouygues, a annoncé que le groupe allait produire un film d'action, "Les Maîtres de la Terre", qui sera distribué par Bouygues. Le film sera réalisé par un réalisateur français et sera basé sur une histoire de Bouygues. Le groupe Bouygues a également annoncé qu'il allait produire une série télévisée, "Les Maîtres de la Terre", qui sera diffusée sur France 1.

Le Monde

15, rue de Valenciennes
75001 PARIS CEDEX 01
Téléphone : (01) 46 36 26 27
Télécopieur : (01) 46 36 26 28
Fax : (01) 46 36 26 29
Site web : www.lemonde.fr

CULTURE

Le Syndicat unitaire de la police républicaine ASP réunit les policiers en tenue dans une seule organisation

Après un long combat, le Syndicat unitaire de la police républicaine (ASP) a réuni les policiers en tenue dans une seule organisation. Cette victoire a été obtenue après de longues négociations avec le ministère de l'Intérieur. L'ASP, qui regroupe les policiers de la rue, a obtenu le droit de négocier collectivement avec l'État. Cette reconnaissance est une étape importante dans la lutte pour les droits des policiers. Les membres de l'ASP ont exprimé leur satisfaction et leur engagement à continuer de défendre les intérêts de la police républicaine.

Le rôle de la loi d'administration certaines juges d'instruction

Le rôle de la loi d'administration est un sujet complexe qui touche à la fois à la justice et à l'administration. Les juges d'instruction jouent un rôle crucial dans l'application de la loi. Ils doivent veiller à ce que les procédures administratives respectent les principes de justice et de transparence. Cette tâche est essentielle pour garantir l'équité et l'efficacité du système judiciaire.

Le rôle de la loi d'administration est un sujet complexe qui touche à la fois à la justice et à l'administration. Les juges d'instruction jouent un rôle crucial dans l'application de la loi. Ils doivent veiller à ce que les procédures administratives respectent les principes de justice et de transparence. Cette tâche est essentielle pour garantir l'équité et l'efficacité du système judiciaire.

THÉÂTRE

Swing des années noires

Jérôme Savary fait revivre, chanter et swinguer
les dandys des années 40 dans sa comédie musicale « Zazou »

L'histoire se passe pendant les années noires, l'époque où la France est occupée par les Allemands. C'est à Paris, dans le quartier de Montmartre, que se déroule l'action. Les personnages sont des jeunes gens, des dandys, qui tentent de survivre et de résister à l'occupation. La comédie musicale « Zazou » de Jérôme Savary raconte leur histoire avec humour et émotion. Les chansons, composées par Savary, sont des tubes de l'époque, qui ont fait de « Zazou » un succès.



Affiche de la comédie musicale Zazou

chers de la Libération, au Saint-Germain des Églises, au boulevard de la Chapelle, à l'indochinoise, à une plage méditerranéenne où viennent planer les hippies. L'histoire se passe entre 1942 et 1944, puis de 1945 à 1955, plus un épilogue en 1967.

Affiche de la comédie musicale Zazou

Relève de générations

Après de telles élections, les jeunes socialistes ont gagné. C'est une victoire importante pour le parti. Les jeunes socialistes ont montré qu'ils étaient prêts à prendre la relève et à continuer la lutte pour la justice et la liberté.

Une rigueur surprenante

Sur la scène de Chaillet, les vêtements sont jolis, drôles, éclatants. Les costumes sont conçus pour mettre en valeur les personnages et leur histoire. Cette attention aux détails est une marque de la rigueur et de la créativité de l'équipe de production.

Le carnaval Hugo

L'équilibre instable de grandes marionnettes illumine « Hernani », au Théâtre du Ranelagh

Paul Claudel, à quatre-vingt-sept ans, a écrit « Hernani ». C'est une œuvre majeure de la littérature française. Le drame raconte l'histoire d'un jeune homme, Hernani, qui se bat pour la liberté et la justice. L'œuvre est célèbre pour son langage poétique et ses personnages complexes.

La charge affective, l'irradiation, ne repose pas seulement sur l'instabilité des forces entre le couple des « petits humains » et celui des « grands de ce monde ». L'instabilité est au cœur de l'œuvre, elle est ce qui donne à « Hernani » sa puissance et son impact.

charge de faire évoluer, sur la pente du décor, l'échafaudage instable et rigide de Don Carlos et de Don Ruy Gomez font que l'attention du spectateur est en alerte, est suspendue à cet équilibre d'équilibre, de vie. Et la voix off, qui à travers les haut-parleurs donne le texte participe un peu d'une hallucination, d'une « voix ». Toutes ces perceptions s'assemblent, se fondent en un mirage lumineux où le poète d'Hernani gagne une « liberté d'âme ».

« L'âme du danseur »

Il faut peut-être reprendre le texte communément de Kleist, l'Essai sur les marionnettes. Il dit que, toujours, le centre de gravité des poupées est une ligne droite, ou presque droite, qui « reste énigmatique, n'étant rien d'autre que le chemin que fait l'âme du danseur ».

Le décor mobile de glaces et tubes d'acier est un peu compliqué, les comédiens ne sont pas tous des foudres de guerre de l'art dramatique, mais cet « Hernani » de demi-carnaval a quelque chose de captivant. Occasion de retourner, une fois de plus, dans ce si insolite Théâtre du Ranelagh, au climat de château hanté et de coiffeur d'illusionniste.

A noter qu'un procédé par infrarouge permet aux étrangers, mais aussi aux autochtones, d'écouter le poème de Hugo dans quatre langues. Et, par exemple, la scène des portraits en japonais, cela aussi mérite le détour.

ARCHAOS A LA VILLETTE
PROLONGATION JUSQU'AU 6 MAI
LOCATION: 48787500

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

TÉMOIGNAGE

Long tall, Dexter

A propos de Dexter Gordon, avec qui il a tourné « Autour de minuit », Bertrand Tavernier nous a envoyé son témoignage

Il est mort à minuit un quart (le Monde du 27 avril). C'est à cette heure aussi que nous avions terminé le dernier plan de « Autour de minuit » à Brooklyn. Les fins de tournage sont habituellement des dédicaces, et j'étais parti tout seul dans la nuit, quand j'ai soudain entendu sa voix : « Lady Bird, combien de temps est-ce qu'il me faudra pour sortir de ce film ? » Un an après, il m'avait téléphoné : « Lady Bird, je n'en suis pas encore sorti. » — « Moi non plus, Dexter. »

C'est de cela que j'ai envie de me souvenir. A un journaliste de film américain qui lui demandait s'il avait encore envie de jouer, il répondit que oui : « Mais un rôle moins difficile, moins ardu, moins exigeant. » Quand je lui dis que, après la déclaration de Brando, la seule chose qui pouvait lui arriver d'être élu président, il fit une longue pause, et : « Pas assez de temps pour m'installer. »

MUSIQUES

La force visionnaire de Svetlanov

Vendredi 20 avril au soir, salle Pleyel, Evgeni Svetlanov n'avait plus à défendre la cause désespérée de Khrennikov, pope stalinien de la musique (le Monde du 16 janvier), mais un somptueux programme russe pour « Prestige de la musique », avec l'Orchestre national de France.

Le chef russe a fait la conquête de l'Orchestre national, où manquant certains premiers pupitres, même si les instrumentistes ne sont pas à leur plus haut niveau, faute de chef permanent ; les cordes en particulier semblent avoir perdu de leur couleur et de leur homogénéité.

ARTS

Les pieds dans le plat

Une rétrospective Daniel Spoerri au Centre Georges-Pompidou

En 1961, Daniel Spoerri utilisa pour la première fois son tampon « Attention œuvre d'art Daniel Spoerri ». Dans ses restaurants-galleries, à Paris ou Düsseldorf, il concoctait des « potages lettrés ». Les critiques assuraient le service. C'était le temps des copains. Au Centre Pompidou, pour sa première rétrospective depuis 1972, le maître de l'« art » convie son monde à une grande fête païenne, avec au menu, quelque cent cinquante œuvres : Tableaux-pièges, Dérompre l'œil, assemblage d'objets quotidiens ou bizarroïdes, moulages, Conserve de magie à la noix, Originaux en série, etc.

Spoerri vide le panier des chineurs Rive Gauche (voir la pièce Marché aux puces), narque les touristes (la Princesse Dani, Ethnosyncrétisme), fixe son époque à partir d'épave-légumes, de coquillages, de carcasses de tortues, d'escarpements fous et de planches pourries. Comme les premiers « bébés » qui dans leurs rapports compliqués avec la mode et l'argent s'habillaient avec des combinaisons de pompiers teintes en mauve et finissaient par porter les manteaux-surpléens de Castella-Jean, Spoerri, vaillant missionnaire de l'avant-garde, cultive à merveille l'art de la fripe et de la récupération. Une tapiserie en polyester, d'un kitsch barbesien sort de chez lui maquillée, trafiquée, déformée.

ARCHAOS A LA VILLETTE
PROLONGATION JUSQU'AU 6 MAI
LOCATION: 48787500

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 6 mai.

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

L'image mythique de Gilles Caron

Vingt ans après sa disparition, le Musée de l'Élysée à Lausanne rend hommage au plus grand photoreporter des années 60

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

De Gilles Caron, nous gardons une image mythique. Celle d'un photographe au profil météorique, parcourant la France et le monde avec frénésie, toujours présent là où il faut, à Prague, à Saigon, à Belfast ou au Biafra, couvrant les conflits de la fin des années 60 plutôt mieux que ses pairs, pour disparaître à l'âge de trente ans, quelque part sur une route de Phnom-Penh, le 5 avril 1970 exactement, laissant derrière lui, après seulement trois ans d'agence Gamma, huit reportages exemplaires, quelques images célèbres — tel ce portrait de Daniel Cohn-Bendit menaçant un CRS dans le Paris de mai 68 — et la réputation d'être « le numéro un français » du photojournalisme (1).

Si la vie n'est pas un roman, celle de Gilles Caron y ressemble étrangement. Né le 3 juillet 1939 d'un père français qui passe son temps à voyager et d'une mère écossaise, le jeune Caron rêve de boulimier en écoutant son frère raconter sa guerre de Corée et la révolution chinoise. Avec de très antécédents, il parcourt l'Europe en stop dès l'âge de quinze ans et se retrouve en Inde deux ans plus tard. Avec son petit gabarit — 1,62 m pour 57 kg — il veut devenir jockey, un projet qu'il abandonne après avoir obtenu sa licence de gentleman-riding. Une rencontre avec le fils d'André Derain le pousse à suivre les cours de l'école du Louvre.

Parachutiste confirmé — 120 sauts en ouverture commandée, il est incorporé en 1960 contre son gré dans un régiment colonial qui se bat en Algérie. Il refuse de combattre après le putch des généraux, ce qui lui vaudra deux mois de prison. De retour à Paris, il trouve un emploi dans une galerie de peinture et découvre la photo. Il a vingt-quatre ans.

Si la vocation est tardive, l'association est fulgurante. Après quelques essais de portraits — sa femme et sa fille lui servent de modèles — avec une vieille Retinette Kodak, et des recherches plastiques qui l'amènent à copier William Klein, il devient assistant chez un photographe de publicité,

où il apprend les rudiments de la technique. L'agence Apis lui fait découvrir le reportage. Premier scoop : il surprend, en bon paparazzo, un témoin de l'affaire Ben Barka. Huit heures de « planque » lui ouvrent la voie de France-Soir.

Raymond Depardon remarque pour la première fois Gilles Caron lors de l'incendie de Feyzin, une raffinerie près de Lyon, en 1966 : « J'étais étonné par sa façon de bouger, sa rapidité. Je ne voyais pas ses photos, mais je me disais que ça devait être bien. Je l'ai retrouvé sur un conseil des ministres. Il lisait le Monde, c'était rare à l'époque parmi les photographes. Il était toujours devant avec son Barbery et ne faisait de cadeau à personne. » Les deux photographes se croisent sur des sujets « parisiens », se perdent de vue — notamment lorsque Gilles Caron s'essaye à la photo de mode dans le studio de Giancarlo Botto — et se retrouvent pour s'embarquer dans l'aventure Gamma en 1967.

L'agence Gamma a révolutionné la profession en offrant au photographe un statut digne de ce nom : choix des sujets, intérêt aux ventes et signature dans la presse. Gamma, devenue en trois ans la première agence photographique du monde, a aussi révélé une nouvelle génération de reporters — Depardon, Bureau, Dejean, Laffont, Nogués, Simonpietri, Vassal, Anderson, — dont Gilles Caron était le leader.

Les maîtres mots de cette école sont rapidité, responsabilité et polyvalence. « Il faut d'abord y aller, on verra après », affirme Gilles Caron ; aussi, prend-il de vitesse tous ses confrères et concurrents pendant la guerre des six jours. Responsable, il l'a toujours été. Raymond Depardon, qui rend hommage à son ami disparu, note : « Tu es toujours été avant un journaliste qu'un photographe, nous donnant l'exemple d'un nouveau photojournalisme, mieux informé, plus symbolique, plus engagé, qui enfin prenait parti, contre la violence, contre la guerre, toujours (2). » Responsabilité encore quand il « sent » venir les événements de Londonderry en Irlande, en août 1969, en lisant une nouvelle brève

dans le Monde. Il prendra les meilleures photos, et le grand Don McCullin, photographe au Sunday Times Magazine, demandera à la ronde : « Quel est ce Français qui nous fait chier ? »

Comment exposer les photojournalistes ?

Vingt ans après la disparition du photographe, le Musée de l'Élysée à Lausanne a la judicieuse idée de lui rendre hommage, en un cadre aussi paisible que les photos sont tumultueuses. C'est bien là le seul mérite de cette exposition, pour le moins ratée.

Passons sur l'accrochage foireux. On sur le fait que les organisateurs se sont surtout contentés de reprendre le découpage du livre de Raymond Depardon (2), allant même jusqu'à présenter les photocopies du texte qui, cohabitant pour l'albun, n'est pas du tout adapté à l'exposition. Si l'on trouve bien quelques superbes photos oubliées — Georges Pompidou aux journées parlementaires du groupe UDR en 1969, un mariage dans une église du Biafra bouillie à enquer — il est regrettable d'avoir limité cet hommage aux huit grands reportages de Caron, donnant de lui une image partielle, quand on sait qu'il a réalisé, rien que pour Gamma, près de quatre cents sujets en France et à l'étranger.

Cette exposition montre surtout combien le seul accrochage classique — « belles » photos, tirages soignés et présentation sous marbre-louise — est absurde quand on applique au travail des photojournalistes, au point de donner une fausse image de leur travail. La redoutable efficacité de Caron s'inscrit dans la presse. Pour comprendre son œuvre et éviter la banalisation des reportages-choix, l'exposition demande une adaptation.

C'est le desservir que de vouloir traiter Gilles Caron de la même façon qu'Henri Cartier-Bresson ou Robert Frank, de se montrer que ses « meilleures » photos en spéculant sur ce qu'il serait devenu s'il n'était pas mort si jeune. A ce petit jeu-là, le visiteur non averti ne comprend même pas pourquoi son travail était remarquable et personnel.



Jacques Duclos, par Gilles Caron

Les reportages « anodins » de Caron, les trois ou quatre petits sujets qu'il pouvait réaliser dans la même journée, ses échecs, ses sorties de conseil des ministres, ses planches de contact, ses photos en couleurs (qui n'en étaient pas vraiment), sa correspondance (il avait une belle plume), tout cela manque. Comme manquent les films réalisés par Depardon à ses côtés et les journaux télévisés de l'époque. L'époque, les années 60, tout un environnement. Voilà ce qui fait défaut à cette exposition. Il suffit d'observer la raideur du costume de Jac-

ques Duclos, si bien mis par le reporter, pour le comprendre. C'est un brouillon sans décor qui nous est présenté au bord du Léman.

MICHEL GUERIN

(1) Photo, mai 1970.

(2) Gilles Caron reporter, par Raymond Depardon, Chêne, 1978.

► « Hommage à Gilles Caron », Musée de l'Élysée, 18, avenue de l'Élysée, Lausanne, fermé le lundi. Jusqu'au 3 juin 1990.

CINÉMA

Les équivoques de la nuit

« Blue Steel » de K. Bigelow

La main pose la casquette de cuir sur les cheveux courts, bouche à ciseaux, boutons de la chemise bleue... Rituel d'habillage décapé, mais traditionnel. Mais ici, les boutons de la chemise se tendent sur la poitrine. Le flic est une femme, nommée Megan Turner. Elle a le visage pur, fin, ambigu de Jamie Lee Curtis. Introuvable, Jamie Lee Curtis, au cours de sa première ronde de nuit, est confrontée à un hold up à main armée dans un drug store. Le type est dangereux, elle l'abat. Il laisse échapper son revolver, qu'un client barbu (Ron Silver) couche par terre avec les autres, ramassé et empoché, manifestement fasciné. Ce revolver manquant fera qu'on ne croira pas Jamie Lee Curtis quand elle affirmera que le type était armé. Elle est suspendue. Sa seule consolation, est sa rencontre avec un yppie courtois, élégant, cultivé. L'homme idéal. Mais c'est Ron Silver.

Elle ne sait pas et nous savons. Nous savons qui est l'auteur de la série de meurtres sans motif apparent, qui semblent être commis au hasard avec des balles portant gravé un nom : « Megan ». Nous savons, nous croyons savoir. Inquiète, Jamie Lee Curtis/Megan, passant outre sa mise à pied, mène son enquête. Dans la violence des rues, dans l'équivoque des nuits, quand le vrai et le faux sont les reflets d'une chose qui n'est ni vérité ni mensonge.

Kathryn Bigelow (connue pour *Aux frontières de l'au-delà*, histoire de vampires-punk, assez violente) donne de *Blue Steel* une analyse simplette. L'intrigue est banale, c'est vrai. On a déjà vu à plusieurs reprises des policiers attirés par de ravissantes suspectes. Mais cette fois la chasse à l'homme, c'est la femme qui la mène, et cette femme est Jamie Lee Curtis, avec son visage androgyne, son corps épanoui, son regard éperdu, sa force. Elle apporte l'indispensable élément de trouble, de séduction.

C. G.

FR3 et le théâtre. Un regard plus que complice.

Dimanche 20 h 35, 4^e Nuit des Molières.

Sur FR3, le théâtre n'est pas un vain mot et encore moins un art mineur. En effet, outre la diffusion des grandes pièces de théâtre, FR3 retransmet le 29 avril à 20 h 35, en direct du Châtelet et en exclusivité, la 4^e Nuit des Molières ; la grande nuit du théâtre réunissant tous les comédiens et comédiennes et récompensant les meilleurs talents. La 4^e Nuit des Molières, c'est le dimanche 29 avril, c'est à 20 h 35 et c'est sur FR3.



صلى الله عليه وسلم



En guides littéraires, nous avons un peu entendu aux voyages, mais pas dans une contemplation respectueuse de la personnalité. Agatha Christie, tante des lieux. Mieux, avant que sa vocation littéraire ne soit de fait, Agatha Christie a été une archéologue. Max Mallouan. Caché dans quelque bétyle, on a fait des bouffes de cygne, la mort plus douce, la mort pour un instant le jour dans la quête de Peter.

La chose est sûre en tout cas, elle écrit une phrase sur la vie des Molières dont elle comparait les uns fatimés à de vulgaires chies de rocheef saignant en culinaire à faire frissonner esthètes qui dès l'aube qualifient dans le corridor la pour guetter ou se faire rendre par l'apparition à Khaznch. L'apparition à Khaznch. Elle ne se donne représentation que trois ou quatre d'heure par jour, que le soleil à l'aplomb de l'âge braque ses projecteurs la scène.

Est alors une cavalcade étonnante. Hissés sur des charres compatissantes ou dans des charrois, les chies, sommés en quelque de faire une entrée à l'aise se bousculent dans la sinuant dans une pénombre poussièreuse que mystère. Il faut lire les relations voyageurs du dix-neuvième siècle — hélas enfouies au plus profond des bibliothèques — qu'ils découvrent le Khaznch la ville « couchée morte » sur son cercueil de pierre. Une incursion méridionale, troisième siècle avant le premier siècle avant la grande Histoire, la chute éternelle disparat de la mémoire des hommes, jusqu'à « redécouverte » en 1872 par le Suisse devenu mahométain, Johann Burckhardt.

Tout au long du siècle, les chies furent très peu soulevés, l'expédition restant rigide. Effarouchés par les chies qui ont été dominés par les niches funéraires, les voyageurs font leurs observations, un d'ongt sur la détente de leur pistolet, l'autre main

Le Monde

SANS VISA

Pétra, cité des nomades

Comment
les Nabatéens,
grands dévoreurs
d'espaces,
ont-ils pu édifier
cette cité idéale ?
Voyage
en Jordanie
dans ce haut lieu
du pittoresque
et du mystère.



sont roses, rouges, orangées, ces chapelles funéraires qui, dans d'autres pays, seraient des palais ou des temples. Il semble que tout l'orgueil de ce peuple se soit reporté sur elles, dans un mélange de pitié et d'ostentation ; les rivalités des familles ne s'entendent plus, elles sont sculpées sur les grès merveilleux... » Dernières débauches de rêveries solitaires avant que les chercheurs ne prennent possession du site, et qu'aujourd'hui les parapentes ne tourment au-dessus du Deir.

**s'agitant autour d'une corbeille
fût-elle balayée par les vents de
sable, jouant aux « donneurs
d'ordre » à de multiples comp-
toirs installés dans tout
l'Orient jusqu'à Rome !**

Au croisement des pistes qui montaient vers le nord - les mêmes routes sont sillonnées aujourd'hui par des caravanes de camions poussifs - ou plongeait vers Gaza, la ville, tapie dans un cirque de montagnes, se greffait comme un appendice invisible, coffre-fort inviolable, engloutissant taxes et marchandises.

Au milieu de ces dernières, il y avait l'asphalte qui servait à l'embaumement des corps et dont les populations du Nil faisaient une consommation pressante « industrielle ». Il faut lire encore Diodore, qui raconte dans le détail la cueillette extravagante du bitume dans le lac Asphaltite (la mer Morte) dont les Nabatéens avaient le quasi-monopole. Chaque année, le bitume jaillissait des entrailles du lac et formait une croûte flottante. On en faisait des épaves.

Une autre culture faisait perdre couleur à l'argent, à l'or et au bronze de la région », annonçait l'éruption » vingt jours à l'avance. Alors les hommes montaient sur des radeaux de jonc, prenaient pied sur les îlots et les débitaient à grands coups de baches...

moins de 65 étapes de chameau. C'étaient autant de péages qui tombaient dans l'escarcelle nabatéenne. A Rome, tout arrivait au centuple.

Les rois de Pétra affaibliront de plus des prétentions territoriales. Aretas III (87-62 avant J.-C.) se fit proclamer roi de la quarantaine et de Syrie, avançant la querelle avec les Juifs qui n'avaient que mépris pour *« le royaume des chameliers »*. Cette fois, Rome se fâcha, et Pompée dépêcha son lieutenant Scaurus pour réduire cette poignée de commerçants. Celui-ci erra dans le désert sans même trouver la ville et n'eut d'autre solution que de composer avec Aretas. Moyennant un nombre respectable de sacs d'or, le second de Pompée fut remis sur la route de Rome où il commémora sa « victoire » à Pétra. On payait le vaincu pour lui enlever l'amertume de sa défaite.

Rome mit encore cent cinquante ans pour prendre sa revanche. La Nabatène perdit son indépendance après la mort de Rabel II (106 après J.-C.) pour devenir un simple numéro dans le catalogue des possessions romaines. Rome détourna le commerce vers Palmyre. Ce fut le début du déclin pour Pétra, qui malgré un séisme au quatrième siècle se maintint jusqu'à l'époque byzantine.


Curieusement, la naissance de l'islam la fit basculer dans l'oubli. Le site ne tenta plus que les anachorètes ou de rares voyageurs musulmans... Il ne restait que des pierres « qui n'ont même pas à attendre la mort et qui n'ont rien à faire que laisser glisser sur leur surface le sable, l'averse ou le ressac, la tempête, le temps » (Roger Caillouis).

RÈGLES GUYOTAT

Lire la suite page 19

(1) Albert Champdor.

L'EXPRESS COTIER
LA NORVEGE AUTHENTIQUE



11 navires
de Bergen
à Kirkenes.
Tous les jours.
Toute l'année.

SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de Voyages ou à
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36 rue Tronchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 42 36 65

11 navires
de Bergen
à Kirkenes.
Tous les jours.
Toute l'année.

BOAG

CINÉMA

Les équivoques de la mit

[illegible]

J'en ne sais pas et nous avons
tous savons qui est l'auteur de la
liste de meurtriers sans motif appa-
rent qui semblent être comme à
bord avec des balles point
vers un nom « Megan ». Nous
savons deux autres savoir, impli-
quer Jeanne Lee Curtis/Moynihan,
présentait autre sa mise à pied, une
jeune mademoiselle. Dans la violence les
autres dans l'équinoxe des nuit,
l'été du sang et le faux sont la
réalité d'autre chose qui n'est si
pas de son message

[illegible]

LES guides livrent l'Anapote avec un sourire entendu aux voyageurs perdus dans une contemplation respectueuse et craintive de la pierre du Sacrifice : Agatha Christie aurait hanté les lieux. Mieux, ils assurent que sa vocation littéraire y est née. De fait, Agatha accompagnait à Pétra un second mari archéologue, Mr Max Mallowan. Cachée derrière quelque bête, ou cernant des touffes de cytise qui rend la mort plus douce, la dame poursuivait un instant le visiteur dans sa quête de Pétra.

Une chose est sûre en tout cas : elle écrit une phrase assassine sur la cité des Nabatéens dont elle comparait les célèbres falaises à de vulgaires tranches de rosbœuf saignant. Vision culinaire à faire frissonner les esthètes qui dès l'aube s'enfourment dans le corridor du Siq pour guetter ou se faire surprendre par l'« apparition » du Khaznehi. L'« apparition » est exigeante. Elle ne se donne en représentation que trois petits quarts d'heure par jour lorsque le soleil à l'aplomb de la gorge brasse ses projecteurs sur la scène.

C'est alors une cavalcade bouffonne. Hissés sur des montures compatissantes ou ballotés dans des carrioles, les touristes, sommés en quelque sorte de faire une entrée à l'antique, se bousculent dans le Siq baignant dans une pénombre plus puissante que mystérieuse. Il faut se méfier des faux souvenirs du dix-neuvième siècle : béas enfoncés au plus profond des bibliothèques lorsqu'ils découvrent le Khazneh et la ville « couchée morte dans son cerceuil de pierre ». Après une incursion météorologique (troisième siècle avant J.-C., premier siècle après), dans la grande Histoire, la cité nabatéenne disparut de la mémoire des hommes, jusqu'à ce « redécouverte » en 1812 par un Suisse devant mahométan, Johann Burckhardt.

Tout au long du siècle, les visiteurs furent très peu nombreux, l'expédition restant risquée. Effarouchés par les Bédouins qui ont élu domicile dans les niches funéraires, les voyageurs font leurs observations, un doigt sur la détente de leur pistolet, l'autre main

crayonnant à la hâte les « mer-
veilles » qui s'amoncellent
sous leurs yeux.

Âgé de vingt-huit ans, voya-
geant sous le nom de Sheikh
Ibrahim, vêtu à l'orientale,
sorte de Lawrence d'Arabie
avant l'heure - il travaille
d'ailleurs pour le compte de la
Société d'Afrique de Londres -
Johann Burchardt se rend de
Syrie en Egypte lorsqu'il
entend parler, un voisinage du
Wadi Araba, d'une immense
cité en ruine. Il fait aussitôt
un voyage pour s'en approcher
au milieu des Bédouins de
plus en plus hostiles, et il
demande qu'on le conduise au
sommet du mont Haroun (le
tombeau supposé d'Aaron)
dont il soupçonne la proximité
pour y faire un sacrifice. Sui-
vi d'une chèvre, la petite
troupe s'engage dans une gorge
de plus en plus étroite.

Vision fugitive

Soudain, « un mausolée
craqua dans le roc se présente,
dont la situation et la beauté
ont été calculées pour produire
une extraordinaire impression
sur les voyageurs. Son état de
préservation est celui d'une
construction que l'on vient
d'achever. Les naturels l'appel-
lent le château du Pharaon,
bien que cela n'ait rien à voir
avec le style égyptien. Grande
semble avoir été l'opulence de
cette cité qui dédiait de tels
monuments à la déesse du
gouvernement. Le capitaine
Scott Burckhardt, qui fut
sous le coup d'une
intense émotion. « Je devais
paraître indifférent à toutes ces
splendeurs pour éviter d'être
aux yeux de mes guides
méfiant un magicien capable
de « sentir » des trésors et de se
les approprier par un artifice de
son art. »

Vision fugitive. Il est trop tard pour immoder la chèvre au sommet du djebel Haroun, et l'on fait demi-tour. « En comparant avec les témoignages des auteurs antiques, je pense qu'il s'agit des ruines de Pétra, mais je laisse la décision aux spécialistes », note encore modestement le voyageur.

Deux officiers de la Royal Navy, Irvin et Mangles, furent les deuxièmes à pénétrer sur le site en 1817. Au sommet du mont Haroun, ils poussent de nouvelles exclamations : « Au milieu d'un chaos de rochers,

Intermède d'un grincheux dans les années 1860, qui se demande pourquoi Rome a engagé des « *frais de décoration aussi extravagants* » dans ce désert de rocaille. Il s'appelle Paul Lenoir. Au débouché du Siq qui lui rappelle « *l'enfer de Dante* », un enfer dans lequel « *Orphée aurait dû coup s'embrasser chemin* », notre homme a quand même un instant de palpitation devant le Khazneh « *éclairé comme par un jet de lumière électrique rouge* ». Il remarque que les « *halliers* » du Parc sommitale dans laquelle « *les Arabes se figurent qu'un trésor est caché* ». Tout en surveillant du coin de l'œil des Bédouins menaçants - « *des brutes, dont on se demande s'ils ont une vie privée* » (!), - la caravane s'amuse.

On trace des hiéroglyphes farfelus pour tromper « les Champollions de l'avenir », on baptise à la peinture les principaux carrefours, « Wadi Mouffetard », « Guignol Square »... Il pleut sans arrêt depuis deux jours. Lenoir a « l'œil fatigué du papillotage des monuments », de ces « pâtisseries » décadentes, le Deir surtout, « le plus laid » par son architecture « indéfinissable », et il quitte sans regret ce « grand cauchemar rouge »...

On ne peut rester insensible au récit du comte de Kergerlay (1907), qui sait qu'il ne foule pas une simple garnison de luxe des légions romaines, mais bien la capitale nabatéenne. Jusqu'ici, l'on ne voyait que des monuments déposés sur une planète surchauffée. L'homme nabatéen commence à fasciner : *« Partout nous retrouvons cet amour de la nature, dans le choix du lieu, la pensée poétique, grande, noble, ne recherchant que la majesté dans les emplacements. »*

Kergorlay s'interroge sur « le metteur en scène » génial du Khazneq, sur « la ville des morts qui surplombe celle des vivants, la domine, l'écrase. Ces tombes sont la montagne elle-même. La richesse des colorations des grès, les splendeurs de leurs teintes, donnent aussi une impression poignante de surprise douloureuse ; elles

Les hommes roux de la Bible

Qui étaient donc ces Nabatéens ? Comment des nomades, grands dévoreurs d'espace, ont-ils pu édifier une cité « idéale » ? Telle est l'une des énigmes que pose ce peuple pressenti, l'étranger avant le quatuorzième siècle avant J.-C. : faut-il le chercher dans l'Arabie, dans une région doute occupée par les Edomites, les « hommes roux » dont parle la Bible. Ils y furent supplantés par les Nabatéens, des peuplades venues de l'Arabie, descendant peut-être des Nemayoth, cités aussi dans la Bible, mais qui utilisaient l'écriture araméenne (plus d'un millier d'inscriptions ont été retrouvées jusqu'ici). Ce qu'on sait, c'est que les Nabatéens ne furent jamais nombreux (quelques dizaines de milliers), qu'ils ne furent jamais complètement sédentarisés, qu'ils ne firent pas le choix des armes, et que cela leur réussit.

« Ils aiment passionnément la liberté, ils appellent le désert leur patrie. » Diodore de Sicile les décrit ainsi lorsque, vers 32 avant J.-C., Antigone, le maître de l'Asie occidentale après la mort d'Alexandre, envoya deux expéditions pour les soumettre. Les Grecs arrivèrent une fois à surprendre la ville de Pétra, mais ils ne découvrirent toute l'histoire de Pétra, et encore les archéologues n'ont pas la certitude qu'il s'agisse du site actuel – alors que les hommes valides s'étaient absents dans une foire voisine, mais ils furent finalement refoulés. Les Nabatéens faisaient ainsi une entrée remarquée dans l'Histoire.

Pétrus se trouvait à 200 kilomètres de Gaza sur la Méditerranée, à une centaine d'Agaba sur la mer Rouge. Sous l'impulsion de ses nouveaux maîtres, dont l'intelligence fut de se tenir à l'écart des querelles des lagides et des séleucides, Pétrus devint rapidement, plus qu'un gros « emporium », une véritable capitale commerciale qui contrôlait la route des Epiques, « une cité de banquiers, une sorte de Wall Street ou de Stock Exchange de l'Orient » (1). Etonnante mutation de ces hommes du désert

SANS VISA

DÉCOUVERTE

Pétra, cité des nomades

Suite de la page 17

Pétra, aujourd'hui, n'a pas fini de surprendre. La marque hellénisante de ses vestiges « rasure » en quelque sorte le voyageur occidental, avide de syncrétisme. L'édification des grands monuments de Pétra se situe entre le premier siècle avant et le premier siècle après J.-C. Après avoir fait appel à des architectes pent-êtres d'Alexandrie, il s'est créé sur le site une école artistique, consciente d'avoir inventé un style. Les Barbares de Pétra sont souples et perméables, mais leur art, surtout dans l'architecture rupestre, ne manifeste pas de soumission.

Que de leçons en retour ! Une leçon d'urbanisme géopolitique surtout. L'endroit est apparemment absurde pour fonder une cité. On crée une ville au bord d'un fleuve, au sommet d'un roc. Dans le cœur des conquérants sommeille toujours une tour de Babel. Pétra est au contraire une place forte « à l'envers », sans muraille, avec le désert pour seule protection, cache au sol invisible, qui pratique si bien l'art du camouflage qu'elle finira par se perdre dans le souvenir des hommes.

L'ingéniosité et l'urbanité

La citadelle des Croisés de Kerak, à 100 kilomètres au nord de Pétra, où s'entassaient sur six niveaux des milliers de soldats comme dans des boîtes d'allumettes, incarne la force brutale : elle fut prise et reprise. Lui faisant face, de l'autre côté de la mer Morte, Massada, gigantesque pierre dressée, prit au piège ses propres défenseurs, et la pierre se transforma en autel du sacrifice.

Tout à Pétra respire l'intelligence, c'est-à-dire l'ingéniosité et l'urbanité. La ville est hostile à la violence, encore qu'elle fût capable de fournir des cavaliers ou des archers réputés. Après s'être occupés de la cité des morts, taillée dans le roc pour conserver un caractère d'éternité, les chercheurs commencent aujourd'hui à découvrir la ville des vivants, seulement connue par les textes. Ils sont frappés par les techniques utilisées pour « équiper » ce bout de désert, en particulier pour collecter l'eau. La position « paradoxale » de Pétra dans une cuvette entourée de montagnes a été choisie entre autres raisons parce qu'elle permettait de concentrer toutes les ressources en eau. Autre astuce - vitale - des Nabatéens.

C'est l'avis du Dr Fawzi Zayadine, des Antiquités jordaniennes, et de M. Jean-Marie Dentzer, professeur à Paris-1, qui dirigent les principales missions archéologiques à Pétra. Les deux chercheurs sont également surpris par l'étendue du site (peut-être une quinzaine de kilomètres) qui suggère une « ville-réseau », à l'image curieusement du royaume nabatéen « où l'autorité s'exerce d'abord sur un réseau de pistes, de sites d'étapes ou de points de rassemblement de tribus », comme dans toutes les zones désertiques. Mais, surtout, ils reconnaissent dans Pétra « la trame de la ville orientale traditionnelle ». A Pétra, on adorait des divinités

préislamiques, la pierre dans son bétyle, perçue non pas comme une forme, mais comme une présence.

Il y a chez Strabon une page admirative sur ces commerçants réputés coureurs d'or, et qui vont, « vêtus de simples caleçons et chaussés de babouches, même les rois... Le roi est si mêlé à la vie commune qu'il sert parfois les autres de sa propre main. Quelquefois aussi, il est tenu de rendre compte à son peuple. Les villes n'ont pas d'enceinte, et la paix est l'état habituel du pays ».

Dans cette confrontation subtile avec le monde des puissances, dans cette expression originelle de la « démocratie bédouine », il y a là tout un modèle pour la monarchie hachémite d'aujourd'hui. Pétra

a fait son apparition dans les manuels scolaires. Il existe même la Pétra Bank. « Mon pays est d'une beauté obsédante... Je suis toujours ému quand je reviens Pétra, dont le défilé si étroit permettait à une douzaine de Nabatéens de contenir toute une armée », écrit le roi Hussein dans *Mon métier de roi* (2).

Dans l'immédiat, Pétra attire toujours la manne (500 chambres supplémentaires devraient être construites autour du site) et le gouvernement mise sur le tourisme culturel, qui a accusé un net fléchissement avec les événements de Cisjordanie, mais qui a rapporté 345 millions de dollars de bénéfices en 1978 dans un pays en proie à l'endettement. Une rentrée majeure de devises (16 %) avec

les transferts de fonds des trois cent cinquante mille émigrés jordaniens qui mettent sur le marché leur matière grise comme jadis les Nabatéens.

Face au développement touristique, l'association des Frères musulmans a engagé récemment une polémique, estimant qu'il convenait de conserver « une image décente » de la Jordanie. M. Leith Chabellat, député islamique moderniste, homme respecté, déclare plus prosaïquement : « Oui aux transferts culturels, non aux Folies Bergère ». La menace risque surtout pour l'instant de venir des delta-planes ou des 4 x 4 rugissants.

RÉGIS GUYOTAT

(2) Editions Robert Laffont, 1975.

Carnet de route

Comment y aller ? Par avion, le Royal Jordanian (12, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42-81-80-83) ou Air France, jusqu'à Amman ou Aqaba. D'Amman, l'usage veut que l'on prenne la route des plateaux qui passe notamment par la citadelle de Kerak. Il faut essayer de se munir des autorisations nécessaires - car la route est en principe interdite - pour rallier Aqaba par la dépression de la mer Morte dans un décor pétrifié, le long de la frontière israélienne que l'on suit parfois à quelques mètres.

De nombreux voyageurs ou associations proposent des circuits en Jordanie, où Pétra s'inscrit en bouquet final. Voyageurs au Proche-Orient (37 bis, rue Saint-Anne, 75001 Paris) : tél. : (1) 42-61-50-12 propose un circuit culturel haut de gamme, collectif ou individuel, de 9 jours environ, « Sur la trace des Nabatéens », qui per-

met de visiter, outre Pétra, Jérash la romaine, les châteaux et garrons nabatéens des Omeyyades, et Wadi Rum, le désert des Sept Piliers de la sagesse de Lawrence. Citons aussi l'agence Découvrir (Tél. : 45-44-48-80), Nouvelles Frontières (Tél. : 45-68-70-00), Déserts (Tél. : 48-04-88-40).

Le visa se délivre au consulat de Jordanie (80, boulevard Maurice-Barrès, 92200 Neuilly) : tél. : 48-24-51-38), et le passeport ne doit comporter aucun tampon israélien.

● Bibliographie Lire ou relire les auteurs anciens. Strabon : *Géographie*, Livre 16 ; Diodore de Sicile, Livre 19 ; Pline : *Histoires naturelles* ; Flavius Josèphe et, bien sûr la Bible. Les sites de Pétra et Massada sont hautement symboliques puisqu'ils se trouvent dans le Wadi Mouka (Moïse) où Moïse fit jurer les sources du bout de son bâton, et qu'il est

dominé par le tombeau supposé d'Aaron qui se penche devant le vent de toucher la Terre promise. On peut tenter sa chance à la Bibliothèque nationale pour consulter le récit de Burckhardt, le « découvreur » de Pétra : *Travels in Syria and the Holy Land* (Londres, 1822). Les premiers voyageurs se faisaient accompagner de lithographes, comme David Roberts qui a laissé des gravures belles et minuscules.

Parmi les auteurs contemporains, on peut consulter l'ouvrage très agréable d'Albert Champdor : *Pétra*, 1979, Librairie d'Amérique et d'Orient, Adrien Maisonneuve, 11, rue Saint-Sulpice, Paris 6^e. C'est une bonne introduction à la connaissance du site. Pour une approche scientifique et documentaire, il faut se référer aux travaux de Jean Starcky, et aujourd'hui du Dr Fawzi Zayadine, sans doute le meilleur spécialiste actuel de Pétra, et de Jean-Marie Dentzer, professeur à Paris-1.

25 F POUR DÉCOUVRIR PARIS ! QUELLE MOUCHE A PIQUÉ LE ZOUAVE ?



Le Zouave du Pont de l'Alma avait déjà vu la Seine monter, mais les prix descendent, jamais ! Et si les Bateaux-Mouches vous offrent aujourd'hui l'une des plus belles promenades du monde pour seulement 25 F, ce n'est pas sur un coup de tête : c'est la décision d'une entreprise adulte, qui a terminé son financement et qui veut ainsi en faire profiter les consommateurs. Alors, vite, embarquez-vous sur l'un des 12 navires de notre flotte, et découvrez - comme plus de 50 millions de passagers depuis 1949 - un point de vue unique sur la « Ville Lumière ». Vous verrez, les vrais Bateaux-Mouches, c'est autre chose !

BATEAUX-MOUCHES® PONT DE L'ALMA
PARIS SUR SEINE EN VERSION ORIGINALE : (1) 42 25 96 10

Nouveau 80 hôtels des Pyrénées Méditerranée se groupent pour vous proposer des vacances à la carte. 6 forfaits - vols + hôtels - rando confort - rando tonique - semaine romane - pélerinage - passeport grand sud

LES HOTELS DU GRAND SUD

Centre de Réservation
Tél. 68.35.48.84
R.P. 523
88005 Perpignan Cedex
Minitel 36.16 Grand Sud

ENSEIGNE

Le bordeaux 89 en seconde lecture

Après l'excellent cru de 1988, la récolte suivante a-t-elle été déclarée trop vite « exceptionnelle » ?

Q UE pourrait bien, demain ou dans un siècle, valoir les bordeaux millésimés 1989 ? On croit la chose entendue ou presque tant le millésime avait précédemment été vrai, pu être présenté comme étant celui de la fin du millénaire. Voilà pourtant, que certains - des négociants pour la plupart - confient aujourd'hui que tout cela fut bien enagré et que la réalité gustative imposait à tout le moins un peu de raison.

Après soixante-sept ans de métier, M. Descaves, le moins comme mais aussi le plus pittoresque des négociants en grands vins de Bordeaux authentiques, ne sait encore sur quel pied danser. Comme chaque printemps entre Pâques et l'Ascension, elle vient de fixer ses prix premiers repérant avec une marge raisonnable « vis-à-vis de ses clients français et étrangers, autres négociants ou particuliers, les prix qu'il décide les propriétaires des châteaux.

On connaît le principe du système premier à la bordelaise. A la différence du trop contagieux modèle beaufortais (faire boire au plus tôt après les vendanges un vin par trop éphémère), il s'agit d'un montage sophistiqué, aboutissant d'un long processus marchand où sont impliqués des propriétaires, des courtiers, de multiples négociants, des cavistes, des restaurateurs, mais aussi, depuis quelques années, un nombre croissant d'acheteurs particuliers. Le vin est vendu entre le printemps et l'été (avec souvent des paiements échelonnés) et une TVA due à la livraison), mais il n'est livré qu'un à deux ans plus tard.

Parce qu'il est en barrique, enfilé dans les chais et difficile encore à goûter, la plupart des acquéreurs non bordelais achètent non pas un vin connu mais l'idée qu'ils se font à la fois d'un nom (celui du château) et d'un millésime. C'est dire le poids qu'ont les mots et les rumeurs sur les chiffres de ventes à venir, la place bordelaise se transformant pendant quelques semaines en une gigantesque bourse aux vins, en liaison directe avec Londres, New-York, Bruxelles, Genève ou Tokyo.

Ainsi, au 21, 23 et 25, cours du Médoc, chez M. Descaves, la bouteille de patache d'Aux 89 sort-elle aujourd'hui à 38 F (hors TVA), les châteaux Larose-Trintaudon et Hantelien à 40 F, le Mabarion-Lagravière à 65 F, château Gloria à 68 F, Chasse-Spée à 70 F - une fois de plus dépassés par Sociata, Maillet (75 F), le très remarquable Haut-Marbuzet à 83 F, loin derrière château Giscours (105 F), Pavie (110 F) et La Gaffière à 123 F. Voici la première donne de cette longue partie de poker semi-menteur et hautement spéculatif. Ces indications seront complétées, et l'ensemble du jeu connu avant la fin mai, l'orgueil et le prestige volant en Gironde que les premiers classés - les plus chers - se manifestent les derniers. L'essentiel, quoi qu'il en soit est déjà connu et les hausses sont équivoques se situeront selon les châteaux presque toujours entre 10 % et 25 % de plus que le millésime 1988.

Mais, de l'aveu même des principaux négociants de la place, le 89

ne correspondait pas toujours trait pour trait à ce que beaucoup avaient, trop tôt, cru pouvoir en dire. On se souvient bien sûr des vendanges historiques commencent comme en 1893 dans les derniers jours du mois d'août. Une maturité excessivement précoce, des pluies parfaitement dosées et un équilibre rarement atteint : le raisin, parait-on alors, était trop parfait pour ne pas engendrer un vin en tous points exceptionnel.

A quoi tient dès lors aujourd'hui cette relative morosité ? Le négociant, bien sûr, est inquiet des conséquences à court ou moyen terme d'une trop rapide envolée des prix, soucieux aussi du pouvoir grandissant des propriétaires vigneron. Quoi des Châteaux, on confie que certains châteaux en vendraient presque à ne plus envoyer d'échantillons aux revendeurs, imposant ainsi l'achat sur la seule étiquette. On explique encore, sans donner de noms il est vrai, avoir été parfois « fortement déçu » et avoir refusé quelques propositions de vente en primeurs. On en vendrait presque à ne vouloir au 1989, tout comme aux précédents années de son bon, qui ont fait aux ventes du 88.

Tous ne tiennent pas le même discours. A New-York, la célèbre revue internationale *The Wine Spectator* vient, au terme d'une dégustation de cent quarante échantillons prélevés directement au tonneau, de formuler ses conclusions et n'en finit plus de vanter les mérites du 89. Soulignant les vertus de l'achat en primeurs, ce magazine, qui fait autorité outre-Atlantique, qualifie sans hésitation aucune le millésime de « sensationnel », supérieur en toute hypothèse au 1982. Cette revue, sans surprise il est vrai, retient parmi les meilleurs châteaux du monde et Latour-Rothschild, Margaux, Pétras, Talbot, Cheval-Blanc, Haut-Brion, et le clos des Jacobins en promouvant des prix situés entre 850 et 1 200 dollars, qui ont fait de toutes bouteilles.

En Gironde, même chez les plus enthousiastes, on se garde bien de tirer de tels plans sur la comète vinicole. Retenue habituelle, seigneuriale, qui n'interdit pas pour autant d'afficher de belles certitudes. Ainsi M. de Rivoire, fils et petit-fils de courtiers, aujourd'hui négociant et propriétaire, après avoir goûté « tous les grands et à plusieurs reprises », n'hésite nullement à formuler un avis plus que rassurant, affirmant sans emphase que dès que les propriétaires ont eu le courage de sélectionner leur raisin, fit-ce dans les plus lointains satellites de Saint-Emilion, on atteint des rivages gustatifs extraordinaires. L'autre diagnostic, on ne peut plus professionnel et à ce titre très écouté, est celui formulé par M. Bruno Prat, président du syndicat des crus classés et par ailleurs propriétaire du château clos d'Estournel. « C'est vrai, dit M. Prat, le 89 surprend et désoriente par sa tendresse, par une rondeur sans équivalent. Il n'en est pas moins exact que c'est à mes yeux un vin exceptionnel, même si avec la chaleur de l'automne il ne fut pas toujours facile de le vinifier. Bien sûr, le 88 se révélera plus tôt, ce qui n'enlève rien à l'avenir des 89. On pourrait, pour le plaisir et avec quelques raisons, faire aujourd'hui le symétrique avec les millésimes 1929 et 1928. »

JEAN-YVES NAU

LES SEJOURS DE

cosmovel Dans votre agence de voyages

TURQUIE 1 semaine 4.590 F
CLUB SALIMA au départ de Paris

ALGERIE 1 semaine 3.590 F
VILLAGE CLUB CORNE D'OR au départ de Paris

MADERE 1 semaine 3.720 F
HOTEL MONTE-CARLO au départ de Paris à partir de

Possibilités de week-ends et de mini-séjours
Départs de province : nous consulter au 42.61.57.33

Cuisiner, c'est recréer le passé.

Une histoire de cuisine... La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

La cuisine est une histoire. Elle raconte le passé, elle crée le présent. C'est un art, un métier, une passion. Elle nous permet de nous reconnecter à nos racines, à nos traditions. Elle est une manière de vivre, de partager, de célébrer. Elle est une partie de nous-mêmes.

SANS VISA

ESCALES

Bastides en Gascogne

Saint-Sernin, ancienne abbaye bénédictine et plus grande église romane de France, les Jacobins, au gothique flancé, son fameux palmier, son cloître et le Capitole : trois phares de Toulouse, la ville harmonieuse et rose. Toulouse, point de départ d'un circuit de découverte organisé par la Maison du Gers et de l'Armagnac (16, bd Haussmann, 75009 Paris, tél. 42-46-91-39) du 5 au 8 mai. Circuit où s'inscrivent bien sûr des haltes gourmandes dans des fermes-suberges, dans une conserverie de foie gras et un chai d'Armagnac. Après un vol Paris-Toulouse et une visite de la ville, on entre dans le vif du sujet par la route des bastides de l'Isle-Jourdain, Cologne, Mauvezin, Gimont.

Cap sur la Coupe du monde

En juin et en juillet, l'Italie accueillera la Coupe du monde de football. Organisée tous les quatre ans, elle avait attiré, en 1986, à Mexico, 2 400 000 spectateurs. Un chiffre qui laisse supposer les problèmes d'infrastructure posés au pays organisateur, à commencer par celui de l'hébergement de visiteurs accourus du monde entier. C'est ainsi que la brochure de Citi Evasion (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, 42-86-00-90), qui présente les divers forfaits proposés à cette occasion (des mini-séjours de deux nuits avec un match de la première phase de 4 600



ROBERTO KOCH/CONTRASTO

à 6 500 F la semaine avec demi-finale et finale de 15 000 à 17 700 F) précise que les hôtels attribués peuvent se trouver dans un rayon de 90 km autour du stade. De son côté, héliotour (17, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris, tél. 42-98-89-34) joue la carte du « sur mesure ».

Partant du principe qu'il sera très difficile de trouver, à cette période, la moindre chambre d'hôtel de luxe, la compagnie World Cup Croisière (représentée en France par la Compagnie générale des croisières), qui s'est assurée près de 8 500 billets, a imaginé une formule originale, les « Croisières de la Coupe du monde », qui, à bord de six paquebots, permettront à la fois de goûter les charmes de la navigation, de décou-

vrir les beautés de l'Italie et d'assister à un minimum de deux rencontres par croisière. Compte tenu des six bateaux affrétés, des catégories de cabines, du choix des itinéraires, du niveau et du nombre (2 ou 3) des matchs programmés et de la possibilité de s'inscrire à plusieurs croisières consécutives, la fourchette des prix

demandés est des plus larges. Ceux qui, par exemple, décideront de partir du 2 au 9 juillet, c'est-à-dire d'assister à une demi-finale et à la finale, déboursent de 32 800 à 62 000 F par personne (avec double occupation de la cabine) sur le Danés et 82 000 ou 88 000 F à bord de l'un des Sea Goddess, plus proches des yachts privés que des paquebots de croisière classiques. Ceux qui se contenteront des cabines les moins chères du Danés verront leur compte débiter d'une somme allant de 17 500 à 28 400 F en fonction de la période de la compétition. A noter la croisière effectuée du 23 au 28 juin par le Danés (de 20 500 à 38 500 F) qui permet d'assister à trois huitièmes de finale et présente l'avantage de partir et de finir à Villefranche alors que la plupart des autres croisières commencent ou finissent à Civitavecchia (Rome). Renseignements et réservations dans les agences de voyages.

Partir...

Ouvert cette année du 27 avril au 8 mai (de 10 h à 19 h) le Salon du tourisme

de la Porte de Versailles apparaît déjà comme un pôle d'attraction pour quelque six cent mille voyageurs en partance plus ou moins immédiate. Ils viennent en ces lieux (pas moins de 15 000 m²) rêver, voyager à moindre coût (droit d'entrée 40 F), chercher des idées, affiner un itinéraire déjà établi, compléter une information fragmentaire, s'enthousiasmer ou se faire rassurer. Pour répondre à toutes ces interrogations, ils ne manqueront pas d'interlocuteurs : tour-opérateurs, vingt-six comités régionaux ou départementaux du tourisme pour la France, vingt-neuf offices du tourisme pour l'étranger les attendant avec les armes de la séduction. Parmi ces derniers, on annonce le retour d'Israël, du Portugal, de la Tunisie, qui avaient boudé cette instance pendant quelques années, et l'arrivée du Pérou et de l'URSS. Des séjours, des circuits, des vols : du voyage sur mesure et du prêt-à-partir, de la plongée et du vol en montgolfière, le tour de Corse et le tour du monde, la roulotte et la planche à voile : une mine d'idées, à condition que les finances suivent...

ATHENES : 1 520 F* A/R
Départs tous les samedis à partir du 23 juin
* de 1 520 F à 2 180 F A/R.
VOYAGE/AIR
MOMENTS FREE / CHANGEMENT D'UNE
Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou :
V.O. Voyages 181, bd Pasteur 75017 Paris - Tél. : (1) 40 53 07 11

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2 300 F A/R
ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.
RIO DE JANEIRO - A/S 3195 A/R 4995 CARACAS - A/S 2450 A/R 4450
LOS ANGELES - A/S 1880 A/R 3590 BUENOS AIRES - A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO - A/S 1880 A/R 3590 SANTIAGO - A/S 3795 A/R 6095
MIAMI - A/S 1695 A/R 3190 SEYCHELLES - A/S 1290 A/R 3290
MONTREAL - A/S 1190 A/R 2380 ANTILLES - A/S 1290 A/R 3290
SAO PAULO - A/S 3295 A/R 4995 REUNION - A/S 2470 A/R 4150
MEXICO - A/S 2590 A/R 4695 SYDNEY - A/S 4645 A/R 7995
ACCESS VOYAGES
PARIS : METRO ET RER CHATELAIN-DES-HALLS
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02.
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. TEL. 78 65 67

DANEMARK
Découvrez le charme discret du Danemark !
Partez en avion, train ou voiture
Une nuit d'hôtel à partir de 185 F (en chambre double)
TOUT dans la brochure
DSB Voyages
Séjour prolongé ou week-end
sur demande à votre Agent de Voyages ou
DSB VOYAGES - 142, Champs-Élysées 75008 PARIS - 43.58.20.06
Nom _____
Adresse _____

MALAGA 1180 F*
PALMA 900 F*
TENERIFE 1620 F*
Ces prix sont valables pour l'été et retour.

ROME 980 F*
VENISE 1040 F*
C'est pas la ruine.

1 VOTURE POUR UNE SEMAINE AU PORTUGAL 960 F***
OU EN ESPAGNE 1 035 F***
Avec Go Voyages, on traverse les montagnes en volant et les plaines au volant.

MARRAKECH 1300 F*
TUNIS 1100 F*
Ca vous en bouche un coin.

CONSTRUISEZ VOUS MEME VOS VACANCES, GO VOYAGES DEMOLIT LES PRIX.

7 NUITS D'HOTEL A SAN FRANCISCO 1365 F***
7 NUITS D'HOTEL A BALI 990 F***
C'est pas cher pour 7 nuits au lit à Bali.

NEW YORK 2380 F* MONTEAL 2380 F*
LOS ANGELES 3900 F*
Les grutte ciel à prix grutte sol.

CIRCUIT TPI 19 JOURS
DANS L'OUEST AMERICAIN 4770 F***
Graut tipi typique à prix tout pinit.

BANGKOK 4480 F* SINGAPOUR 5550 F*
Ca vous laisse de quoi dîner.

1 VILLA POUR UNE SEMAINE EN FLORIDE 2690 F***
1 APPARTEMENT EN CALIFORNIE POUR UNE SEMAINE 2800 F***
Profitez des bonnes onces de l'onde Tom.

DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES
GO VOYAGES
MINITEL 36 15 GO VOYAGES
POUR TOUTES CEUX QUI NE TROUVENT PAS UN PLACE

POINTE A PITRE 2750 F* FORT DE FRANCE 2750 F*
LA REUNION 3890 F*
Ca ne vous mettra pas sur la paille d'aller sur le sable.

ALAIN AFFLELOU, EN AVANT LA MESURE!

Une nouvelle mesure gouvernementale: La Sécurité Sociale augmente le remboursement des lunettes des enfants de moins de 16 ans. Alain Afflelou accompagne la mesure! Il s'engage à vendre sur prescription médicale les verres au tarif de base de la Sécurité Sociale*. Bonne nouvelle pour les parents. Montures à prix coûtant et verres au nouveau tarif, chez Afflelou, les lunettes sont à nos prix les plus bas. En avant, les enfants.



ON EST FOU D'AFFLELOU.

* Dans les conditions de prise en charge de l'arrêté du 13.12.89. Offre valable du 25.04 au 31.12.90.

A

THEATRES

REGION PARISIENNE

THEATRE NATIONAL DE MARIONNETTES DE GEORGE KIZO GABRIADZE

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

Le spectacle "L'Enfer du décor" sera joué le vendredi 27 avril, 20h30.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 27 avril à 0 heure et le dimanche 29 avril à 24 heures :

Au cours des prochaines quarante-huit heures, des dépressions anticycloniques se rétabliront sur la France. Les perturbations océaniques, déviées vers les îles Britanniques et la Scandinavie, n'affecteront pas notre pays qui connaîtra des matinées fraîches et brumeuses et des après-midis ensoleillés.

Samedi : temps sec et ensoleillé. Le matin, un temps ensoleillé régnera d'abord sur la quasi-totalité du pays. Seuls le Poitou-Charentes, le Limousin, l'Auvergne, la Franche-Comté et le nord de Rhône-Alpes seront encore sous les nuages.

Quelques bancs de brouillard seront parfois présents sur le Sud-Ouest.

Dans l'après-midi, le soleil se généralisera à l'ensemble du pays. Quelques nuages sans conséquences étioleront le ciel du Nord-Est.

Les températures minimales évolueront de 2 à 4 degrés sur les régions de la moitié Nord, 4 à 8 degrés ailleurs.

Les températures maximales seront

voisines de 12 à 15 degrés sur la moitié Nord et 18 à 22 degrés sur la moitié Sud.

Le vent sera faible à modéré de secteur nord-est.

Dimanche : soleil, hausse des températures. Vent modéré de secteur Nord-Est.

La journée sera placée sous le signe du soleil après dissipation des formations brumeuses matinales.

Toutefois, quelques nuages pourront parfois cacher le soleil sur le Roussillon sous l'effet d'un vent d'est chargé d'humidité.

Les températures minimales resteront stationnaires par rapport à la veille. En revanche, celles de l'après-midi accusent partout une hausse sensible avec 18 à 25 degrés du Nord au Sud.

Le vent sera généralement faible de secteur est.

En raison de la grève des fonctionnaires du 26 avril, la Météorologie nationale n'a pas été en mesure de nous fournir les cartes habituelles.

LE WEEK-END DU CHINEUR

PARIS

Samedi 28 avril

Printemps Hausmann, 14 h 30 : argenterie, mobilier, objets d'art.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 28 avril

La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30, objets d'art.

Dimanche 29 avril

Condommiers, 14 h 30 : archéologie ; Fontainebleau, 14 h : mobilier, papiers. Versailles, Cheval-légers, 11 h et 14 h : tableaux contemporains, sculptures, grands vins, alcools.

PLUS LOIN

Samedi 28 avril

Aix-en-Provence, 14 h 30 : livres ; Auch, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Belfort, 14 h 15 : vins ; Bergerac, 14 h : mobilier, objets d'art ; Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Cahors, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; Lyon (rue du Professeur-Paulique), 14 h : télécartes ; La Rochelle, 14 h : mobilier, objets d'art ; Marseille (Prado), 9 h 30 et 14 h 30 : timbres, mobilier, objets d'art ; Marseille (rue Jean-Martin), 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Mont-

pellier, 14 h : mobilier, objets d'art ; Saint-Nazaire, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Toulouse, 14 h : mobilier, objets d'art ; Troyes, 14 h : tableaux modernes ; Vannes, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 29 avril

Aries, 14 h 15 : tableaux, mobilier ; Aranches, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Châlons-sur-Marne, 14 h : Arts d'Asie ; Châteauneuf, 14 h : mobilier, argenterie ; Epinal, 14 h : mobilier, tableaux ; Falaise, 13 h 45 : cartes postales ; Granville, 14 h : tableaux modernes ; Marseille (Prado), 9 h 30 et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Mayenne, 14 h : mobilier, instruments de musique ; Nancy, 14 h : arts déco, mobilier, orfèvrerie ; Pontivy, 14 h : mobilier, tableaux ; Saint-Dié, 14 h : mobilier, objets d'art ; Saint-Omer, 14 h 30 : céramique ; Sedan, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vézère-François, 10 h et 14 h : céramiques.

LES FOIRES ET SALONS

Paris (Batignolles), Paris (Piazza Athénée), Montpellier, Nancy, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Lô, Rochefort-en-Yvelines et Orléans.

CARNET DU MONDE

Réceptions

Petit déjeuner « Connexion » au Fouquet's, salon Nîmès, 99, Champs-Élysées, à Paris-8^e, mercredi 2 mai 1990, de 8 h 45 à 10 h 30.

Thème : « Amélioration de la représentation des salariés dans les PME-PMI ». Rapport de M. Gilles Bélier à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, avec la participation de M. Patrick Viterbo, conseiller technique au cabinet de M. Soisson, M. Gilles Bélier, auteur du rapport. Réservation au (1) 42-96-10-77.

Naissances

M. Pierre de FONTETTE et M^{me} née Pascale Besset partagent avec

M^{me} Anne-Sophie la joie d'annoncer la naissance de

Bénédict,

le 20 février 1990.

2 bis, rue Jean-Jaures, 51000 Châlons-sur-Marne.

Décès

La famille, Et les amis de

Jeanne BRUNSCHWIG

ont le très grand regret de faire part de son décès, survenu le 17 avril 1990 en Haute-Savoie.

Les obsèques ont eu lieu le 25 avril, au cimetière du Montparnasse.

Merci à tous ceux qui l'ont connue et appréciée.

Nous apprenons le décès, survenu le 26 avril 1990, de

M. Georges CARRIER,

ancien collaborateur du journal.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame, 87, avenue de la Résistance, Le Raincy.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Michel CLARENCE,

survenu le 24 avril 1990, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 27 avril, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Auguste-Comte, 75006 Paris.

John Holmes COLEMAN,

né le 6 janvier 1924,

à Rochester (New-York),

est entré dans la paix de Dieu, le 25 avril 1990, à Paris, des suites d'un cancer.

La sépulture a eu lieu dans l'intimité.

De la part de Marie-Claire Coleman,

sa femme.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue Camille-Périer, 75007 Paris.

Les obsèques de

Louis DELAGARDE,

ingénieur des Arts et Manufactures,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

auront lieu le lundi 30 avril 1990, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, 6 bis, rue Carnot, où l'on se réunira à 14 heures.

De la part de M^{me} Lucie Delagarde,

son épouse,

Et de toute la famille.

9, avenue Galois, 92340 Bourg-la-Reine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques de

Fred KLEIN,

artiste peintre,

chevalier de l'Ordre d'Orange-Nassau,

survenu le 25 avril 1990, à Paris-16^e, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 30 avril, à 15 h 30, au monument crématore du cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

17, boulevard Haussmann, 75016 Paris.

M^{me} Léopold Kretz,

Se joignent à ce :

L'Association Léopold-Kretz,

Les élèves de maître,

ont le deuil de faire part du décès de

Léopold KRETZ,

sculpteur,

survenu le 16 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière du Montparnasse.

7, rue Ricard, 75013 Paris.

« A la bise de décembre, le long des platanes morts de la rue Libergie, chemine un homme seul, absent. « Bonjour maître ! » La massive tête de bronze s'élève, les yeux intelligents et luisants regardent outre-rive. C'est Léopold Kretz, le sculpteur célèbre, qui sort de notre provinciale école des Beaux-Arts. Nous bavardons à cœur, c'est facile, tant de chaleur nait de lui lorsqu'il accorde son amitié. « Le maître s'hoigne, sculpteur vivant, vibrant, portant comme une femme son art toute la sculpture du monde en lui. »

Jeanette Flor, Reims, 1960.

M^{me} Gisèle Chane-Schik,

son épouse,

M^{me} Louise Chane-Paronche,

sa mère,

Georges et Olivier Chane,

ses fils,

Marguerite et Gérard Muckensztarn-Chane,

ses sœurs et beaux-frères,

Stéphane et Michèle Muckensztarn,

ses neveux et nièces,

et leurs enfants,

Ainsi que les familles Chane, Solman, Lévy, Mathieu, Druel,

parents et amis,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Henry Paul OHANA,

survenu subitement à Athènes, le dimanche 22 avril 1990, à l'âge de soixante et un ans.

Un recueillement aura lieu le vendredi 27 avril, à 13 h 30, en la chapelle du centre funéraire de Saint-Georges, où le deuil se fera.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-1944, 51000 Châlons-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il restera présent à notre esprit et à notre cœur. »

20, avenue Adolphe-Jaures, 1226 Thonerville (Québec).

M^{me} Marie-Louise Rémy,

son épouse,

M. et M^{me} Rémy-Marcotte,

M. et M^{me} Rémy-Thomson,

ses enfants et ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

Guy RÉMY,

consaqué ex-ambassadeur,

survenu le 13 avril 1990, dans sa soixante-cinquième année.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, avenue du 23-Août-194

RADIO-TÉLÉVISION

Dimanche 29 avril

TF 1

Vietnam.
De Mike Vejar, avec Tom Salter et John Williams
Une nouvelle aventure pour Magnum.

22.10 Série : Brigade de nuit.

23.05 Série : Destination danger.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : De l'athlétisme.

0.10 Capital.

0.15 Sexy clip.

2.00 Rediffusions.
Le glaive et la balance (le procès de Pétain) ; M 8 aime (les films rock) ; Culture pub : Pourquoi servir la police de la banquette ? Culture pub :

La SEPT

La SEPT

20.00 Documentaire : Au seuil de la banquise. De William Hersan.

21.00 Téléfilm : L'avertissement. De Deniano Denard.

23.00 Documentaire : Martial Sotol. De Gérard Lopez.

FRANCE CULTURE

20.30 Radio-archives. Mistinguette à la radio.

21.30 Musique : Black and blue. Eldridge pour Gene Krupa.

FR 3

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 29 en mi majeur ; Symphonie n° 44 en mi mineur, de Haydn ; Concerto en ré majeur op. 77, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. : Yehudi Menuhin ; sol. : Kyung-Wha Chung, violon.

De 22.30 à 23.40 France-Musique

FRANCE-MUSIQUE

23.40 Le livre des mélanges.

A2

express.
18.05 Variété : Multitop.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Série : Kongkong connection.
 L'œil du tigre, de Ian Stuart.
 Un sage dans l'immobilier.
21.30 Série :
 les cadavres exquis.
22.25 Téléfilm : Le cri de la mort.

Hello Kit
Dany

0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

17.10 Opéra :
La gaste Gibelline.

19.05 Magazine : Mégamix.

20.00 Documentaire :
Histoire parallèle.
De Philippe Grandjeux.

20.50 Théâtre :
Le bête dans la jungle.

22.30 Soir 3.

clubs ch

23.15 Documentaire : 1942.
De Simone Boruchowicz.

23.30 Documentaire :
Madame V.
FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Stephen
Spender, Gervais.

20.45 Dramatique. Linge sale,
de Jean-Claude Grumberg.

22.35 Musique : Opus.
0.05 Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné le 14 avril
au Grand Théâtre de
Genève) : Tancredi, de
Rossini, par l'Orchestre
de la Suisse romande, et le
Chœur du Grand Théâtre
de Genève, dir. Bruno
Campanella : sol. : Raoul

Sports: Tennis

Anne-Sophie von Otter,
Harry Peeters, Sofia Sala-
zar, Donna Brown, David
Gowland, clavier.

Daily 18
Rattles.
\$40. M

20.30 Présenté par Philippe Denis.
► **Cinéma : Enquête**
sur une passion. ■■
Film britannique de Nicholas
Rough (1980). Avec Art Garfunkel, Theresa Russell, Harvey
Katal.

22.25 Flash d'informations.

22.35 **Cinéma :**
Le dernier métro. ■■■
Film français de François
Truffaut (1990). Avec Catherine
Deneuve, Gérard Depardieu,
Jean Poiret.

0.40 **Cinéma : La Travestie.** □
Film français d'Yves Boisset
(1988). Avec Cabou, Anna
Olen, Valérie Stel.

Série :
11/fev/01

LA5

6.30	Le journal permanent.
8.00	Dessins animés. Les triplés (rediff.) ; Le manège enchanté (rediff.) ;
10.35	Série : L'homme qui valait trois milliards.
11.27	Série : Wonder woman.
12.30	Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif. Des Ardes à la Terre de Feu.
13.00	Journal.
13.30	Série : Matlock.
15.10	Téléfilm :

noire du
Série -

16.50 Magazine :
 Télé-marché dimanche.
 18.00 Série : Ripôle.
 18.50 Journal images.
 19.00 Divertissement :
 Les félus capiteux.
 19.45 Journal.
 20.30 Drôles d'histoires.
 20.40 Cinéma :
 Monsieur Saint-Ives. □
 Film américain de Jack Lee
 Thompson (1976). Avec
 Charles Bronson, Jean Hou-

FR 3

22.50 **Magazine** : **Ciné Cinq.**
 23.00 **Cinéma** : Trop jolies pour être hommes. □
 Film français de Richard Belduc (1971). Avec Elizabeth Taylor, Bernardes Lafont, Jane Birkin.
 0.00 **Journal** de minuit.
 0.55 **Les Mémoires capitaines.**
 1.25 **Série** : Volsin, volsin.
 2.25 **Série** :
 Tendresse et passion.
 2.50 **Magazine** : **Ciné Cinq.**
 3.00 **Le journal** de la nuit.

3.10 Tenderness et passion.

M6	
6.00	Musique : Boulevard des clips (nt à 0.35).
7.50	Variétés : Multitop.
9.00	Jeu : Pour un clip avec toi.
10.30	Variétés : Fréquentation.
11.00	Série : L'île fantastique.
11.55	Infocommunication.
12.00	Informations : M6 express.

12.05

18.05 Série : Devlin connection.
19.00 Magazine : Culture pop.
19.30 Série : Murphy Brown.
19.54 Six minutes d'Informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Cinéma :
Que les gros salaires
laissent le doigt ! m
Film français de Denys G
rien Defoer. (1992) A

22.15 Magazine : Sport &
22.25 Capital.
22.30 Cinéma :
La dame de miel.
Film Italien de Gianfrancesco
Angelucci (1982). Avec
Goldsmith, Catherine Spaak
Fernando Rey.
0.00 Six minutes
d'Informations.
0.05 Murphy Brown (redif.).

14.30 Cours d'italien.
15.00 Téléfilm : La mort
de King-Kong.
De Jiri Sotola.
16.05 Court métrage : L'éternelle idole.
De Gilles Bourdos.
16.30 Documentaire : L'A
d'or du cinéma (4).
De John Edwards.
17.00 Documentaire :
Au seuil de la banque
De William Hensen.
18.20 Téléfilm : Les hommes

18.00

19.45 **Nocturne** : Barcarol
opus 60, Chopin.

20.00 **Documentaire** :
Martini Solal,
De Gérard Lopez.

21.00 **Cinéma** : **Sans l'ombre**
d'un péché. ■■■
Film portugais de José F
saca e Costa (1983). A
Victoria Abril, Mario Vieg
Lis Gama.

22.40 **Court métrage**.

23.05 **Documentaire** :
L'enfant aveugle.

23 30

23.30 *De John Van der Kaeken.*
Siobbe, l'enfant aveugle.
FRANCE-CULTURE

20.30 *Atelier de création radio-phonique. Petit concert.*
Fluxus pour un dimanche soir.

22.35 *Musique : Le concert.*
Kishori Amonkar, chanteuse classique de l'Inde du Nord.

0.05 *Clair de nuit.*
FRANCE MUSIQUE

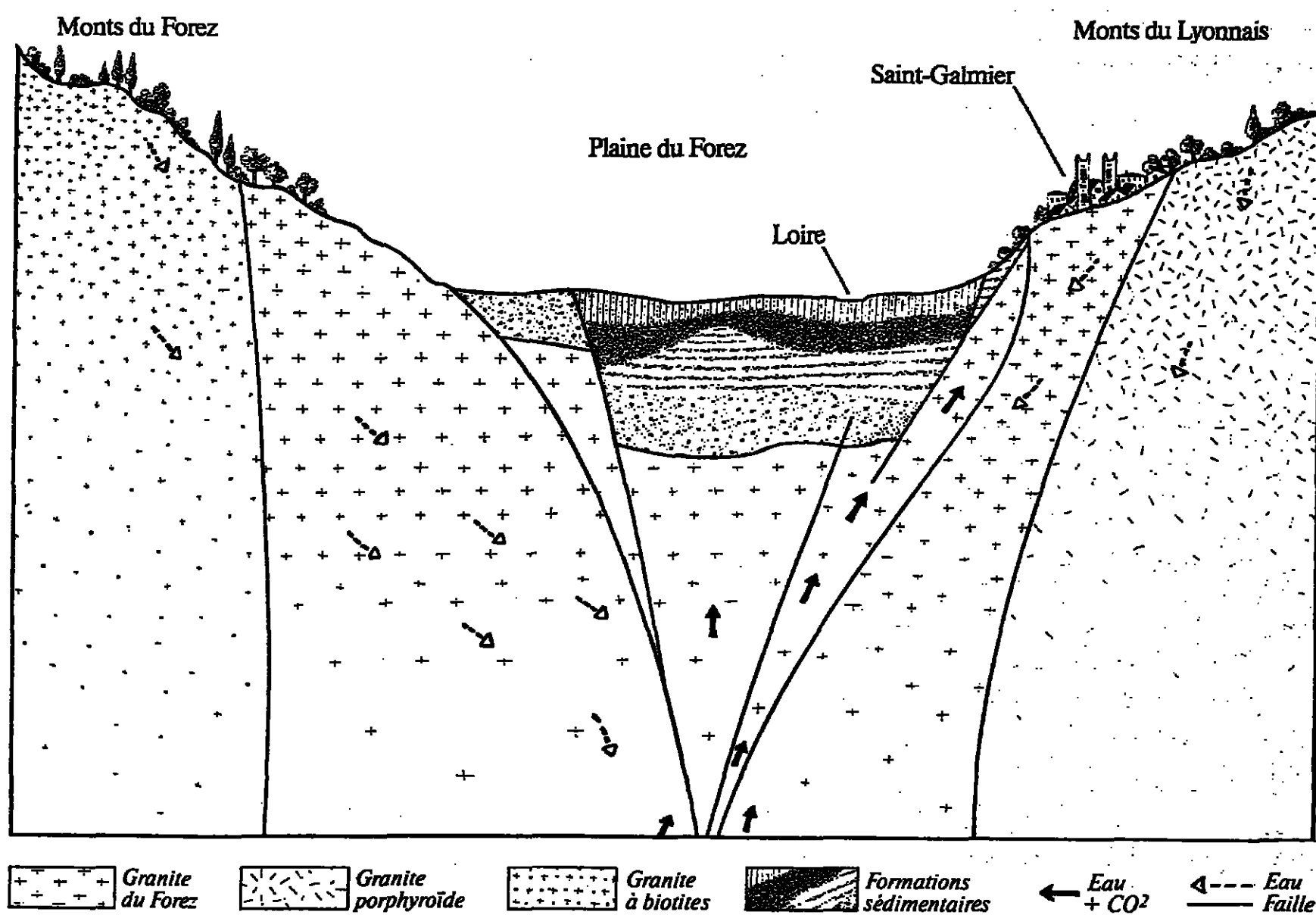
20 20

23.05 Concert (bonne nuit) : 5 décembre 1988 à Hainbourg : Concerto pour flûte et orchestre n° 1 en majeur K 313, de Mozart ; Symphonie n° 6 en la majeur de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la Norddeutsche Rundfunk, dir. Gert Wanda ; sol. Wolfgang Zar, flûte.

0.30

avec l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Carl Schürer

Pas si simple de produire du jour au lendemain deux fois plus de bouteilles avec de telles installations.



Voici la seule machine au monde capable de fabriquer de la Badoit. Depuis toujours, c'est elle, et elle seule, qui procure à la Badoit sa minéralité, sa pétillance et sa saveur uniques. Il semblerait d'ailleurs que personne ne s'y soit trompé, sa consommation ayant plus que doublé en quatre ans. Ce qui explique la situation originale dans laquelle Badoit se trouve aujourd'hui: l'effervescence de la demande est telle que la production ne suffit pas toujours à la satisfaire. Aussi, nous vous remercions pour votre compréhension s'il lui arrive parfois de venir avec un peu de retard sur votre table.

SOURCES
N°1
BADOIT

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

Le Monde

28 avril 1990

SILLET

29 Un rapport sur la grève des fonctionnaires
Brisant : la fonction des syndicats

31 La promotion de la qualité dans les entreprises
35 Les AGF entrent dans leur capital

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Un avertissement timide

La grève nationale des fonctionnaires, le 26 avril, n'a pas tourné à l'avantage des syndicats. Alors qu'ils avaient sous l'appel à cesser le travail, ils n'ont réussi à recueillir que 23 % de grévistes en moyenne. Le 20 octobre 1988, lors de la précédente grève lancée par toutes les fédérations de fonctionnaires, le taux de participation avait tout de même atteint 28,7 %. Même dans la fonction publique, la grève n'est plus ce qu'elle était. Le « coup de semonce » qu'évoque l'humanité du 27 avril ne risque vraiment pas d'ébranler les citadelles gouvernementales. L'avertissement est en lui-même trop timide pour inciter M. Rocard à changer de politique.

MM. Krawczyk, Kasper, Blondel et Simbron ont fait des déclarations plutôt victorieuses, mais ils savent qu'il leur sera difficile de renouveler ce type d'action en mai. De plus leur « unité » est apparue bien artificielle tant sont grandes les divergences entre les syndicats partisans de la politique contractuelle - groupe au sein duquel FO fait bande à part - et une CGT qui fait feu de tout bois contre le gouvernement.

Pour autant, à l'heure où le PS se plaint toujours du « déficit social » de M. Rocard et où la *Financial Times* salue M. Mitterrand « meilleur monétaire », le gouvernement aurait tort de s'en tenir aux résultats bruts d'une grève de vingt-quatre heures. Cet événement témoigne en effet de la lassitude du milieu social. La dernière enquête de l'INSEE sur la consommation des ménages (le Monde du 26 avril) a renforcé l'idée que les inégalités sociales se creusent. M. Kasper exprimait un sentiment largement partagé parmi les salariés en déclarant à la *Tribune de l'Expansion* du 24 avril qu'« il est inacceptable que les marges dégoûtées par l'inflation de la croissance ne servent pas à plus de justice sociale ». M. Rocard peut toujours se trouver conforté par l'absence de conflits mortels, contrairement au paysage des deux précédentes grèves nationales de fonctionnaires. De plus, la plupart des agents de l'Etat ont enregistré un gain de pouvoir d'achat en 1989, même si le gouvernement s'est montré strict dans le règlement du solde de tous comptes. Pour éviter que ne se prolonge un malaise social qui touche d'abord la fonction publique, mieux vaut donc renouer rapidement le dialogue. M. N.

Après l'arrêt de la cour d'appel de Paris

M. Bernard Arnault reste seul pour diriger le groupe LVMH

L'affaire LVMH a sans doute trouvé son épilogue le jeudi 26 avril. En ne prononçant pas l'annulation des OSA (obligations de souscription d'actions), la cour d'appel de Paris a confirmé Bernard Arnault comme principal actionnaire du numéro un mondial du luxe. Après cet arrêt et le jugement du tribunal de commerce de Paris qui a confirmé sa probité et ses compétences en matière de gestion dans le Sud-Est asiatique, Henry Racamier a tiré son chapeau. Les membres de la famille Vuitton ont immédiatement démissionné de leurs postes dans les organes dirigeants des différentes sociétés.

Il aura donc suffi de quelques heures pour mettre fin à une affaire qui durait depuis plus d'un an (lire notre enquête dans le Monde Affaires du 27 avril). Comme une tragédie classique, le scénario s'est déroulé en cinq actes. Après trois jugements et quinze démissions, l'affaire a donc quitté la scène médiatico-judiciaire pour regagner la rubrique des entreprises.

Acte I - 11 h 45, dans le bureau de président du tribunal de commerce de Paris : Henry Racamier est débouté de sa demande d'expertise à propos de la création du parfum Christian Dior et des accords commerciaux et financiers entre LVMH et le brasseur Guinness.

Acte II - Midi, salle numéro un du tribunal de commerce, le président Philippe Grandjean lit les vingt-neuf pages du jugement concernant l'affaire Bluebell Asia.

Contrairement à la demande de Bernard Arnault, il ne prononce pas la nullité de ses contrats commerciaux pour la zone du Sud-Est asiatique. Il estime en effet que la manière dont ils ont été conclus relèvent d'une bonne stratégie dans cette zone, que les montages de sociétés correspondent à une utilisation bien comprise des systèmes fiscaux et que la probité des dirigeants de Louis Vuitton n'est pas en cause.

Acte III - 14 heures, sous les plafonds dorés de la cour d'appel de Paris : «... Or, ainsi il y a lieu... » de rejeter la demande d'annulation des OSA.

Acte IV - Vers 15 h 30, Henry Racamier annonce qu'il démissionne de ses fonctions chez Louis Vuitton. « Depuis un an, nous avons mené avec détermination un dur combat pour défendre notre vision de ce qu'est une marque de luxe et notre conception de sa vie et de son développement dans leur long terme », précise un communiqué. Plutôt qu'une mise à mort publique lors de l'Assemblée Générale de Louis Vuitton le 30 avril, Henry Racamier a préféré tirer son chapeau avec panache. Un peu

plus tard, il se rend à l'Arche de la Défense pour saluer le personnel de cette entreprise dont il avait pris les rênes en 1977. La veille, il avait d'ailleurs habilement pris soin d'en publier les comptes : en treize ans, le chiffre d'affaires a été multiplié par 100 et atteint près de 7 milliards de francs en 1989 avec un résultat net de 1,3 milliard. C'est désormais Jean Dromer, président de la Financière Agache, inspecteur des finances et ancien patron de l'UAP, qui prendra la présidence du célèbre maître.

Acte V - A 16 heures 30, dans son bureau gris et blanc de l'avenue Hoche, Bernard Arnault offre thé, café et petits fours aux journalistes. « Nous allons désormais pouvoir nous consacrer exclusivement à la gestion et au développement de LVMH, commente-t-il. Je voudrais que le groupe retrouve la sérénité et que, si elles adhèrent à la nouvelle stratégie, les équipes restent en place. » Parmi ses préoccupations immédiates, Bernard Arnault cite : le développement de Vuitton dans les cinq prochaines années, l'ouverture de boutiques à New-York et la baisse du yen.

A la suite de cette journée, le titre LVMH a légèrement baissé à 4700 francs, perdant 200 francs. En revanche, les actions Guinness qui détiennent indirectement 24 % de LVMH ont gagné 15 pence à la Bourse de Londres.

Cette journée du 26 avril aura cependant fait deux perdants : d'abord, la banque Lazard, banquier de Bernard Arnault et initiatrice des OSA dont l'émission n'a pas été réhabilitée. Plus grave, la Commission des opérations de Bourse, qui s'était beaucoup engagée, dans cette affaire, n'a pas été suivie par les magistrats.

FRANÇOISE CHIROT

En raison de la bonne tenue du franc

La Banque de France baisse à nouveau ses taux

Pour la deuxième fois en trois semaines, la Banque de France a abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, les ramenant de 9,75 % à 9,50 % pour ses adjudications et de 10,50 % à 10,25 % pour ses pensions de cinq à dix jours. Elle a expliqué sa décision par « la poursuite de l'amélioration des résultats constatés en matière de prix et de commerce extérieur et par la bonne tenue du franc sur les marchés des changes ».

Le franc est effectivement à son niveau le plus élevé depuis octobre 1987 vis-à-vis du mark, dont le cours est retombé au voisinage de son cours-pivot au sein du système monétaire européen, soit 3,3538 F, grâce à des entrées de capitaux étrangers très importantes. Par ailleurs, l'amorce d'une diminution du déficit extérieur de la France et le maintien du rythme de l'inflation à un taux légèrement supérieur à 3 % contribuent à redorer l'image de notre pays à l'extérieur des frontières, où les milieux financiers internationaux redoutent les turbulences que pourrait engendrer l'union monétaire RFA-RDA et se méfient du marché américain, victime d'une reprise de l'érosion monétaire.

Un pari sur la suite des événements

La décision de la Banque de France, qui le 2 avril dernier, avait déjà abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, achève d'annuler la hausse d'un demi-point annoncée le 18 décembre 1989 pour soutenir le franc, alors très affaibli par rapport au mark, qui valait près de 3,42 F et se redressait pour calmer la surchauffe. Aujourd'hui, la croissance de l'économie française apparaît plus équilibrée, et le franc se tient si bien qu'à la nouvelle de la réduction des taux directeurs il s'est légèrement raffermi aux lia-

de Bâle, comme le voudraient les lois de la mécanique monétaire. Une telle réduction, bien qu'elle ait été anticipée la semaine dernière, a un peu surpris, tant la Banque de France paraît hésiter sur la conduite à tenir. En début de semaine, elle annonçait même une adjudication associée supplantant et reprenant des liquidités du marché pour éviter que le loyer de l'argent ne tombe trop bas, c'est-à-dire au-dessous de 9,50 %.

Dans les milieux financiers, on souligne que l'initiative de l'Institut d'émission, fortement appuyée, on s'en doute, par le ministère des finances, M. Pierre Bérégovoy, constitue une sorte de pari sur la suite des événements. Certes, les taux directeurs français sont encore trop élevés au regard de la situation très saine de l'économie nationale, mais leur niveau est le plus souvent réglé en fonction de ceux de la Banque fédérale d'Allemagne. Dans l'immédiat, cette dernière ne paraît pas disposée à les relever dès maintenant. Son président, M. Carl Otto Poehl, a bien élevé le ton, en qualifiant la proposition d'union monétaire faite à la RDA d'« offre pénétrante mais à la limite de ce qui est économiquement défendable », il a néanmoins estimé exagérées la peur de l'inflation et la hausse des taux qui se développent actuellement sur les marchés. Selon lui, des tensions pourraient survenir au plus tard en 1991. Il est très probable qu'à Paris on a reçu l'assurance qu'un relèvement des taux directeurs en RFA n'était pas pour demain.

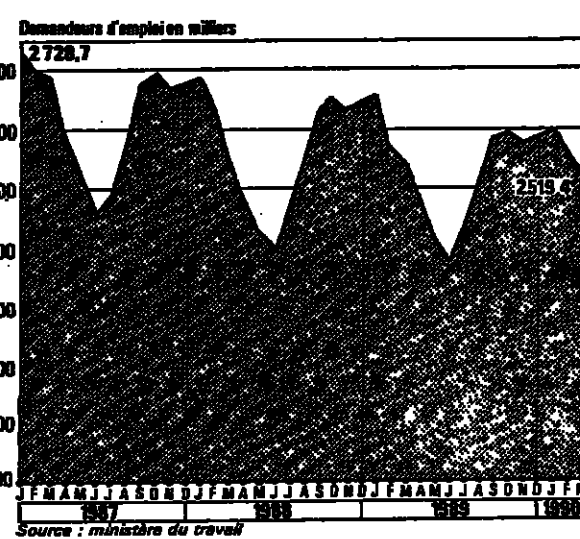
En tout cas, l'écart entre les taux allemands et français continue de se contracter, tombant à 0,80 % pour les emprunts d'Etat à dix ans, ce qui pourrait laisser prévoir qu'une hausse du loyer de l'argent outre-Rhin ne serait pas inéluctablement répétée en France.

FRANÇOIS RENARD

Avec une augmentation de 0,4 % du nombre des demandeurs d'emploi
Le chômage s'est encore aggravé au mois de mars

Le chômage s'est à nouveau aggravé en mars, selon les statistiques publiées le 27 avril par le ministère du travail. En fin de mois, on comptait 2 504 200 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, c'est à dire 10 300 de plus qu'en février. Succédant au médiocre résultat du mois précédent l'ANPE enregistre avec + 0,4 % la plus forte hausse depuis juillet dernier. En données brutes, il y avait 2 519 400 personnes inscrites sur les listes, soit 1,3 % de moins qu'en février mais la baisse est maintenant moins forte qu'il y a un an. Selon l'INSEE, le taux de chômage par rapport à la population active reste fixé à 9,4 %.

Pour établir son indicateur mensuel, le ministère du travail a connu des difficultés, dues aux



effets de la grève des postes à Bordeaux. Celles-ci ne modifieraient cependant pas la tendance qui est à la stagnation ou à la légère reprise du chômage alors que la dernière période avait été dominée par une lente diminution, jamais à la hauteur du mouvement de création d'emploi. Cette fois, la machine paraît peut-être au moment où se mettent en place les premiers éléments du plan emploi du gouvernement, défini en septembre 1989.

Ceci pourrait d'ailleurs expliquer cela. Les ex-TUC s'efforcent, la mesure étant supprimée, tandis que les nouveaux contrats emploi solidarité, appelés à les remplacer, ne les compensent pas encore. Les nouveaux contrats de retour à l'emploi se développent mais les traditionnels stages, notamment ceux

destinés aux chômeurs de longue durée, se vident progressivement.

Les conséquences passagères de cette transition opérée dans la politique de l'emploi s'ajoutent à des phénomènes permanents. Le nombre de chômeurs qui sortent des listes continue de diminuer (-1,6 % en un mois, -4,2 % en un an en données corrigées), l'écartement du marché du travail constituant un handicap pour y revenir. Il suffit dès lors, comme c'est le cas en mars, que le nombre de nouveaux inscrits à l'ANPE augmente (+10,1 % en données brutes) pour que le chômage augmente. Ce qui a pour résultat d'alourdir le poids du chômage de longue durée.

A. LE.

Manifestations à Paris et en province

La grève des fonctionnaires a été très peu suivie

Alors que toutes les organisations syndicales de fonctionnaires avaient lancé un appel à la grève nationale pour le 26 avril le mot d'ordre a été très peu suivi. Selon le premier bilan dressé en fin d'après-midi par le ministère de la fonction publique la participation moyenne des agents de l'Etat était de 23 %, à comparer aux 26,7 % atteints en octobre 1988, dans des circonstances identiques.

Le nombre de grévistes variait selon les cas, avec 30 % aux Finances, 35,7 % à l'Education nationale, 28 % parmi le personnel non-enseignant de l'Education nationale et 22 % aux PTT comme à Franco-Télécom. Dans un communiqué, la fédération CGT des PTT proclamait que le 26 avril avait été « plus fort que le 3 avril », jour du mouvement contre le projet de loi Quilès.

Les entreprises publiques, le mouvement a été également diversifié. La direction de la

SNCF annonçait de 18 à 20 % de grévistes, celle de la RATP évaluait la participation à 10 % et celle des hopitaux publics à 5 %, contre de 10 à 40 %, selon la CFDT.

Pour les usagers, les perturbations se sont concentrées sur les transports où Air France et Air Inter ont maintenu leurs programmes initiaux. Le transport ferroviaire a été moins affecté que prévu et le RER a fonctionné, à l'exception de l'interconnexion RATP-SNCF à la gare du Nord qui a été interrompue.

Le trafic sur les lignes de métro était assuré de 60 à 90 % et les autobus circulaient à 80 %.

En province, plusieurs manifestations se sont déroulées. Les cortèges étaient unitaires à Lille (de 1 500 à 5 000 participants selon les sources), à Grenoble (de 4 000 à 8 000), à Lyon (de 5 000 à 10 000) et à Bordeaux (2 500). A Marseille les organisations syndicales ont défilé en ordre dispersé.

INSOLITE

Télémathématiques

« Dès 18 heures, le téléphone est 30 % moins cher, soit 30 % de temps en plus... C'est bien le signe d'une pépinière de polytechniciens pour savoir et mal compter. »

De fait, compte tenu de la valeur de la taxe de base - 0,73 franc pour 17 secondes - d'après ce qui est avancé à la fin de la phrase, après 18 heures on peut parler pour 0,73 franc durant 22,1 secondes (17 + 5,1). En revanche, d'après ce qui est dit au début, après 18 heures on peut parler durant 17 secondes pour 0,51 franc (70 % de 0,73 franc) et par conséquent 24,3 secondes pour 0,73 franc ! Ceci n'est donc pas cela...

France Télécom ne nie pas l'inexactitude de ce slogan. Si elle est erronée, cette pub n'est pas mensongère, affirmait-elle car, dans tous les cas, l'accroissement de la durée sera supérieur à la baisse de tarif.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les SICAV Court terme des Banques Populaires

Votre objectif : gérer vos liquidités en les gardant disponibles

SITUATION AU 30 MARS 1990

	Montant de l'actif en F	Montant du passif en F	Actif net en MF	Performance depuis le 31.12.1989 (calculé sur rendement)
FRUCTUAR	4 494,55	238,06 (11,08,88)	1 176,77	+ 7,20%
MALING	1 271,45	-	785,94	+ 7,52%
FRUIT ASSOCIATIONS	29,35	1,74 (5,97,89)	8 680,07	+ 8,45%
FRUIT COURT	118 615,51	7743,07 (6,57,89)	12 767,88	+ 9,22%

1851 agences pour vous conseiller



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE



...“Cette vue, j’en avais
toujours rêvé.
Maintenant, j’en profite
tous les jours de chez moi.”

Cet appartement, je le cherchais depuis longtemps. Je l'avais trouvé. Je le voulais. Alors, j'ai rencontré le Crédit Foncier, et très vite ils ont été les premiers à me proposer une solution claire et intelligente.

Prêts Crédit Foncier.
Quel que soit votre projet immobilier, le Crédit Foncier vous conseillera un prêt taillé à vos mesures dans sa gamme complète de financements : Foncier Ancien, Foncier Neuf, Foncier Relais Plus, Foncier Investisseurs... et, dans certains cas, les nouveaux prêts PAP.

**Venez nous voir ou consultez
le minitel 36.15 Foncier.**

CRÉDIT FONCIER

En premier, le Crédit Foncier.

Special

M. Choussat démissionnaire
archaïque

[illegible]

L'ÉTAT, par ses services, a
 permis d'obtenir du budget de
 l'Éducation, l'augmentation de 20
 millions de francs. Pour les autres
 services, les progrès de la culture
 générale ont entraîné nécessaire-
 ment une grande partie de l'effor-
 t financier de l'État, et ont entraîné
 même une baisse des impôts, de
 l'Éducation, et publique et pri-
 vée. Les services publics ont
 permis de faire, au Chang-
 ming, des progrès considérables
 dans la culture, et de faire
 des progrès dans la culture
 générale, et dans la culture
 générale.

SERVICES

La SNCF augmente à partir de

Les augmentations de 15 cent.
sont à grande figure de 15.
et de 10 de moins qu'elle ne
l'est dans son point de

Cette hauteur sera modifiée en fonction des distances parcourues pour éviter d'adapter aux conditions de travail. Par exemple, elle sera inférieure à la moyenne pour les distances supérieures à

Après deux ans

EDF à l'heure

Electricité de France (EDF) en-
tre la capture : un programme
économique de 1 milliard de
francs devait être soumise le
27 avril au conseil d'admini-
stration de l'établissement, qui
a perdu 1,9 milliard de francs en
1988 et 4 milliards en 1989.

L'annonce, dans les premiers
jours de l'année, d'une perte de 4
milliards de francs avait créé un
terrible choc dans la société. Les
explications peu convaincantes de
la direction suscitaient des ques-
tions et des doutes. Les direc-
teurs avertis dans la presse
étaient depuis plusieurs mois de
la situation, multiples papiers de
la presse.

Assurer à tous à prime constante
une gestion libre, honnête,
modérée de ne faire à épargner à
nos Brutes, victimes de tous
nos climatiques dilapidations,
heures de France ne sont dues à
la troisième génération de nos
budgets, l'établissement d'un
budget où à la base, un schéma
de 1 milliard de francs en
dépenses prévues d'après les
Toutes les grandes dépenses
sont prises de réduire tout le
de la distribution pour nos
millions, la production, transport
pour les études et la recherche
pour une centaine de millions.
Etc.

Les dons en effet affirment généralement des volontés qui se combinent pour peser sur les comptes et conduiront, si elles s'en font - et sans beaucoup de peine - à un déficit de 1,7 milliard, très éloigné du milliard et demi de bénéfices prévu dans le budget initial à la fin décembre. L'année chaude et sèche se traduit par des

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un rapport après les grèves au ministère des finances M. Choussat dénonce les modes de gestion « archaïques » de l'administration

« Tout au long de ma mission, deux constats se sont manifestés : la première, c'est que les modes de gestion de notre administration sont archaïques, la seconde, c'est que nous utilisons mal le potentiel humain considérable qui est le nôtre ». Telles sont les principales conclusions du document de travail remis par M. Jean Choussat à MM. Bérégovoy et Chirac sur l'amélioration du dialogue social et la modernisation de la gestion au ministère de l'économie et des finances.

Ce rapport avait été demandé à l'ancien Directeur du budget du ministère de l'économie et des finances pour identifier les raisons profondes des grèves et du mécontentement qui s'étaient exprimés pendant une grande partie de l'année dernière et avaient notamment paralysé les services des impôts, de la Comptabilité publique et des Douanes. Aux raisons profondes du malaise qu'il décrit, M. Choussat ajoute une constatation : « La médiocrité des informations dont notre Administration dispose (...), en particulier dans le domaine des conditions de travail et du dialogue social ».

L'auteur du document insiste notamment sur l'importance cruciale à ses yeux des locaux, soulignant « l'importance cruciale du cadre de travail », y compris dit-il de l'absentéisme. Des chiffres sont fournis sur les crédits affectés au nettoyage : 46 F par m² à la Direction générale des impôts, à la Comptabilité publique, aux Douanes contre 186 F dans la banque et 175 F dans l'assurance. Pour

l'entretien courant, les chiffres sont respectivement de 29 F le m² aux Finances et de 80 F pour les banques et les assurances.

M. Choussat qui rappelle à plusieurs endroits de son rapport qu'il estime tout à fait possible une gestion publique performante, redonne au service public sa véritable justification et garantissant son avenir : « L'information générale des impôts, l'information de cathédrale (...) n'a pas apporté aux agents l'instrument souple, maniable, convivial qu'ils attendaient ». De même, la mise en place des applications informatiques ne s'est pas accompagnée des investissements complémentaires en matière de locaux et de formation par exemple. Enfin les agents attendaient « confusément de l'introduction de l'informatique qu'elle donne le signal d'une modernisation de l'ensemble des modes de travail ». Pour M. Choussat les vrais problèmes en matière d'effectifs ne sont plus d'ordre quantitatifs mais sont dans la rigidité de la gestion du personnel, dans les disparités géographiques, dans l'insécurité des agents, dans le cloisonnement des directions, dans la politique de formation continue.

L'auteur du rapport insiste dans ses conclusions sur l'excès de centralisation et sur le dialogue social insuffisamment développé. Il propose de créer un Centre de prospective en charge d'éclairer le long terme et un Comité stratégique axé sur des mesures à prendre plus immédiatement.

A. V.

SERVICES

La SNCF augmente ses tarifs de 3 % à partir du 18 mai

La SNCF augmentera, le 18 mai, ses tarifs « grandes lignes » de 3 %, soit 0,5 % de moins qu'elle ne l'avait prévu dans son projet de budget.

Cette hausse sera modulée en fonction des distances parcourues « pour mieux s'adapter aux conditions du marché ». Par exemple, elle sera inférieure à la moyenne pour les distances supérieures à

400 km, et même réduite de moitié à partir de 600 km. En revanche, l'augmentation tarifaire sera plus élevée pour les abonnements et la carte « Vermeil ». La carte Kiwi passe de 350 à 360 Francs ; la carte et le carré jeune, de 160 à 165 Francs ; le supplément couchette, de 72 à 75 Francs ; la réservation place assise, de 13 à 14 Francs.

Après deux années de pertes

EDF à l'heure des économies

Electricité de France (EDF) se serra la ceinture : un programme d'économies de 1 milliard de francs devait être soumis vendredi 27 avril au conseil d'administration de l'établissement, qui a perdu 1,9 milliard de francs en 1989 et 4 milliards en 1988.

L'annonce, dans les premiers jours de l'année, d'une perte de 4 milliards de francs avait créé un véritable choc dans la maison. Les explications peu convaincantes de la direction susciteront des commentaires acerbes dans la presse, alarmée depuis plusieurs mois déjà sur les multiples pépins du nucléaire.

Accusée à mots à peine couverts d'avoir une gestion trop laxiste, redoutant de se faire « épingler » par Bruxelles, victime de conditions climatiques défavorables, Electricité de France se met donc à l'heure de la rigueur : pour éviter un troisième plongeon de ses comptes, l'établissement revêt son budget 90 à la baisse en réduisant de 1 milliard de francs ses dépenses prévues d'exploitation. Toutes les grandes directions seront priées de réduire leur train de vie : la distribution pour 350 millions, la production-transport ainsi, les études et la recherche pour une centaine de millions.

EDF doit en effet affronter plusieurs éléments défavorables qui se combinent pour peser sur ses comptes et conduiraient, si rien n'est fait - et sans heureuse surprise - à un déficit de 1,7 milliard, fort éloigné du milliard et demi de bénéfices prévu dans le budget élaboré à la fin décembre : l'hiver chaud et sec se traduit par des

recettes inférieures, au premier trimestre, de 2 milliards de francs aux prévisions du budget. L'application tardive de la récente hausse de 1,5 % des tarifs entraîne aussi un manque à gagner de 700 millions sur les prévisions.

Les tempêtes à répétition ont coûté 300 millions à la maison, les réparations sur le parc nucléaire lui feront déboursier 900 millions cette année, chiffre auquel s'ajoute le coût (600 millions) de la remise en état des centrales thermiques de substitution. Certes, le coût du retraitement de combustible irradié doit baisser dans des proportions non négligeables (900 millions environ), mais cela ne suffit pas à compenser ces excédents de dépenses.

Le programme d'économies de 1 milliard permettra, dans l'esprit des responsables d'EDF, de ramener aux alentours de 700 millions de francs le déficit prévu pour 1990, étant entendu que l'année est loin d'être finie, et peut s'avérer meilleure que prévu.

FRANÇOISE VAYSSE

Le Tribunal de commerce confie le parc de légers Miraflores aux forains. Les forains ont obtenu hier du tribunal de commerce de Paris la reprise du premier parc à thème ouvert en France, Miraflores, situé dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). L'ancien propriétaire, la société Paris-Parc, avait déposé son bilan le 22 janvier dernier. Le 7 avril malgré l'incertitude de la situation, les forains, associés depuis un an à l'animation du parc, avaient tenu à l'ouvrir pour la saison 1990.

AGRICULTURE

Pour la campagne 1989-1990

Les Douze sont parvenus à un accord sur les prix agricoles

En France, les prix agricoles garantis augmenteront en moyenne de 2 %, et, s'agissant des produits laitiers, la hausse dépassera même 4 %. C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, en commentant l'accord sur les prix à appliquer en 1990/1991 auquel sont parvenus les ministres des Douze le 27 avril à l'aube.

BRUXELLES

(communautés européennes)
de notre correspondant

« En termes de prix, nos agriculteurs devraient être satisfaits », a estimé M. Henri Nallet qui, cependant, n'a pas formellement approuvé l'accord (la délégation française a été la seule à s'abstenir), mécontent du refus du conseil des ministres de réduire les taxes de coresponsabilité auxquelles sont assujettis les producteurs de céréales (3 % du prix) et de lait (1,5 %).

Telle est l'étrange alchimie de l'Europe verte : les prix européens

en Ecu sont gelés. De plus, en application des « stabilisateurs budgétaires » - ces mécanismes mis en place depuis 1988 pour mieux maîtriser la production -, les prix des céréales devraient normalement être réduits de 3 % à compter du 1^{er} juillet prochain. Cependant, grâce à diverses corrections, les paysans n'auront en réalité à subir ni gel ni baisse des prix.

En France, toujours selon les calculs de M. Nallet, les prix garantis des céréales et de la viande bovine augmenteront de 2,3 %. Même en RFA, où pourtant les ajustements agri-montaires auraient dû entraîner une baisse supplémentaire des prix garantis des céréales, aucune diminution ne devrait les affecter !

Mesures diverses pour les petits exploitants

Les taxes de coresponsabilité sanctionnant tous les agriculteurs, y compris ceux qui sont assez compétitifs pour trouver preneurs sur le marché, et donc ne portent pas leur production à l'intervention. Plutôt qu'un relèvement des prix garantis par le biais de diverses mesures de gestion, M. Nallet aurait souhaité que celles frappant les produits laitiers soit suppri-

mées, et celles auxquelles sont assujettis les producteurs de céréales réduites. Selon le ministre français, les Douze s'étaient engagés l'an passé à progressivement éliminer la taxe laitière. Aujourd'hui, ils ne tiennent pas leur promesse. Le démantèlement des taxes de coresponsabilité constituait l'une des principales revendications formulées par les organisations paysannes dans leur dernière manifestation.

Diverses mesures, de portée il est vrai limitée, ont été arrêtées en faveur des petits agriculteurs. Parcellaires, contestées par plusieurs ministres, elles ne sont en rien l'amorce d'un nouveau volet de la Politique agricole commune (PAC) axé sur le développement rural.

Le débat laborieux auquel se sont livrés les Douze au cours des mois passés a été marqué par la volonté de la Communauté de ne pas donner aux États-Unis de nouveaux prétextes pour critiquer la PAC alors que s'engage la dernière phase de l'Uruguay Round. L'objectif aura-t-il été atteint ? Rien n'est moins sûr. Cette manière qu'a la Communauté de geler les prix, voire de les baisser tout en les relevant, n'a assurément pas le mérite de la transparence.

PHILIPPE LEMAÎTRE

ETRANGER

Le contentieux entre les deux pays Le Japon sera rayé de la liste noire commerciale aux États-Unis

Les États-Unis et le Japon sont parvenus à un accord de principe ouvrant davantage le marché japonais aux exportations américaines de bois, a annoncé mercredi 25 avril M. Carl Hills, représentant spécial pour le Commerce du président Bush.

Obtenu après de longues discussions, cet accord qui permettra d'augmenter de plus d'un milliard de dollars (5,7 milliards de francs) les ventes de bois américain au Japon, met fin au dernier conflit commercial exposant Tokyo au cadre de l'article « Super 301 » du Trade Act de 1988. Les deux autres postes pour lesquels le Japon avait été accusé de « pratiques déloyales » - les satellites et les superordinateurs - ont récemment fait l'objet d'accord bilatéraux.

Les menaces de sanctions ne me paraissent plus « l'outil le mieux approprié » pour réclamer davantage d'ouverture commerciale de la part du Japon, a commenté M. Hills.

Harmonisation au sein de la CEE

Levée totale du contrôle des changes en Italie

Deux mois avant la libéralisation des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté européenne, l'Italie devait adopter le vendredi, 27 avril en conseil des ministres, un décret levant les derniers volets du contrôle des changes.

Désormais, les Italiens pourront ouvrir des comptes à l'étranger ou des comptes en devises dans la péninsule. Ils seront également autorisés à investir dans des instruments obligataires étrangers à court terme.

En janvier dernier, l'Italie avait normalisé sa situation au sein du système monétaire européen, en renonçant à la marge de fluctuation élargie de 6 % dont jouissait la lire.

Un second décret visant à contrôler les sorties de capitaux supérieures à 10 millions de lires (45 000 francs) devait également être adopté jeudi.

INDUSTRIE

Le comité d'entreprise de Framatome attaque la privatisation

Le dossier Framatome se complique : alors que le ministère de l'Industrie et Matignon continuent d'étudier un compromis et que la contre-solution de la direction progresse, le comité central d'entreprise de Framatome entre à son tour en scène en attaquant sur la question de la privatisation du constructeur de chaudières nucléaires induite par celle, en 1987, de son actionnaire à 40 %, la CGE.

Le Comité central d'entreprise assigne donc en référé la CGE et Framatome pour obtenir « la nullité qui frappe le transfert au secteur privé de la participation de 40 % détenue dans Framatome par la CGE ». Il demande donc que la CGE soit privée de l'exercice de ses droits de vote. L'audience au tribunal de commerce est fixée au 3 mai et devrait se plaider plus tard sur le fond. En outre, le CCE écrit au ministre de l'économie pour « lui demander son sentiment sur la légalité du transfert au secteur privé de l'entreprise et sur sa compatibilité avec le respect du domaine et de l'intérêt public ».

Le Quai de Berry a pris position à son tour, mardi 24 avril, en édictant trois principes pour régler le dossier, dont l'un est l'existence d'« un minimum de consensus » sur la solution retenue au sein de l'entreprise. Une prise de position qui confirme les désaccords persistants au sein même du gouvernement.

Aggravation du déficit commercial de l'électronique française. - Le déficit de la balance commerciale des industries électriques et électroniques françaises s'est creusé de 3 milliards de francs pour atteindre en 1989 11,8 milliards.

Les exportations, en hausse de 9,4 % (à 137,6 milliards) progressent moins vite que les importations (+11 % à 149,4 milliards), soit un taux de couverture de 92 %. La détérioration des échanges avec les États-Unis (le déficit s'aggrave de 3 milliards passant à -21 milliards) et avec le Japon (-19,8 milliards, soit un passif en hausse de 2,8 milliards) est à l'origine du décalage global de la branche.

N°1

Observateur

ENTREPRISES TELECOMMUNICATIONS

TELEPHONE
LES NOUVEAUX
SYSTEMES

Comment choisir,
économiser, rentabiliser

A DECOUVRIR
L'ORDINATEUR
DE POCHÉ
A STYLO ELECTRONIQUE
ET 50 PRODUITS
INTELLIGENTS

VIENT DE PARAÎTRE

هكذا من الأصل

• L'AFRIQUE NOIRE

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 17 F

Abonnement : voir tarif page 19

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

N° 433 - 37^e année


DROGUE
Ces banquiers complices
(Pages 24 et 25.)

La colère du citoyen humilié

Par CLAUDE JULIEN

Le sang-froid : voilà bien le vertu cardinale lorsque tout bouge et bascule autour de soi. Moment privilégié de l'histoire, la plume est en effervescence mais la classe politique, sans rien perdre de sa sérénité, se laisse accaparer par l'enthousiasme, les

ments classiques et stratégiques, ramener les rapports de forces militaires à des niveaux moins intolérables, missi aux, seul l'attr



UNE ALLEMAGNE TROP PUISSANTE ?

L'espoir à deux vitesses

Le victoire des amis de M. Helmut Kohl, en RDA, le 18 mars dernier, a accéléré l'unification des États allemands. Cinq länders vont sans doute être reconnus et rattachés à la RFA. Ainsi cessera d'exister un État né des débris du nazisme et des tensions de la guerre froide. Les modalités de sa disparition seront fixées lors de la prochaine conférence réunissant les quatre vainqueurs de la guerre (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) et les deux États allemands, auxquels se joindra, sur la question touchant à ses frontières, la Pologne.

Un nouvel âge de l'Europe commence avec cette unification qui pose toutes les questions de la Conférence de Dublin qui s'ouvre le 28 avril, immédiatement après le sommet franco-allemand. La création, dans un contexte international chamboulé, d'une Allemagne unifiée transforme cette grande puissance économique en une puissance politique. Cela modifie l'équilibre européen, qui s'édifie lentement pour ne pas laisser à l'axe franco-allemand et qui risque désormais de se bîler autour du pilier renforcé d'une Allemagne si puissante ?

Par JEAN-MARIE VINCENT

A révolution pacifique d'octobre et novembre 1989 en RDA n'a pas seulement mis fin à un régime à pléthore dans une crise sociale et politique, mais a aussi ébranlé dans ses assises et conduit à l'attraction de l'Allemagne l'Occident.

Le mur de Berlin tombe, le monde, les institutions du pays, les dirigeants et ont de

AVRIL 1990

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

UNION SOVIÉTIQUE :

Vers une perestroïka de «deuxième type», par Jean-Marie Chauvier. - Tous les nouveaux mouvements politiques (J.-M. Ch.). - Irkoutsk redoute les lenteurs du changement, par Jean-Yves Potel.

ISRAËL :

Le gouvernement renâcle devant la paix, par Alain Gresh. - Ces fantasmes qui couvrent la voix de la conscience juive, par Jérôme S. Segal. - Qui a peur des immigrants soviétiques ? par Joseph Al-Ghazi.

CHINE :

Explosion de la criminalité, par Jean-Louis Rocca. - L'alliance militaire Washington-Pékin ne faiblit pas, par Michel Chossudovsky.

NICARAGUA :

Leçons d'une défaite, par Jorge Castaneda.

ARGENTINE :

L'impossible miracle de M. Carlos Menem, par Alexandre Valente.

CORÉE DU NORD :

Timides changements dans un des derniers bastions du stalinisme, par Selig H. Harrison.

ROCK ET POLITIQUE :

Chanter le devenir du monde, par Thomas Sotinel.

CITOYENS A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS :

Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise, par Bernard Cassen. - Vivre avant la mort, par Philippe Videlier.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ENQUÊTE

CONSEIL

On leur reproche
mais c'est par la
orientation de
nationale a été
fonctionnement
dans certains

LE PA

Pour chaque
diplôme un
année. A lire

UNE

L'autonomie
du nombre
centre de
l'éducation

EN

Au collège
Transat
l'un des
pédagogie

NUMÉRO
D'AVRIL 1990

20 F

En vente chez
votre marchand
de journaux

155 من الإهل

ENQUÊTE : CONSEILS DE CLASSE : RIEN NE VA PLUS

CONSEILS DE CLASSE : RIEN

On leur reproche d'être expéditifs, d'être des chambres d'enregistrement de verdicts prononcés à huis clos par le tribunal des professeurs. Pourtant, de l'avis de tous, ils sont indispensables pour l'orientation des élèves. Pour faire des conseils de classe un lieu de décision concertée, l'éducation nationale a décidé de les rénover dès la rentrée prochaine. *Le Monde de l'éducation* décrit le fonctionnement réel de ces instances. Il analyse l'enjeu des nouveaux textes et il montre que, dans certains établissements, parents et enfants participent activement aux conseils de classe.

26 JOURS DES JUT

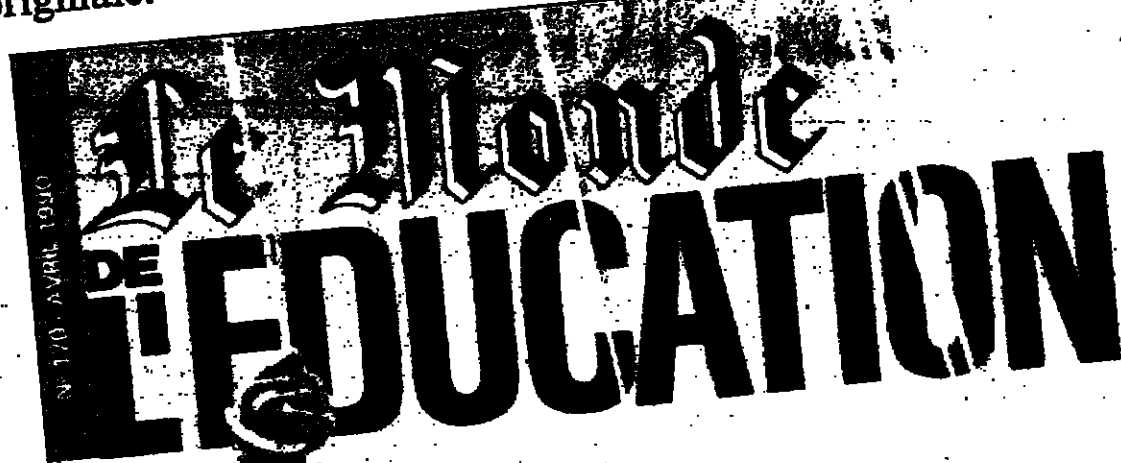
le taux de réussite au

■ **LE PALMARÈS 1989 DES IUT**
 Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. Avec une analyse des difficultés d'intégration en première année. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

■ **UNIVERSITÉS : LA DÉLOCALISATION SAUVAGE**
L'autonomie croissante des villes, des départements et des régions et la spectaculaire progression du nombre de bacheliers ont permis l'émergence de véritables politiques scolaires locales. Au centre de ces initiatives rarement bien coordonnées, les antennes universitaires. *Le Monde de l'éducation* dresse un premier bilan de la délocalisation des premiers cycles.

■ EN DIRECT DE LA TRANSANTARCTICA

Au collège de Vielmur l'année scolaire a été réglée sur les péripéties de l'expédition Transantarctica. Il est vrai que c'est dans cette commune du Tarn qu'est né Jean-Louis Etienne, l'un des six membres de l'expédition qui vient de traverser le continent blanc. Une expérience pédagogique originale.



ÉVALUATION : le palmarès des IUT

conseils de classe : rien ne va plus

l'orientation réorientée

UNIVERSITÉS : élocalisation sauvage

**POLITIQUE ÉDUCATIVE
en direct de
la Transantartique**

**NUMÉRO
D'AVRIL 1990
20 F**

**En vente chez
votre marchand
de journaux**

DROUPE
Ces banquiers
complices

Page 24

ALLEMAGNE TROP PUISSANTE?

L'espoir à deux vitesses

[illegible]

THE JEAN-MARIE VINCENT

— Tous les nouveaux immigrants
sont au Japon-Yen Parc.

par Joseph A. G. G. G.

Washington Post

Subject: Solving Problems

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

POUVOIRS :

... le mort, par Ph. ...

DE JOURNAUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE CENTRALE
DE COOPÉRATION
ÉCONOMIQUEEMPRUNTS
AVRIL 1990
GARANTIS PAR L'ÉTAT

EMPRUNT 9,70 %

assimilable à l'emprunt 9,70 % Janvier 1990

Montant: F 1.100.000.000.

Prix d'émission: 99,70 %, soit F 4.985 par obligation comprenant le prix d'émission de F 4.861,40 et le coupon couru de F 123,60.

Date de jouissance: le 5 février 1990.

Date de règlement: le 9 mai 1990.

Durée: 12 ans et 272 jours.

Intérêt annuel: 9,70 %, soit F 485 par obligation, payable le 5 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel: 10,08 %.

Amortissement normal: au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 5 février 2003.

Amortissement anticipé: possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation: les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

EMPRUNT 9,60 %

assimilable à l'emprunt 9,60 % Janvier 1990

Montant: F 400.000.000.

Prix d'émission: 101,35 %, soit F 5.067,50 par obligation comprenant le prix d'émission de F 4.945,20 et le coupon couru de F 122,30.

Date de jouissance: le 5 février 1990.

Date de règlement: le 9 mai 1990.

Durée: 7 ans et 272 jours.

Intérêt annuel: 9,60 %, soit F 480 par obligation, payable le 5 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel: 9,79 %.

Amortissement normal: au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 5 février 1998.

Amortissement anticipé: possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation: les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (visa n° COB 90-143 du 19.04.1990) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité du Retro, 35-37, rue Boissy-d'Angles, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 23.04.1990.

Vente par correspondance
franco de portCATALOGUE PRATIQUE
DE L'ÉTUDIANTdroit, économie, gestion
et langues des affaires
matières, années d'édification et prix

demander ce catalogue gratuit par écrit à:

MEDILIS S.A.

PROMO-LIVRE

Librairie Universitaire

La Librairie de l'Université

9 rue Séguier 75006 PARIS

9-16 rue Bonald 69007 LYON

Tél: 46.34.67.70

Tél: 78.61.26.61

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE
SUPÉRIEURECentre de préparation
aux HEC et à Sciences Politiques
créé en 1976

- Tous confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilote" HEC

- Conditions d'admission
- Voie générale
- bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique
- bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

PCS

48, rue de la Fédération 75008 Paris

01 46 44 07 96

enseignement supérieur privé

Les SICAV Obligations
des Banques PopulairesVotre objectif:
valoriser votre capital
à moyen
ou long terme1851 agences
pour vous conseiller

BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'Administration, réuni le 23 avril 1990 sous la présidence de Monsieur François PINAULT, a arrêté les comptes de l'exercice. Les principaux chiffres se présentent ainsi:

RÉSULTATS DU GROUPE	MILLIONS DE FRANCS		VARIATION EN %
	1989	1988 retraité (1)	
Chiffre d'affaires	31.186	23.406	+ 33
Résultat d'exploitation	1.297	976	+ 33
Résultat courant	832	763	+ 9
Résultat exceptionnel	- 63	87	NA
Résultat net total après impôts et surverseur	415	441	- 6
Dont part du groupe	302	378	- 20
Autofinancement net consolidé	1.165	883	+ 32
Investissements	4.707	1.934	+ 143
Fonds propres (part du groupe)	4.242	4.033	+ 5
Résultat net consolidé par action (part du groupe)	26,05	34,13	- 24

(1) Changement de méthode: retraitement des comptes de 1988 en fonction des principes retenus par l'arrêté des comptes de 1989.

RÉSULTATS DE LA CFAO HOLDING	MILLIONS DE FRANCS		VARIATION EN %
	1989	1988	
Bénéfice net	162	178	- 9
Dividende global par action	17,07	17,06	-

Le Conseil d'Administration propose un dividende de 11,38 francs assorti d'un avoir fiscal de 5,69 francs, soit un total de 17,07 francs par action, contre 17,06 francs l'année dernière, après division par quatre de l'action. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, le montant du dividende distribué passe de 126 à 132 millions de francs, soit une augmentation de + 5 %.

Perspectives 1990

Après la récente cession du secteur de la distribution alimentaire, le groupe poursuit le recentrage dans les métiers de la distribution spécialisée et des services, avec l'ambition de renforcer ses positions.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1989 est convoquée le 22 juin 1990 à 15 h au 10, avenue d'Iéna, PARIS XVI^e, C.F.C.E. Salle Hubert Rousseller.

GÉVELOT

Le conseil d'administration, sous la présidence de M. Alain Blochman, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires s'est élevé à 688 MF contre 552,4 MF en 1988. Il inclut pour la première fois dans le périmètre de consolidation la SNM MÉTALEX dont les ventes se sont élevées à 51,5 MF. A périmètre constant, la progression aurait été de 15,22 %.

Après un résultat exceptionnel de 17,6 MF dû principalement à des cessions d'actifs non nécessaires à l'exploitation, le bénéfice net s'est établi à 18,6 MF contre 14,5 MF en 1988 et la part du groupe à 14,6 MF.

Au niveau société mère, le chiffre d'affaires de 1989 est de 203,7 MF, en progression de 17,13 %.

Après un résultat exceptionnel bénéficiaire de 6,7 MF contre 5,5 MF en 1988, le bénéfice net s'est établi à 18,6 MF contre 14,5 MF pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se réunira le 27 juin 1990, la distribution d'un dividende de 11 F par action assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F, en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice précédent.

L'exercice 1990 se présente plutôt favorablement. Malgré la relative stabilisation des ventes automobiles et la cession par GÉVELOT de son département outillage de fixation, le chiffre d'affaires du groupe devrait encore progresser ainsi que son résultat d'exploitation.

Par contre, le résultat après impôt qui comprendra moins de plus-values sur cessions d'actifs devrait être inférieur à celui de 1989.

Ne vous trompez plus!
elle a horreur de
la collection Fleur Bleue.Offrez-lui un
CHEQUE-LIRE

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

Cheque-Lire

CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'Administration de la CICA s'est réuni sous la présidence de Monsieur Pierre DEGORCE le 23 avril 1990. Au cours de cette réunion, Messieurs François PINAULT et Serge WEINBERG ont été cooptés en remplacement de Messieurs Paul PAOLI et Jacques MULLIER, démissionnaires. Le Conseil à l'unanimité a rendu hommage à ces derniers pour le rôle qu'ils ont joué au sein du Groupe CICA.

Par ailleurs, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989 ont été arrêtés.

Les principaux chiffres caractéristiques sont donnés ci-dessous (en millions de francs):

Société Holding	1988	1989	
Total du bilan	3105	582,8	+88 %
Produits courants	34,7	64,1	+85 %
Bénéfice net	22,9	22,8	0 %
Groupe			
Total du bilan	1.185,0	1.486,3	+25 %
Chiffre d'affaires	2.256,4	2.686,3	+19 %
Bénéfice net	58,1	70,7	+22 %
dont part du Groupe	38,2	63,4	+66 %

La révision de certains chiffres s'explique par la nécessité de provisionner des créances sur des filiales africaines.

Le périmètre de consolidation inclut les entreprises entrées en 1989: OLYMPIC GARAGE, DISTRIBUTION AUTOMOBILE, BELGE concessionnaires PEUGEOT à Vichy et à Liège, COFAM, société importatrice en France des chariots élévateurs MITSUBISHI et C. SANTOS VP, concessionnaire MERCEDES à Lisbonne.

La part du chiffre d'affaires réalisé en Europe continue de croître et atteint 66 %.

L'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1989 sera convoquée le 21 juin 1990 à onze heures, au siège social à MARSEILLE.

Le Conseil d'Administration a proposé un dividende de 20,00 francs, assorti d'un avoir fiscal de 10,00 francs.

Les documents mis à la disposition des Actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale peuvent être obtenus par tout intéressé qui en fera la demande au siège social, 32, cours Pierre Pugeat, 13006-MARSEILLE.

GROUPE CFAO

LES COURS DE LA BOURSE
EN DIRECT PAR TÉLÉPHONE

Avec un poste à touches musicales, composez les 3 premiers chiffres de votre valeur recherchée.

En temps réel, via satellite, accédez aux cotations du règlement en direct.

36.65.84.84

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

AVIS

MARCHÉS FINANCIERS

Un bénéfice de 699 millions de francs

Les AGF veulent augmenter leur capital

En présentant les comptes des Assurances générales de France (AGF), qui enregistrent une progression de 16,4 % des primes émises à 38,2 milliards de francs et de 22,3 % du bénéfice consolidé à 2,57 milliards de francs, le PDG, M. Michel Albert, a précisé les projets de son groupe. Il en a d'abord profité pour souligner que les AGF continuent à dégager un léger bénéfice d'exploitation en assurance-dommages (+ 15 millions de francs), « ce qui est une singularité » (sous-entendu : les autres compagnies nationalisées ne font que des pertes).

Le bénéfice affiché de 699 millions de francs est dû aux plus-values de cessions d'actifs.

Ensuite, il s'est félicité du montage financier (apport de titres Total et Rhône-Poulenc) par lequel l'Etat, qui « n'a jamais apporté un sou aux AGF depuis leur nationalisation », va leur procurer 3 milliards de fonds propres supplémentaires, comblant ainsi une partie du handicap des entreprises nationalisées en matière d'augmentation de leurs fonds propres.

L'opération permettra aux AGF de lever 1 milliard de francs supplémentaires sur le marché d'ici à 1991. Evoquant l'affaire de la

BFCE, M. Mansion, directeur général, a confirmé que les AGF entendaient en devenir l'« actionnaire de référence », avec 40 % du capital, qui seront rachetés aux actionnaires actuels, les grandes banques de la place, l'achat étant payé par des titres AGF à créer.

Cette prise de participation ne sera toutefois réalisée qu'après le redressement de la situation de la BFCE, qui exigera l'apport de 2 milliards de francs d'argent frais pour porter à 50 % le provisionnement des risques sur les pays en voie de développement, le problème du financement de cet apport n'étant toujours pas résolu, en raison des réticences des actionnaires.

Enfin, M. Albert a indiqué que les AGF négociaient avec Solidarnosc la création d'une compagnie d'assurance en Pologne, aux côtés de la compagnie d'assurance publique, qui « a les effectifs des AGF et réalise 1 % de son chiffre d'affaires ». L'accord, qui prévoirait l'apport de 35 millions de francs par les AGF, se heurte toutefois à une certaine concurrence, notamment de la part d'une compagnie américaine.

F. R.

Pargesa et Paribas délimitent leurs territoires

A l'occasion de la cession à Paribas de 28 % de sa filiale Paribas-Suisse, encore détenue par la holding helvétique Pargesa (le Monde du 27 avril 1990), les deux banques ont délimité leurs territoires respectifs pour simplifier leurs relations, restées très complexes depuis l'« évasion » de filiales belge et suisse de Paribas en 1981.

Ainsi, en échange de sa cession, Pargesa va récupérer les 7 % du capital du groupe Bruxelles Lambert (GBL), détenus par le groupe belge Cobepe et ses sociétés associées, portant ainsi à 38 % sa part dans GBL.

Par ailleurs, Pargesa et ses deux principaux actionnaires, le belge Albert Frère, coprésident de GBL avec Gérard Eskenazi, et le canadien Paul Desmarais, PDG de Power, vont regrouper au sein de la filiale Paribas leurs 10 % de capital de Paribas, devenant ainsi le deuxième actionnaire de ce groupe après la Navigation Minie (12 %) et avant les AGF (9,99 %).

De plus, Paribas détient 20 % des droits de vote de Pargesa à travers CPI, filiale de Cobepe.

Enfin, chaque groupe sera représenté dans les organes de direction de l'autre : M. Gérard Eskenazi, président de Pargesa, est administrateur de Paribas (dont le comité international compte MM. Frère et Desmarais, au nombre de ses membres) et M. Michel François-Ponce, PDG de Paribas et futur président de son conseil de surveillance, sera vice-président de Pargesa. Quant à M. André Levy-Lang, futur président du directoire de Paribas, il entre au comité directeur de Pargesa.

F. R.

Une hausse de 27 % du chiffre d'affaires

Le Gan a consolidé le CIC en 1989

Le résultat net du groupe GAN (CIC compris) s'est élevé en 1989 à 2,5 milliards de francs, soit une hausse de 27 %. Pour M. François Heilbronn, ces comptes 1989 traduisent le redressement de l'activité « dommages » dont le solde d'exploitation redevient bénéficiaire, la bonne tenue de la gestion financière et aussi la contribution du CIC.

Cette part du CIC est plus marquée au niveau du chiffre d'affaire global qu'au plan des résultats. Sur les 86,6 milliards de francs de total d'exploitation, la contribution du CIC est de 50,8 milliards de francs.

Ces premiers résultats de « bancassurance » n'ont cependant rien de révélateur, dans la mesure où la Socap, filiale commune GAN-CIC pour la commercialisation de produits d'assurance vie, ne réalise que 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Bien qu'encourageants, ces premiers résultats font surtout la preuve d'une synergie encore à ses débuts entre une banque et une compagnie d'assurance.

Le GAN projette également une augmentation de capital de l'ordre de 2,5 milliards de francs qui sera en partie réalisée avec son intervention dans le montage Total-CFP (1 milliard de francs engendrant un effet de levier de 333 millions de francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance, dans sa séance du 20 avril 1990, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1989. Le bénéfice net consolidé ressort à 692 millions de francs dont 566 millions hors intérêts minoritaires. En 1988, le bénéfice net consolidé était de 559 MF et la part du Groupe, hors intérêts minoritaires, de 452 MF. Les chiffres relatifs à l'exercice 1989 comprennent un résultat extraordinaire provenant de la mise en Bourse de United Westburne qui représente 87 MF de résultat global dont 74 MF pour la part du Groupe.

Le projet de répartition du résultat qui sera soumis à l'assemblée générale du 29 juin 1990 prévoit le versement d'un dividende net de 11,50 francs en progression de 12,7 % par rapport à 10,20 francs au titre de l'exercice 1988 (montant ajusté suite à l'attribution gratuite de deux actions nouvelles pour trois anciennes). Ce dividende étant servi à un nombre d'actions accru, la distribution progressera de 16 %.

Les chiffres caractéristiques des deux derniers exercices se comparent comme suit :

	1988 en MF	1989 en MF
Chiffres d'affaires hors taxes	21 975	28 612
Bénéfice net consolidé	559	692
• Part du Groupe	452	566
• Part des minoritaires	107	126
Résultat net de Dumez SA	130	151
Distribution totale	110	127
Nombre d'actions bénéficiaires	6 442 916	11 060 565
Div. net par action au titre de l'exercice	17 F	11,50 F

NEW-YORK, 26 avril ↑

L'avance se poursuit en dents de scie

Amorçé vingt quatre heures auparavant, le mouvement de hausse s'est poursuivi jeudi à Wall Street, mais en dents de scie. Après avoir atteint un plus haut la barre de 2691,89 points et au plus bas touché le niveau de 2650,23, l'indice des valeurs industrielles s'est établi à 2676,57 avec un gain de 10,13 points.

Le bilan de la journée a été à l'image de ce parcours sinueux. Sur 1944 valeurs traitées, 656 seulement ont monté alors que 771 s'alourdissaient. 507 valeurs n'ont pas varié.

Les investisseurs ont été partagés entre un sentiment optimiste nourri par les résultats trimestriels meilleurs que prévu, notamment ceux de Procter and Gamble et de Du Pont de Nemours, et la perspective d'une accélération de la croissance. Mais le meilleur sentiment enregistré autour du « Big Board » a été soulevé par la crainte d'une famille inflationniste. Tout Wall Street attendait en effet la publication vendredi après-midi du PNB pour le premier trimestre de l'année.

VALEURS	Cours de 25 avril	Cours de 26 avril
Alcoa	62 3/4	63
A.T.T.	40 7/8	40 3/8
Boeing	40 7/8	40 3/8
Chrysler	26 5/8	26 1/8
Du Pont de Nemours	35 7/8	37 3/8
General Electric	45 1/4	45 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2
Intel	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald	52 3/4	53 3/8
Merck	52 3/4	53 3/8
Microsoft	37 3/4	38 1/8
Novartis	37 3/4	38 1/8
United States Steel	34 3/4	35 1/8
Walt Disney	34 3/4	35 1/8
Wendell	34 3/4	35 1/8
Worthington	34 3/4	35 1/8

PARIS, 26 avril ↑

Consolidation

Dernière séance de baisse modérée rue Vivienne où le marché semble consolider ses positions après la progression de plus de 11 % le mois précédent achevée le 20 avril dernier. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un gain de 0,44 %, virait au rouge. Il perdait 0,24 % en début d'après-midi. Il se dégageait de 0,93 % en clôture. Le terme boursier de mai débute depuis lundi est négatif de près de 2 %. Les intervenants attendaient en début d'après-midi de connaître les résultats de l'appel d'offres de la Banque de France. L'annonce d'une baisse des taux directeurs ne modifiait pas l'atmosphère de la séance. Car les propos très réservés de M. Poehl sur l'union monétaire allemande ont pesé sur la tendance.

Le président de la Bundesbank a estimé, dans une déclaration jeudi, que le gouvernement ouest-allemand a fait une « offre généreuse qui atteint des limites tout juste supportables d'un point de vue économique ». De là à prévoir un relèvement des taux outre-Rhin, il n'y a qu'un pas que certains investisseurs n'hésitent pas à franchir jeudi. Selon son arrêt, un relèvement des taux en RFA bloquerait alors le processus de détente souhaité en France.

Sur le marché à règlement mensuel, le titre Michelin était orienté à la baisse comme la veille, alors que Saint-Gobain se redressait. Les deux valeurs phares avaient perdu dès mercredi sur la cote, après l'annonce par Saint-Gobain d'une OPA sur Norton, et l'autorisation donnée par les autorités américaines à Michelin de racheter le fabricant de pneumatiques Uniroyl.

TOKYO, 27 avril ↑

Légère hausse

Après avoir évolué de façon assez irrégulière durant les premières heures de cotation, le marché s'est remis en mouvement à l'approche de la clôture. Finalement l'indice Nikkei s'est établi à 29 584,80, avec un gain de 160,22 points (+0,54 %).

Pour tout dire, un certain optimisme a prévalu pendant la journée entière à l'approche d'une semaine particulière couverte avec la célébration de la naissance de l'Empereur, la journée anniversaire de la constitution et, enfin, le « fête des enfants ». Cette semaine qui ne comporte ainsi que deux séances est qualifiée de « date quand on sait qu'un Japon les vacances ne sont pas encore devenues une préoccupation majeure ».

Les valeurs des entreprises pétrolières, susceptibles de faire l'objet de restructuration, se sont affaiblies.

VALEURS	Cours de 26 avril	Cours de 27 avril
Aoi	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380
Daewoo	1 410	1 380

FAITS ET RÉSULTATS

Le Conseil des Bourses de valeurs reconnaît le pacte d'actionnaires du Club Méditerranée. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation du marché, a jugé recevable le pacte d'actionnaires proposé par le Club Méditerranée. L'entreprise de M. Gilbert Trigano révélaient récemment que certains de ses actionnaires avaient « dans le strict respect des dispositions légales » décidé de renouveler un pacte d'actionnaires limité à un droit de préemption conclu en 1976 (le Monde du 31 mars).

Le Fonds de deux sociétés immobilières d'investissement, Cofinim et Seifimac. Deux sociétés immobilières d'investissement (SII), Cofinim et Seifimac vont prochainement fusionner pour donner naissance à la première SII française avec 11 milliards de francs d'actifs net réévalués, 10 000 logements et 240 000 mètres carrés de locaux commerciaux. Cette fusion absorbera entre deux sociétés seules cotées sur le marché à règlement mensuel se fery sur la base de 3 actions Seifimac pour 7 actions Cofinim. La capitalisation boursière de l'ensemble représentera 8 milliards de francs. Cette fusion prendra effet le 1er janvier 1990 et sera soumise à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des actionnaires des deux sociétés en juillet prochain.

Le Crédit lyonnais et Cholet Dupont ont présenté le contrôle de la société de Bourse lyonnaise Michaux. Le Crédit lyonnais et la société de Bourse parisienne Cholet Dupont viennent de prendre le contrôle de la société de Bourse lyonnaise Michaux en acquérant respectivement 40 % et

20 % de son capital. MM. Jean Pierre et Roger Michaux, actuel syndic de la place de Lyon, ont conservé 20 % des parts. Le reste, soit 20 %, est proposé à des institutionnels régionaux et européens. Une concentration et un accord de réciprocité commerciale seront signés entre les deux sociétés de Bourse Michaux et Cholet Dupont.

Le groupe HIT a son second marché de la Bourse de Lyon au prix de 310 francs. Pour une offre de 111.410 actions du groupe, représentant 10 % de son capital, 10.621.569 titres ont été demandés et 1,05 % des demandes a pu être servie. HIT est une fédération d'entreprises moyennes issue de la fusion en 1986 des groupes Le François et Sautet. Le groupe anticipe un chiffre d'affaires de 470 millions de francs en 1990.

Ceruus résultat net consolidé de 1,2 milliard de francs. Le holding de M. De Benedetti, Ceruus (Compagnies européennes réunies), a dégagé en 1989 un résultat net consolidé de 1,2 milliard de francs pour un total de bilan consolidé de 27,5 milliards. Le bénéfice net consolidé, part groupe, a été de 1 milliard de francs. Ces données traduisent une forte progression. En 1988, calculé sur la même base, le bénéfice net consolidé total avait été de 750 millions, le bénéfice part du groupe de 656 millions. Pour le groupe, l'événement marquant de 1989 a été le rapprochement de Ceruus et de Dumoulin-Lebl.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal Assoc.	425	425	Int. Méd. Serv.	1240	1250
Amal	140	134 40	Loisirs	306	304 80
BAC	240 20	240	Locam.	135	135
B. Demachy Ass.	575	575	Mars Comm.	213	205
B. Demachy Ass.	181	181	Midi Méd.	225	225
B. Demachy Ass.	840	840	Midi Méd.	225 80	225
B. Demachy Ass.	354	355	Nord Méd.	1375	1375
B. Demachy Ass.	210	210	Orléans Logist.	580	580
B. Demachy Ass.	3300	3287	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	1641	1600	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	656	656	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	882	882	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	2284	2280	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	380	382	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	276	280	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	276	276	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	882	882	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	688	623	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	226	234	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	1175	1145	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	450 50	450	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	205	205	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	680	685	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	1040	1054	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	486	486	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	175	175	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	294 30	303	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	14 30	14 30	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	210	205	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	800	800	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	425	422	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	451	451	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	982	983	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	285	283	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	360	360	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	150	150	Orléans Logist.	605	600
B. Demachy Ass.	226	226	Orléans Logist.	605	600

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 26 avril 1990

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	680	15	15
CEC	680	15	15
EDF-Agip	680	15	15
Environnement SA-PLC	680	15	15
Euro Disney-SC	680	15	15
Havas	680	15	15
Lafarge-Capelle	680	15	15
Michelin	680	15	15
Nail	680	15	15
Paribas	680	15	15
Permal-Ricard	680	15	15
Pinget SA	680	15	15
Rhône-Poulenc CI	680	15	15
Saint-Gobain	680	15	15
Suez Financière	680	15	15
Thomson-CSF	680	15	15

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 26 avril 1990

Nombre de contrats : 69 923.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	182,34	182,34
Précédent	182,24	182,16
Options sur notional		
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	0,93	1,59
	0,52	1,35

INDICES

BOURSES

Dollar : 5,63 F

Le dollar s'inscrit en légère hausse le vendredi 27 avril à Paris, s'échangeant à 5,63 F contre 5,6205 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendaient la publication, dans l'après-midi, des statistiques américaines de la croissance au premier trimestre.

PARIS (MSE, base 100 : 29-12-89)

25 avril 26 avril

Valeurs étrangères : 182,3 182,5

Valeurs françaises : 91 90,6

(SIF, base 100 : 31-12-81)

Indice global CAC 353,82

(SIF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 2 891,57 2 872,16

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 3 664,44 2 676,58

LONDRES (Index Financial Times)

Industrielles : 1 483,5 1 476,1

Mines d'or : 223,1 228,2

Fonds d'Etat : 74,94

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 29 584,80 29 584,80

Indice global : 2 288,10 2 285,54

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURSE DU

VALEURS	Cours	Dernier cours
Amal Assoc.	425	425
Amal	140	134 40
BAC	240 20	240
B. Demachy Ass.	575	575
B. Demachy Ass.	181	181
B. Demachy Ass.	840	840
B. Demachy Ass.	354	355
B. Demachy Ass.	210	210
B. Demachy Ass.	3300	3287
B. Demachy Ass.	1641	1600
B. Demachy Ass.	656	656
B. Demachy Ass.	882	882
B. Demachy Ass.	2284	2280
B. Demachy Ass.	380	382
B. Demachy Ass.	276	280
B. Demachy Ass.	276	276
B. Demachy Ass.	882	882
B. Demachy Ass.	688	623
B. Demachy Ass.	226	234
B. Demachy Ass.	1175	1145
B. Demachy Ass.	450 50	450
B. Demachy Ass.	205	205
B. Demachy Ass.	680	685
B. Demachy Ass.	1040	1054
B. Demachy Ass.	486	486
B. Demachy Ass.	175	175
B. Demachy Ass.	294 30	303
B. Demachy Ass.	14 30	14 30
B. Demachy Ass.	210	205
B. Demachy Ass.	800	800
B. Demachy Ass.	425	422
B. Demachy Ass.	451	451
B. Demachy Ass.	982	983
B. Demachy Ass.	285	283
B.		

BOURSE DU 26 AVRIL

[illegible][illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédents - m : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

